

Les conséquences financières des invasions
DE 1814 ET DE 1815
dans les départements de la Moselle et de la Meurthe

Thèse complémentaire
pour le doctorat
présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris
par
HENRY CONTAMINE
Professeur agrégé d'Histoire au Lycée de Metz

METZ
LES ARTS GRAPHIQUES
1932

Les conséquences financières des invasions

DE 1814 ET DE 1815

dans les départements de la Moselle et de la Meurthe

Les conséquences financières des invasions
DE 1814 ET DE 1815
dans les départements de la Moselle et de la Meurthe

Thèse complémentaire
pour le doctorat
présentée à la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris
par
HENRY CONTAMINE
Professeur agrégé d'Histoire au Lycée de Metz

M E T Z
LES ARTS GRAPHIQUES
1932



AVANT-PROPOS

L'histoire financière, du moins dans la France centralisée du XIX^e siècle, ne peut guère, en général, être étudiée que pour l'ensemble du pays. Elle semble échapper au domaine de l'histoire régionale ou départementale, car les administrations fiscales ont appliqué partout les mêmes règles, sans se soucier de la diversité des lieux ni des aspects changeants que révèle la carte politique de la nation. Un cadre plus restreint convient pourtant à l'étude de certains budgets locaux, dont l'examen ne laisse pas d'être instructif pour qui veut connaître comment s'est progressivement élargi le rôle des pouvoirs publics. C'est pourquoi notre thèse principale a réservé deux chapitres à l'exposé des variations que connurent, entre le Premier Empire et la guerre de 1870, les budgets départementaux et communaux de la Moselle (1).

Il est pourtant une période au cours de laquelle l'histoire financière semble avoir présenté une diversité d'aspects exceptionnelle : c'est celle qui commence en 1813, lorsque s'ouvre la crise finale du régime napoléonien ; elle comprend les deux invasions de 1814 et de 1815, et se continue par l'occupation d'une grande partie du territoire français. Pendant ces années troublées, les règles précises qu'appliquent d'ordinaire les administrations fiscales furent débordées de toutes parts. De nouveaux problèmes se posèrent, et les solutions qui y furent apportées ne présentèrent nullement la belle ordonnance centralisée qui règne le plus souvent en ces matières. Les besoins ne furent pas les mêmes dans tous les départements : tel d'entre eux fut deux fois envahi et faillit succomber sous d'écrasantes charges de guerre — tel autre échappa à ces épreuves, mais fut par contre lourdement taxé lors de l'établissement de la contribution de cent millions, en août 1815. Les autorités locales, commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er}, préfets, sous-préfets, maires, se trouvèrent

(1) CONTAMINE (H.), *Metz et la Moselle de 1814 à 1870*, tome II, chapitres XV et XVII.

jour d'un pouvoir d'initiative auquel la tutelle des ministères ne les avait pas accoutumées. Diverses commissions, établies aux chefs-lieux de département, d'arrondissement ou de canton, voire à la commune, eurent à régler les réquisitions ordonnées par les chefs des armées françaises ou alliées. Leur action s'exerça en dehors des limites qu'avait fixées la routine habituelle des administrations financières. Il en fut de même lors de la répartition du secours de onze millions que la liste civile accorda en 1816 aux départements les plus durement éprouvés par la guerre. L'étude de cette opération est d'ailleurs particulièrement intéressante pour les Français du xx^e siècle, qui viennent d'être témoins d'un règlement tellement plus généreux des dommages de guerre ; la comparaison entre les conceptions de nos devanciers et les nôtres montre quels progrès a fait depuis un siècle l'idée de la solidarité nationale (2).

Il semble donc qu'une étude régionale puisse aider à comprendre le mécanisme des opérations financières qui furent la conséquence de la crise traversée par notre pays entre 1813 et 1818. Elle ne risque pas de répéter les pages magistrales que M. Marcel Marion a consacrées à cette période dans le tome IV de son *Histoire financière de la France*. L'examen détaillé de l'application des mesures générales qui furent alors prises par le gouvernement, permet d'en éclaircir le sens et la portée. Ce sont ces remarques qui nous ont conduit à entreprendre cet ouvrage, qui porte essentiellement sur le département de la Moselle, mais qui s'est efforcé de noter, à titre de comparaison, les solutions qu'ont apportées aux mêmes problèmes les administrateurs de la Meurthe (3). Tous les départements lorrains ont en effet traversé, en 1814 et en 1815, les mêmes épreuves, sans que les batailles les aient d'ailleurs ravagés autant que leurs voisins champenois. Il nous reste à souhaiter que l'étude restreinte que nous avons entreprise ne soit pas dépourvue d'intérêt général, qu'elle aide à faire connaître une période de notre histoire dont on s'est le plus souvent occupé au seul point de vue militaire et politique. L'examen du point de vue financier semble destiné à compliquer singulièrement le tableau des premières années de la Restauration : si les grandes lignes de la politique budgétaire de la Monarchie conduisent aisément à une conclusion élogieuse, on verra que le détail de la liquidation des charges de guerre révèle bien des lacunes, et que les victimes des invasions n'eurent pas toujours à se féliciter de la prudente économie de l'Etat.

(2) Parmi les études portant sur la question des dommages de guerre, il faut citer celle de M. J. BERLAND, *Les dommages de guerre après Valmy. Département de la Marne*. — Voir également la publication faite par le Ministère des Régions libérées, *Réparation des dommages causés par les faits de la guerre. Législation et réglementation*.

(3) L'article de M. M. BRUCHET, *L'invasion et l'occupation du Nord par les Alliés, 1814-1818*, quoique fort instructif, n'étudie pas l'histoire de la liquidation, qui semble avoir été également négligée par beaucoup d'auteurs de travaux analogues.

BIBLIOGRAPHIE

Nous n'indiquons ici que les documents et ouvrages qui nous ont servi directement pour cette étude, notre thèse principale donnant une bibliographie plus générale de l'histoire de la Moselle depuis le début du XIX^e siècle jusqu'en 1870.

I. — SOURCES MANUSCRITES

Archives Nationales

F⁵ II Moselle 20-21, comptabilité départementale, affaires militaires, 1815-1820.

Archives du Ministère de la Guerre

Occupation par les troupes alliées, 1816-1817.

Archives départementales de la Moselle (4)

Les archives de la Moselle contiennent 120 dossiers et registres concernant les liquidations de 1814 et de 1815, formant une série plus complète que celle de beaucoup d'autres départements. Nous avons consulté un grand nombre de ces dossiers et emprunté des renseignements à ceux dont voici la liste :

- 1 P 16-18. Emprunt de cent millions, affaires générales, 1815-1820.
- 1 P 19-22. Emprunt de cent millions. Listes des imposés.
- 3 P 3. Relations avec les alliés au sujet des contributions, 1814.
- R 272-284. Garde nationale, 1815.
- R 310. Garde d'honneur, 1813-1814.
- R 367. Commission de liquidation. Résumé des délibérations et décisions du préfet, 22 août 1814-28 août 1817.
- R 410-412. Bordereaux des liquidations, 1816-1820.
- R 418-419. Fournitures de 1815, organisation, instructions, 1815-1820.
- R 421-423. Commission de liquidation de 1815, enregistrement des délibérations, 3 juillet 1816-22 avril 1820.
- R 408. Pièces diverses, 1814-1815.
- R 465-466. Pétitions et correspondance, 1815-1816.
- R 480. Répartition du secours de onze millions, 1816-1817.
- Q 1113. Ventes de biens communaux en 1813.
- 11 K 2. Arrêtés du préfet en 1815.

Nous nous sommes également servi des registres de délibération du Conseil général de la Moselle de 1812 à 1820, et de documents encore non classés de la série M, que nous indiquons sous la rubrique M supplément.

(4) Voir P. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Archives départementales de la Moselle. Répertoire numérique des fonds modernes*. (Séries P et R à Y, 1800-1870). Metz, 1931, grand in-8°, 40 pages.

Archives départementales de Meurthe-et-Moselle

- 97 R. Instructions sur les réquisitions, 1814-1815.
 111 R. Emprunt de 300.000 francs, 1814.
 114 R. Commission de liquidation de 1814.
 130 R. Délibérations de la seconde commission de liquidation.
 408 R. Liquidation, commission de 1814.

Nous avons également consulté les registres de délibérations du Conseil général de la Meurthe, de 1814 à 1822. Nous indiquons les documents provenant des archives de Meurthe-et-Moselle sous la rubrique Arch. dépt. Meurthe, le département actuel n'ayant été créé qu'en 1871, après l'annexion à l'Allemagne de Metz et de la plus grande partie de l'ancienne Moselle.

II. — SOURCES IMPRIMÉES

- BENAERTS (L.), *Les commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er} en 1814*. Thèse lettres, Paris 1914. Paris, 1915, in-8°, XXIII, 239 p.
 HUGO (Général), *Journal historique du blocus de Thionville en 1814*. Blois, 1819, in-8°, 224 p.
 PRUGNEAUX, *Combat de Rodemack*, Toul, 1858, in-12, 32 p.
 SERS (H.) et GUYOT (R.), *Mémoires du baron Sers*. Paris, Fontemoing, in-8°, 337 p.
 VAUBLANC (Comte de), *Mémoires sur la Révolution de France*, t. III, Paris, 1883, in-8°, 562 p.
Journal de la Moselle, années 1814 à 1820.
Ministère des Régions libérées. Réparation des dommages de guerre, législation et réglementation. Paris, 1921, grand in-8°, 619 p.
Moniteur universel, années 1814 à 1816.
Recueil des actes administratifs pour le département de la Moselle, années 1814 à 1822.

III. — OUVRAGES

- ANDRÉ (R.), *L'occupation de la France par les Alliés en 1815*. Paris, de Boccard, 1924, in-8°, 179 p.
 BALTZER (G.), *Historische Notizen über die Stadt Saarlouis*. Trier, 1865, in-12, 236 p.
 BARTHELÉMY (J.) (et ARNAUDE, BERTHELÉMY, etc.), *La réparation des dommages de guerre. Conférences faites à l'Ecole des Hautes Etudes sociales*. 1915-1916. Paris, Alcan, 1916, in-16, 254 p.
 BERLAND (J.), *Les dommages de guerre après Valmy. Département de la Marne*. Châlons, 1931, in-8°, 450 p. (Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution.)
 BRICE (R.), *Le général Brice, chef de partisans. (Pays lorrain*, 1923, p. 106).
 BRUCHET (M.), *L'invasion et l'occupation du département du Nord par les Alliés, 1814-1818*. (*Revue du Nord*, 1920 et 1921).

BORREY (Fr.), *La Franche-Comté en 1814*. Thèse lettres Besançon. Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1912, in-8°, 309 p.

CLauteaux, *Essai sur l'histoire de Longwy*. Metz, 1829, in-8°, 207 p.

KNœpfler (L.), *Le blocus de Metz en 1814*. (*Marches de l'Est*, 1909-1910, p. 43 et 249).

MARION (M.), *Histoire financière de la France depuis 1715*. Tomes IV (1799-1818) et V (1819-1875). Paris, Rousseau, 1925 et 1928, in-8°, 435 et 601 p.

PFISTER (Chr.), *Nancy en 1814*. (*Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1914-1915, p. 147 à 214).

Nous avons résumé dans les *Cahiers lorrains*, juillet-août 1928 (p. 112) et mai 1930 (p. 90), deux documents conservés aux Arch. dépt. Moselle, sous les titres suivants :

Le département de la Moselle en avril 1814,

Les Russes à Mars-la-Tour en 1814.

PREMIERE PARTIE

La première invasion et les tentatives de liquidation en 1814

I. — LES DERNIÈRES MESURES FINANCIÈRES DE L'EMPIRE

La situation financière de l'Empire napoléonien avait paru brillante jusqu'à la campagne de Russie ⁽⁵⁾. Mais les désastres obligèrent bientôt le gouvernement à recourir à de nouvelles mesures, d'un caractère temporaire, qui sortaient des méthodes habituelles de la fiscalité impériale. La première fut la loi du 20 mars 1813, qui prescrivit la vente d'une partie des biens communaux au profit de la Caisse d'amortissement. Il ne s'agissait que des biens non partagés, et les bois étaient exclus de l'opération. Les communes devaient recevoir en échange la rente de leurs propriétés aliénées. Cette décision présentait un caractère quelque peu révolutionnaire, car elle rappelait les ventes des propriétés du clergé ou des émigrés qui avaient eu lieu sous la Révolution. Si elle ne produisit qu'une somme fort inférieure à celle qu'avait escomptée Mollien, du moins permit-elle de lancer dans la circulation des bons de la Caisse d'amortissement en quantité assez considérable.

Si, dans l'ensemble de la France, à peine un tiers ou un quart des biens mis en vente trouva preneur ⁽⁶⁾, il n'en fut pas de même en Moselle. L'opération y fut énergiquement conduite, les évaluations et recensements rapidement terminés par les agents des Contributions, et les ventes commencèrent dès le 1^{er} juin 1813 ⁽⁷⁾. On en compta 23 au cours de cette année, une en décembre 1814 — la seule

(5) Cf. MARION (M.), *Histoire financière de la France*, tome IV, chap. IX.

(6) *Ibid.*, p. 363. En cinq mois, les adjudications n'atteignirent que 53 millions.

(7) Cf. Arch. dép. Moselle, Q 1113, tableau récapitulatif des ventes.

qui ait été faite sous la monarchie restaurée — et une dernière pendant les Cent Jours. Le nombre des acquéreurs s'éleva à 277 et le montant des adjudications fut de 3.133.000 francs. Quelques lots restèrent invendus, la mise à prix n'ayant pas été atteinte, mais 580 trouvèrent des acheteurs, certains riches bourgeois en ayant acquis plusieurs. Il faut en effet remarquer que si la vente des biens nationaux avait été faite, du moins en Moselle et surtout avant 1794, au profit des cultivateurs, celle des biens communaux attira plutôt les capitalistes. Tel négociant messin se porta adjudicataire de 60 lots ; M. de Wendel en acheta pour 36.000 francs et M. de Belchamps pour 50.000. Une vingtaine de personnes, la plupart domiciliées à Metz, accaparèrent des terres dont la valeur dépassait un million de francs. On assista ainsi à une sorte de reconstitution partielle de la grande propriété.

Quelques jours après la promulgation de la loi du 20 mars 1813, le décret du 5 avril, s'appuyant sur le senatus-consulte du 3, ordonna la levée des gardes d'honneur et obligea les propriétaires aisés à contribuer à leur équipement. Les rôles émis à cette occasion dans la Moselle atteignirent 250.000 francs, auxquels s'ajoutaient quelques dons plus ou moins bénévoles⁽⁸⁾. Mais le préfet, M. de Vaublanc, royaliste rallié qui ne jugeait pas le moment favorable aux excès de zèle, ne pressa pas la rentrée intégrale de ces fonds. En fait, les contribuables taxés aux divers rôles qui furent émis entre le 6 juin et le 30 septembre 1813 n'eurent à verser que 88.000 francs. Ils s'étaient entièrement acquittés en janvier 1814, avant le début de l'invasion. Les dépenses d'équipement n'avaient d'ailleurs pas dépassé cette somme, et c'est dans ces conditions que le compte en fut définitivement arrêté par une décision ministérielle du 14 octobre 1817, après que la commission instituée pour la liquidation des dépenses de 1815 les eût examinés. Le préfet avait d'abord émis un rôle qui concernait seulement les 600 contribuables les plus imposés du département, mais il fut annulé et remboursé peu après sa mise en recouvrement. Les rôles définitifs comportaient environ 800 cotisants, et les contingents les plus élevés variaient de 1.300 à 1.500 francs. Ils avaient été fixés selon l'ensemble des ressources de chacun, et non d'après le chiffre d'impôts directs. On s'était ainsi efforcé d'atteindre les capitalistes et non seulement les propriétaires fonciers. Cette méthode explique que le receveur général ait été imposé au maximum, que l'évêque ait payé 600 francs, que M. de Vaublanc lui-même ait été taxé à 750 francs. C'est le premier exemple des diverses tentatives qui seront faites, dans la Moselle et plus encore dans la Meurthe, au cours des années suivantes, pour corriger, lors de la levée de contributions extraordinaires, les défauts du système fiscal qui est resté si longtemps celui de la France.

Après le désastre de Leipzig, au moment où les blessés de la

(8) Arch. dép. Moselle, R 310.

Grande Armée refluaient vers Metz en un lamentable cortège, où les hôpitaux de la ville commençaient à se remplir de typhiques, une nouvelle mesure vint prouver à tous quelle était la détresse du trésor⁽⁹⁾. Le décret du 11 novembre 1813 établit 30 centimes additionnels à la contribution foncière, à celle des portes et fenêtres, et aux patentes de l'année en cours. La contribution personnelle et mobilière fut doublée, et deux décimes furent ajoutés au prix du sel. Les augmentations d'impôts directs devaient être acquittées par tiers entre novembre 1814 et janvier 1815. Mais les rentrées se firent assez lentement, et des sommes importantes restaient à recouvrer au moment où commença l'invasion. A plus forte raison un retard analogue fut-il constaté dans la perception d'une contribution supplémentaire établie par le décret du 9 janvier 1814 : il s'agissait cette fois du doublement des patentes et de la contribution personnelle et mobilière, de l'établissement de 50 centimes additionnels à l'impôt foncier. Le recouvrement devait en être échelonné sur neuf mois, mais il ne commença en Moselle qu'après la Restauration. L'histoire de la perception des fonds qui restaient dus sur les centimes exceptionnels de 1813 et de 1814 est étroitement mêlée à celle de la liquidation des dettes de la première invasion, car les sommes recouvrées furent attribuées aux départements pour leur permettre de payer tout ou partie des réquisitions qui y avaient été ordonnées.

On voit donc que le gouvernement impérial, au cours de la dernière année de son existence, avait été obligé de prendre des mesures fiscales d'un caractère extraordinaire. Il était déjà sorti plusieurs fois des voies qu'il avait suivies depuis le Consulat jusqu'à la campagne de Russie. Mais c'est seulement pendant la période suivante, et surtout en 1814 et en 1815, que les mesures exceptionnelles, décidées tantôt par les autorités alliées, tantôt par les administrations locales, tantôt par le gouvernement, devinrent fréquentes, particulièrement dans les départements envahis. Les exceptions aux méthodes habituelles de notre fiscalité, qui constituent la partie essentielle de cette étude, se produisirent en un temps où les règles qu'avaient respectées les premiers budgets de l'Empire n'étaient plus guère appliquées. Dans le département de la Moselle, des écarts considérables se révélaient entre les crédits votés par le Conseil général et les dépenses réellement effectuées⁽¹⁰⁾. Les fonds centralisés au trésor étaient facilement distraits de leur destination primitive. C'est ainsi que 400.000 francs, que l'assemblée départementale, lors de sa session extraordinaire de 1812, avait destinés aux routes, disparurent dans le gouffre des dépenses générales de l'Etat. Les Mosellans se trouvèrent avoir payé des centimes additionnels sans aucun profit pour leur région, dont les chemins continuèrent à se dégrader. Un arriéré considérable commença à se constituer : en 1814, une grande partie des

(9) Cf. MARION (M.), ouvrage cité, p. 368.

(10) Délibérations du Conseil général, 1812 à 1814.

dépenses de l'armement des gardes nationaux qui avaient été envoyés en 1809 vers Walcheren, n'étaient pas encore acquittées par le ministère de la Guerre. Or, de nouveaux armements allaient se superposer à ceux-ci, à partir de la fin de 1813 ⁽¹¹⁾. Il fallut rassembler à nouveau des gardes nationaux, prévoir la défense des places dont les remparts avaient cessé d'être régulièrement entretenus ; il fallut réquisitionner de nombreux chevaux, organiser des hôpitaux — Metz eut à soigner près de 10.000 malades et blessés — et, un mois après le désastre de Leipzig, les habitants durent loger et nourrir des troupes françaises de seconde ligne, héberger les dépôts de l'armée et plusieurs états-majors, dont celui du Grand quartier impérial, qui vint s'installer dans le chef-lieu de la Moselle, avec le maréchal Kellermann. Le ministre du Trésor était loin d'avoir envoyé à Metz des fonds suffisants pour assurer les besoins des troupes qui y étaient rassemblées. Il avait fini par prendre une mesure de décentralisation fiscale qui rappelle l'ancien régime plus que les méthodes habituelles de l'Empire : les receveurs généraux de la Meuse, de la Meurthe, de la Marne, de l'Aube et de l'Yonne avaient reçu l'ordre d'expédier sur Metz le produit de la rentrée des impôts de leurs départements respectifs. L'idée était ingénieuse, mais elle ne suffit pas à alimenter les caisses du payeur de la 3^e division ⁽¹²⁾.

La situation était donc difficile dès la fin de l'année 1813, et l'on comprend qu'en octobre 1814, le Conseil général de la Moselle ait pu dire « qu'il se rappelait encore avec effroi l'état déplorable où cette province était réduite à l'époque de sa dernière session et les maux plus grands encore dont elle était menacée » ⁽¹³⁾. Après avoir exposé les sacrifices de tout genre consentis par le département, le Conseil affirmait « qu'il ne retraçait le tableau de nos misères que pour faire sentir davantage le prix inestimable des bienfaits dont nous jouissons aujourd'hui sous le gouvernement équitable, doux et paternel du Roi ». Jusqu'ici, ajoutait-il, les vœux des Conseils généraux n'étaient point écoutés, les sacrifices qu'ils s'imposaient pour l'utilité publique étaient détournés de leur objet : mais il avait maintenant confiance en la sagesse du gouvernement. Il y avait beaucoup d'optimisme en ces déclarations de l'assemblée départementale, composée, il est vrai, de notables satisfaits de la Restauration, par conviction ou par intérêt. La suite de cette étude montrera, en effet, que la liquidation des dettes de l'invasion, qui intéressait au plus haut point un département frontière, ne fut pas un modèle de justice et de générosité. Les désastres militaires, la menace étrangère, sont des excuses suffisantes aux dernières mesures financières que

(11) Pour la situation en 1813 et en 1814, voir VAUBLANC (DE), *Mémoires*, II, p. 170 à 180, et l'étude de KNEPFLER (L.), *Le blocus de Metz en 1814 (Marches de l'Est, 1909-10)*.

(12) Arch. Nat., F⁵ II Moselle 20, lettre du préfet Ladoucette à Mollien, ministre du Trésor, 9 avril 1815. Il y demande le renouvellement de la mesure prise en 1813.

(13) Conseil général, 20 octobre 1814.

l'Empire se vit contraint de prendre : les circonstances difficiles que traversa la France après les deux invasions dégagent d'ailleurs la responsabilité du gouvernement de Louis XVIII en ce qui concerne la liquidation incomplète des dettes locales. Les circonstances, dans un cas comme dans l'autre, dictèrent les solutions financières.

II. — LE PREMIER BLOCUS DE METZ

C'est au cours de la deuxième semaine de janvier 1814 que les colonnes de l'armée de Silésie envahirent le département de la Moselle. Le 6^e corps français, sous le commandement de Marmont, se replia vers Metz, où se trouvaient depuis la mi-novembre les dépôts de la Garde ainsi que le Grand quartier impérial ⁽¹⁴⁾. Avant de quitter le chef-lieu de la Moselle, qui allait se trouver bloqué et réduit à ses propres forces, ces divers services profitèrent largement de ses ressources financières. En prélevant sur les caisses du département des sommes considérables, ils placèrent la défense de la place dans une situation fort délicate, mais le désarroi était tel que Paris ne trouvait plus le moyen d'envoyer les fonds nécessaires aux armées de campagne, et leur ordonnait de puiser dans les disponibilités locales.

C'est pourquoi une conférence réunit, le 7 janvier, sans doute à la préfecture de la Moselle, les représentants du Grand quartier et ceux du département. Le vieux Kellermann, duc de Valmy, chargé par l'Empereur de la défense des régions frontières, la présidait. Il y fut décidé que le receveur général de la Moselle, Possel, verserait 300.000 francs au payeur général de l'armée ⁽¹⁵⁾. D'ailleurs, une décision que prit le même jour le ministre du Trésor, Mollien, allait encore aggraver les prélèvements faits aux dépens de la caisse départementale, qui se trouva avoir à verser une somme de 700.000 francs à l'armée, au moment où elle quittait Metz pour échapper à l'étreinte des corps de Blucher ⁽¹⁶⁾.

Il ne semble pas que ces versements, prescrits par un ministre aux abois, aient été les seuls. Le 13 janvier, en effet, le baron Marchant, intendant général de la Grande Armée, marquait à Possel le mécontentement qu'il avait éprouvé en apprenant que la recette générale s'était permis de verser 120.000 francs dans les caisses du payeur de la 3^e division militaire, celle dont Metz était le centre. Il lui ordonnait donc de conserver les 563.000 francs qui lui restaient, avec l'intention évidente de les réserver pour les besoins de l'armée, sans égard pour ceux de la place dont le blocus était imminent ⁽¹⁷⁾.

(14) Cf. la correspondance échangée en janvier 1814 entre le commissaire de l'Empereur et le ministre — Arch. dép. Moselle, R 408 — et l'article de KNEFFLER.

(15) Arch. dép. Moselle, R 408, lettre de l'intendant général de la grande armée, Marchant, du 7 janvier 1814.

(16) *Ibid.*, lettre de Mollien du 7 janvier, reçue à Metz le 13.

(17) *Ibid.*, lettre de Marchant au receveur général, 13 janvier.

Le sénateur comte Chasset, titulaire de la sénatorerie de la Moselle, avait été envoyé à Metz avec le titre de commissaire extraordinaire de S. M. l'Empereur⁽¹⁸⁾. Il se trouvait, au-dessus du préfet, M. de Vaublanc, au-dessus du général Durutte qui commandait la forteresse, le premier personnage du département, le premier responsable de la défense régionale. Il ne tenta pourtant pas de résister aux sollicitations de l'intendant Marchant : il ordonna même de lui verser encore 150.000 francs en espèces, alors qu'il savait que l'invasion avait arrêté définitivement la rentrée des contributions ordinaires et extraordinaires dans les caisses publiques, et qu'il ne resterait pas au receveur général le quart des fonds qui lui étaient nécessaires⁽¹⁹⁾. Metz allait donc se trouver presque complètement démunie, d'autant plus que le sénateur Chasset avait encore eu la générosité d'accorder 150.000 francs au 6^e corps, afin de répondre aux sollicitations pressantes du duc de Raguse⁽²⁰⁾. C'est ainsi qu'au moment où commença le blocus, la recette générale de la Moselle, qui venait de verser au Grand quartier et à Marmont plus d'un million de francs, ne gardait qu'une somme quatre fois moindre, 323.000 francs. L'armée avait donc vécu sur les ressources locales, et son départ laissait le chef-lieu, ainsi que les autres places du département, Thionville, Longwy, Sarrelouis, Bitché, dans une situation financière difficile⁽²¹⁾. Leur situation militaire était d'ailleurs à peine plus brillante, car leurs fortifications, passablement délabrées depuis que la frontière s'était éloignée d'elles, avaient dû être remises en état en toute hâte, et leurs garnisons, peu nombreuses, disparates, n'auraient point suffi à une défense durable si les Alliés avaient été capables d'entreprendre de véritables sièges. Il est fort heureux pour elles que les effectifs prussiens et russes n'aient permis qu'un simple blocus des places.

Dix jours s'étaient écoulés depuis le moment où le premier détachement ennemi avait foulé le sol de la Moselle, pénétrant ainsi dans la France d'avant 1792. Le 17 janvier, le baron de Vaublanc avait encore pu signaler au ministre de la Police que des détachements prussiens avaient poussé jusqu'aux portes de Metz : c'est alors que le sénateur Chasset fit constater l'état de la caisse du receveur général et de celle du payeur de la 3^e division, vérification qui se trouva être le point de départ de sa politique financière⁽²²⁾. Des réquisitions considérables avaient été ordonnées depuis un mois, et c'est grâce à leur exécution que les places se trouvaient approvisionnées.

(18) Cf. BENAERTS (L.), *Les commissaires extraordinaires de Napoléon I^{er}* en 1814, 3^e division militaire.

(19) Arch. dép. Moselle, R 408, lettre de Chasset à Marchant, 13 janvier.

(20) *Ibid.*, Chasset au receveur général, 14 janvier.

(21) En juin 1814, le bruit courut à Metz que le duc de Valmy, lorsqu'il en partit avant le blocus, emportait pour lui et son état-major 30.000 francs sur les 50.000 destinés à la solde. Le préfet démentit cette assertion en précisant que le maréchal n'avait touché que 3.334 francs, en novembre 1813.

(22) Arch. dép. Moselle, R 408, Chasset au receveur général, 18 février.

L'une des mesures les plus importantes avait été la décision de raser le bois de Grimont, situé aux environs immédiats de Metz, afin de procurer à la place le combustible nécessaire en ce rude hiver⁽²³⁾. Mais il va de soi qu'il avait été impossible de régler le montant des réquisitions. Un arriéré fort important allait donc se former. L'autorité n'était pas même en état de payer intégralement les traitements et les soldes. On vit pourtant Chasset prendre, le 28 janvier, un arrêté par lequel il ordonnait à Possel de verser les fonds qu'il conservait en réserve, soit 323.000 francs, au payeur de la 3^e division⁽²⁴⁾. Cette somme devait assurer 15 jours de la solde de janvier aux officiers et aux soldats, et même un mois complet à ceux d'entre eux à qui le traitement de décembre restait dû. Elle permettrait également d'accorder quelques ressources aux directions du Génie et de l'Artillerie, qui avaient fait exécuter de nombreux travaux par la main-d'œuvre civile sans les payer. Les hôpitaux, qui abritaient des milliers de typhiques et de blessés de la Grande Armée, la manutention, les services d'habillement, n'étaient pas oubliés dans cette ultime répartition. Enfin, le préfet et les chefs des diverses administrations civiles étaient chargés d'assurer 15 jours de traitement à leur personnel. Ces restrictions expliquent qu'il n'ait pas été question de régler les réquisitions autrement qu'en donnant à ceux qui y satisfaisaient des traites, gagées sur les coupes de bois à effectuer dans les forêts domaniales.

Les ressources des caisses publiques une fois épuisées, le sénateur Chasset espéra trouver 26.000 francs en exigeant le versement des sommes arriérées que de riches contribuables devaient sur la contribution établie l'année précédente pour l'équipement des gardes d'honneur⁽²⁵⁾. Mais le préfet lui présenta aussitôt une objection redoutable : l'administration avait perçu à ce titre 88.000 francs, alors qu'elle n'en avait dépensé que 86.000. Se trouvait-elle en droit d'exiger davantage ? Le commissaire extraordinaire, moins embarrassé de scrupules ou plus confiant dans l'avenir du régime napoléonien, fit observer que certains des cotisés n'avaient rien versé, tandis que d'autres avaient acquitté leur dû. Il y avait là, ajoutait-il, une injustice flagrante : n'était-il pas d'un mauvais exemple que les meilleurs citoyens fussent victimes des mauvais, désormais assurés de ne rien payer. Mais M. de Vaublanc, qui avait toujours été le protecteur attentif de la classe la plus fortunée, rétorqua qu'il avait déjà fait des dégrèvements, qu'il en ferait encore, et qu'il lui était par conséquent impossible d'ordonner la rentrée des 26.000 francs qui ne restaient dus qu'en apparence. Chasset ne tint pas compte de ces objections, et, le 9 février, une circulaire invita les retardataires à s'acquitter. Mais ils n'en firent rien, et l'administration n'insista pas : la

(23) Arch. dép. Moselle, M supplément, rapport de Vaublanc du 22 avril 1814, reproduit dans les *Cahiers lorrains*, juillet-août 1928, p. 112.

(24) Arch. dép. Moselle, R. 408. Arrêté du 28 janvier.

(25) *Ibid.*, Chasset au receveur général, 30 janvier.

somme en question était d'ailleurs trop minime pour qu'il pût être utile de se montrer énergique ⁽²⁶⁾.

On atteignit ainsi la date du 18 février : Metz était bloquée depuis un mois et aucune nouvelle n'était parvenue de l'Empereur. Le typhus étendait ses ravages dans la ville accablée, et le maire avait interdit de tendre de noir les maisons en deuil, afin d'éviter que ses concitoyens ne s'alarmassent de leurs malheurs. Le sénateur Chasset, observant qu'il avait ordonné de nombreux actes qui sortaient des règles ordinaires de l'administration, voulut alors préparer sa future justification et établir avec précision qu'il n'avait rien fait qui ne fût impérieusement commandé par les besoins de la défense ⁽²⁷⁾. Il fit procéder à la vérification de la caisse municipale et de celles des receveurs généraux du Haut-Rhin et de la Sarre, qui s'étaient réfugiés à Metz. Mais cette mesure ne lui procura que des ressources insignifiantes, et c'est pourquoi il se décida à faire envoyer par M. de Vaublanc une circulaire à tous les contribuables aisés de la ville.

Ce curieux document était rédigé sous la forme aimable d'une lettre personnelle, datée du 21 février 1814 ⁽²⁸⁾. Après avoir rappelé l'étendue des besoins de la défense, le préfet concluait en ces termes : « Dans de telles circonstances, il faut qu'il soit établi, sur les habitants, une taxe de guerre, d'après une base quelconque, ou que les habitants acquittent d'avance leurs contributions de 1814 ». Il invitait donc les contribuables à verser immédiatement une somme égale à celle qu'ils avaient acquittée en 1813, et pour les convaincre, il laissait planer la menace d'une mesure plus vigoureuse : « Je vous engage vivement à vous bien pénétrer de l'extrême différence, ajoutait-il, qu'il y a pour votre intérêt particulier, entre l'acquittement de vos contributions et le paiement d'une taxe extraordinaire qui ne pourrait être déduite de vos impositions ».

Ces sages avis restèrent vains, et les Messins, si patriotes quand il s'agissait du côté militaire de la défense, ne firent preuve que d'un très médiocre zèle fiscal. Le commissaire impérial en restait réduit à prier le directeur des domaines de remettre des traites sur les coupes de bois, afin de calmer l'impatience des fournisseurs ⁽²⁹⁾. La situation le contraignit d'ailleurs à prendre un ton plus impératif : un arrêté du 3 mars ordonna aux Messins de faire immédiatement l'avance de leurs contributions de 1814, même pour leurs biens ruraux. La moitié des versements devait être faite avant le 20 mars, et les récalcitrants étaient menacés d'une taxe de guerre trois fois plus élevée que leurs contributions, à percevoir par voie d'exécution militaire. Cette me-

(26) Arch. dép. Moselle, R 310. Circulaire imprimée du 9 février. Il est curieux de noter qu'elle est signée du receveur général Possel, agissant selon les ordres du sénateur Chasset. Le baron de Vaublanc n'est pas mentionné, ce qui semble indiquer qu'il resta opposé à cette mesure.

(27) Arch. dép. Moselle, R 408. Chasset au receveur général, 18 février.

(28) *Ibid.*, Chasset au receveur général, 1^{er} mars. Le même dossier renferme l'arrêté du 3 mars et les pièces qui s'y rapportent.

(29) *Ibid.*, Chasset au receveur général, 1^{er} mars.

sure énergique ne fut pas couronnée d'un succès décisif : au 22 mars, l'administration n'avait perçu que 113.000 francs, alors que 342.000 restaient à recouvrer. Les réclamations avaient été fort nombreuses, car la plupart des propriétaires avaient objecté que leurs biens ruraux étaient dévastés par l'invasion. Fidèle à sa politique de ménagement envers les notables, le baron de Vaublanc avait, d'autre part, accordé des délais à bon nombre de riches contribuables, dont certains — par exemple le notaire Rolland, la générale Sémellé, le colonel Lapointe — étaient dévoués à l'Empereur, tandis que d'autres — tel le futur major des gardes du corps, de Jobal — étaient royalistes.

D'autre part, la perception des droits réunis était devenue difficile dans la ville bloquée. Lors de son entrée à Nancy, le 14 janvier 1814, Blucher en avait annoncé la suppression, et la rigueur du blocus n'était pas telle que cette nouvelle n'eût pas pénétré dans Metz ⁽³⁰⁾. Le 9 février, la police signalait qu'une inscription « incendiaire » avait été effacée par ses soins sur les murs de l'hôtel de la Régie : « Bureau de voleurs, à la lanterne les droits réunis. Cosaques de l'intérieur ; les droits réunis supprimés du 25 janvier ». M. de Vaublanc s'était montré plus énergique en cette circonstance que lorsqu'il s'agissait d'obtenir des notables le versement de leurs contributions : il avait proposé au sénateur Chasset des mesures d'exécution militaire, qui avaient été appliquées à titre d'exemple ⁽³¹⁾. Il n'en demeurait pas moins que plus de 100.000 francs restaient à recouvrer au début d'avril, et que la perception des contributions régulières, directes et indirectes, ne suffisait point à remplir les caisses du receveur général. Les traitements étaient en retard d'un mois et demi, et, à la date du 22 mars, quand il eut versé, par ordre de Chasset, 60.000 francs au payeur de la 3^e division, Possel signala qu'il ne lui restait que 90.000 francs ⁽³²⁾.

Cette pénurie explique que le comte Chasset se soit enfin résolu à prendre une mesure qu'il projetait depuis longtemps. Par arrêté du 14 mars, il prescrivit la perception d'un emprunt forcé de 315.000 francs sur les plus aisés des Messins. Une commission, chargée d'évaluer la fortune de chacun, devait le répartir entre les contribuables, mais il apparut bientôt qu'elle n'obtiendrait aucun résultat satisfaisant. C'est pourquoi le commissaire impérial modifia profondément son plan primitif par un arrêté du 26 mars ⁽³³⁾. « Considérant que les notaires, d'un côté, et les banquiers, de l'autre, sont les personnes qui connaissent le mieux les fortunes des citoyens, surtout des capitalistes, dont ils font les affaires ou les placements de leurs fonds », après en avoir conféré avec le commandant de la place, le préfet et le maire, dont l'avis avait été unanimement favorable, Chasset or-

(30) PFISTER (Chr.), *Nancy en 1814 (Mémoires de l'Académie Stanislas, 1914-1915)*.

(31) Arch. dép. Moselle, R 408. Voir notamment arrêté du 5 avril sur la perception des droits réunis, que les malveillants disent supprimés.

(32) *Ibid.*, Chasset au receveur général, 20 mars, et réponse du 22.

(33) *Ibid.* Circulaire imprimée du 28 mars 1814.

donna à sept notaires de fournir 200.000 francs à l'emprunt, et à six banquiers d'en donner 115.000. Ces messieurs étaient déclarés solidairement responsables de la rentrée de ces fonds, mais ils étaient invités à appeler « confidentiellement à l'emprunt les personnes dont ils connaissent les capitaux jusqu'à concurrence d'une somme raisonnable, qui ne pourra, sans leur consentement, excéder le sixième du capital de chacun ». Les récalcitrants étaient menacés d'exécution militaire. L'emprunt était prévu portant intérêt de 5 % et remboursable à la fin du blocus. Le versement devait avoir lieu moitié au 10 avril, moitié au 10 mai.

L'arrêté du 26 mars suscita une protestation générale⁽³⁴⁾ : les notaires refusèrent de révéler les secrets des familles, et ceux qui étaient désignés comme banquiers déclarèrent qu'ils n'exerçaient pas cette profession. L'un des plus riches négociants de Metz, Chédeaux, dont la fidélité à l'Empire était si connue qu'il fut maire du chef-lieu pendant les Cent Jours, refusa son concours en affirmant qu'il n'était que commissionnaire en marchandises et fabricant de broderies. Le royaliste M. de Jobal s'empessa d'imiter son exemple, et même le receveur général Possel, noté comme banquier, protesta qu'il n'était rien autre qu'un fonctionnaire. Devant cette résistance unanime, le comte Chasset renonça une fois de plus à ses plans. Après en avoir conféré avec Possel, il adopta, le 7 avril, un nouveau système : l'emprunt devait être réparti entre six classes de contribuables, taxées à des sommes variant de 5.000 à 500 francs, payables aux 25 avril et 25 mai⁽³⁵⁾.

Cette mesure ne fut pas plus exécutée que les précédentes, car, depuis le 8 avril, la nouvelle de l'entrée des Alliés dans la capitale était parvenue à Metz. Les premiers ordres du gouvernement provisoire allaient arriver dans la place, où l'étendue de nos désastres bouleversa l'opinion publique. Dès le 11 avril, le baron de Vaublanc jugeait qu'il était désormais impossible de percevoir un emprunt forcé, et, quelques jours plus tard, le receveur général, arguant des instructions qu'il venait de recevoir du baron Louis, refusait de continuer à payer les réquisitions en obligations de coupes de bois⁽³⁶⁾.

La situation n'en restait pas moins très critique dans cette ville où l'agitation militaire fut souvent inquiétante, et où le drapeau blanc ne fut arboré que le 24 avril⁽³⁷⁾. M. de Vaublanc demanda avec insistance que le gouvernement envoyât à Metz un homme énergique et de l'argent : mais, en attendant l'arrivée du maréchal Kellermann, commissaire extraordinaire du Roi, et de fonds, il fallut vivre d'expédients. Dans la proclamation du 10 avril, par laquelle il annonçait à ses administrés la paix générale et le retour prochain de

(34) *Ibid.* Ce dossier renferme les diverses protestations mentionnées, notamment celle de Possel, datée du 29 mars.

(35) *Ibid.*, lettre de Chasset au receveur général du 2 avril, texte imprimé de l'arrêté du 7 avril, plan de remboursement de l'emprunt établi le 8 avril.

(36) *Ibid.*, lettre du receveur général du 15 avril, lettre de Vaublanc du 11.

(37) Cf. notre thèse principale, tome I, chap. VIII, paragraphe 3.

Louis XVIII, le préfet ajoutait ⁽³⁸⁾ : « Toutes les caisses sont épuisées. L'entretien d'une nombreuse garnison, la solde qui est due à nos braves soldats, exigent de nous de nouveaux sacrifices. J'invite tous les citoyens à remettre à M. le receveur général les sommes dont ils peuvent disposer. Ces sommes seront remboursées à mesure que les contributions rentreront ; j'en donne ma parole. La liste des personnes qui ont contribué sera rendue publique. Je donne l'exemple, j'envoie 1.500 francs ». En insérant cette proclamation, le *Journal de la Moselle* ajoutait : « Quelques personnes ont craint que les offres qu'elles se proposent de faire ne les dispensassent point de l'emprunt forcé. On est bien revenu de cette erreur, et chacun sent que l'idée seule de l'emprunt forcé est incompatible avec celle d'une constitution libre ».

Il est peu probable que cet appel ait eu plus de succès que ceux qu'avait jadis adressés le sénateur Chasset ⁽³⁹⁾. L'heure était, d'ailleurs, arrivée où les administrations financières allaient pouvoir reprendre leurs errements habituels. La rentrée des contributions allait être bientôt accélérée, non sans que quelques troubles n'aient signalé la perception des droits réunis que les populations avaient cru supprimés, tant par la décision de Blucher que par la promesse du comte d'Artois ⁽⁴⁰⁾. En outre des ressources locales, les besoins financiers du département allaient être assurés, du moins en ce qui concernait le service courant, par des fonds envoyés de Paris : c'est, en effet, le 24 avril que le chef d'état-major de la 3^e division avait prévenu le receveur général qu'une voiture escortée de cinquante cavaliers allait se rendre à Nancy, pour y chercher les sacs d'or et d'argent qui arrivaient de la capitale ⁽⁴¹⁾. L'ère des difficultés financières aiguës qu'avait traversée la Moselle depuis quatre mois était ainsi terminée.

Bloqué dans Thionville avec 500 francs en caisse, manquant de fonds pour la solde, le général Hugo rencontra les mêmes difficultés que le sénateur Chasset à Metz. Il n'osa point tenter de faire rentrer les contributions pour toute l'année 1814, et les fonctionnaires comme les militaires durent se contenter d'acomptes sur les soldes et traitements ⁽⁴²⁾. Il approvisionna la place en frappant de réquisitions les villages des environs ⁽⁴³⁾. Au dire du préfet Vaublanc, Hugo procéda également à des réquisitions violentes en ville, et confia leur exécution, sans égards pour le sous-préfet et la municipalité, à trois individus mal notés. Il tenta aussi de lever un emprunt forcé de 75.000

(38) *Journal de la Moselle*, 14 avril 1814.

(39) Arch. Nat., F5 II Moselle 20. Le 15 avril 1814, Vaublanc avouait qu'il n'obtiendrait pas grand'chose de la bonne volonté des habitants, car « la révolution ne s'était pas faite avec autant d'enthousiasme qu'à Paris ». Il suppliait donc le gouvernement de lui envoyer 200.000 francs.

(40) Cf. notre thèse principale, tome I, chap. VIII, paragraphe 4.

(41) Arch. dép. Moselle, R 408, lettre du chef d'état-major au receveur général, 24 avril 1814.

(42) Hugo (Général), *Journal historique du blocus de Thionville*, p. 47.

(43) *Ibid.*, p. 60.

francs, et laissa les habitants mécontents, accablés d'une dette de 50.000 francs (43 bis).

III. — LA PREMIÈRE INVASION EN MOSELLE

Pendant qu'ils bloquaient les places de Metz, de Thionville, de Sarrelouis et de Longwy, les Alliés se trouvèrent seuls maîtres des campagnes et des petites villes non fortifiées de la Moselle. Il convient pourtant de noter que les garnisons françaises purent fréquemment fourrager aux environs des forteresses, et qu'à la fin de mars 1814, le général Durutte, sorti de Metz avec quelques milliers d'hommes, réussit à gagner successivement toutes les places de son commandement, y compris Luxembourg, Montmédy et Verdun, sans que les corps d'investissement aient pu l'arrêter (44). Il rejoignit Metz au début d'avril, ayant renforcé ses effectifs de contingents prélevés dans toutes les villes qu'il avait traversées, et il s'appretait à marcher à la rencontre de l'Empereur, vers la Haute-Marne, quand il apprit, le 8 avril, la capitulation de Paris. Ces circonstances expliquent comment certaines communes, occupées depuis deux mois par les envahisseurs, se virent tout à coup obligées, lors de la marche des colonnes de Durutte, de répondre à des réquisitions françaises qui vinrent encore augmenter leurs charges.

Devenus les maîtres de l'ensemble des départements de l'Est, les Alliés ne se contentèrent pas d'y lever d'innombrables réquisitions ; ils prirent en mains toutes les branches de l'administration. Dès la mi-janvier, un intendant prussien, M. de Gränzenstein, personnage d'ailleurs assez affable, s'établit à Sarreguemines, d'où il dirigea la partie orientale du département de la Moselle, celle qui s'étend à l'est de Metz et de Thionville (45). La région située à l'ouest du fleuve fut confiée à un intendant, dont Briey devait être la résidence ; mais la garnison de Longwy le fit prisonnier au cours d'une sortie, et il ne fut jamais remplacé (46). Cette séparation administrative s'explique facilement : la Moselle n'était franchie que par les ponts de Metz et de Thionville, et elle formait un obstacle réel. Les Alliés durent se contenter de ponts de bateaux pour passer d'une rive à l'autre, tandis que, dans le département voisin, Pont-à-Mousson, ville ouverte, leur offrait une communication assurée, qui explique le maintien de l'unité administrative de la Meurthe.

A partir de la fin de janvier, l'intendant de la Moselle, ainsi que ses pareils des départements lorrains, fut subordonné à un person-

(43 bis) Arch. dép. Moselle, M supplément, rapport du 22 avril 1814. Il va de soi que le général Hugo ne présente point les choses sous cet aspect.

(44) KNÖPFLE (L.), ouvrage cité.

(45) Arch. dép. Moselle, M supplément, rapport adressé par M. de Vaublanc au comte Beugnot, 22 avril 1814. Nous avons publié un résumé de ce document, dû à la plume du conseiller de préfecture Teissier, dans les *Cahiers lorrains* de juillet-août 1928, p. 112.

(46) Arch. Nat., F5 II Moselle 20, dossier de la réquisition du 17 février 1814.

nage plus important : le comte d'Alopeus s'installa à Nancy avec le titre de gouverneur général de la Lorraine, du Barrois et du pays de Luxembourg ⁽⁴⁷⁾. C'était un grand seigneur finlandais, membre du conseil privé de l'empereur Alexandre, grand ennemi de la Révolution, très strict sous des dehors aimables que facilitait sa parfaite connaissance du français. Le baron Sers, qui le connut en 1815 lorsqu'il remplit pour la deuxième fois les fonctions qu'il avait exercées en 1814, a dit de lui : « Sous cette aménité apparente, il y avait contre la France une rancune implacable, plus dangereuse que les colères militaires dont l'apaisement est possible » ⁽⁴⁸⁾.

L'intendance de Sarreguemines agissait par l'intermédiaire des maires qu'elle avait laissés en place et qu'elle rendait responsables de l'exécution des réquisitions. Elle exigea des percepteurs la rentrée des contributions directes, mais les résultats qu'elle obtint à cet égard furent des plus médiocres : les contribuables ne versèrent rien dans les arrondissements de Metz, de Briey et de Thionville, et, dans celui de Sarreguemines, le plus complètement soumis aux envahisseurs, les rentrées ne s'élevèrent qu'à 85.000 francs, alors qu'il restait à percevoir une somme dix fois supérieure ⁽⁴⁹⁾. D'autre part, si la décision qu'avait prise Blucher de supprimer les droits réunis frustrait les Alliés d'une ressource importante, il leur restait la possibilité de percevoir les droits de timbre. C'est pourquoi l'intendant fit imprimer un arrêté de « Son Excellence Monseigneur le Gouverneur général », en date du 17 février, portant règlement sur le timbre, l'enregistrement et les hypothèques ⁽⁵⁰⁾. « Considérant que les impôts qui pèsent sur le peuple et qui entravent les transactions entre particuliers, doivent être modifiés pour, d'une part, rendre la perception moins onéreuse, et, de l'autre, ne pas laisser le produit sans avantage pour la caisse publique », le comte d'Alopeus avait réduit de moitié la plupart des droits. Mais cette tentative resta inutile, car il ne vint à l'idée de personne de suivre les formalités légales pendant l'invasion. M. de Gräzenstein prit en conséquence, le 12 avril, un arrêté exigeant l'enregistrement immédiat de tous les actes passés depuis trois mois, menaçant de faire conduire dans les forteresses au delà du Rhin les receveurs qui favoriseraient la fraude ⁽⁵¹⁾. Trois jours après, un nouvel arrêté vint exiger des juges de paix et des notaires un état de tous les actes qu'ils avaient transcrits, sous peine d'une lourde amende ⁽⁵²⁾. Mais ces menaces ne pouvaient, quinze jours après la chute de Napoléon, intimider personne.

(47) PFISTER (Chr.), ouvrage cité, *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1914-1915, p. 164. Il y eut de même un gouverneur général de la Franche-Comté, des Vosges et du pays de Montbéliard ; ce fut le baron d'Andlau, noble autrichien, que Metternich nomma à ces fonctions. Cf. BORREY (Fr.), *La Franche-Comté en 1814*, p. 154.

(48) SERS (Baron), *Mémoires*, p. 140.

(49) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Etat des versements en juillet 1814.

(50) *Ibid.* Proclamation imprimée, datée de Nancy, 5-17 février 1814 (style russe et grégorien).

(51) *Ibid.* Proclamation imprimée, datée de Sarreguemines, 12 avril.

(52) *Ibid.* Proclamation imprimée, datée de Sarreguemines, 15 avril.

On voit donc que les efforts des Alliés n'avaient point rempli leurs caisses. C'est pourquoi ils durent avoir recours à un emprunt forcé de 50.000 francs, établi le 25 mars par l'intendant prussien, et dont la perception était en cours dans l'arrondissement de Sarreguemines au moment où la convention du 23 avril remit l'administration aux autorités régulières françaises⁽⁵³⁾. Ils demandèrent également à l'arrondissement de Briey de leur verser 23.000 francs, en compensation d'une réquisition de drap et de toile prescrite par d'Alopeus le 17 février et restée inexécutée. La répartition de cette somme avait été faite dès le 2 mars entre les communes, mais la perception n'en devint effective qu'après l'arrivée à Briey d'un commissaire des vivres russe, accompagné d'un détachement de troupes. Une proclamation, datée du 16 mars, menaça les villages retardataires d'exécution militaire : 11.000 francs furent alors versés en quelques jours, et le Conseil municipal du chef-lieu d'arrondissement emprunta de quoi parfaire les fonds réclamés. Mais les communes des cantons de Longuyon, de Longwy et d'Audun, qui n'avaient pas acquitté leur quote-part, se trouvèrent débitrices de Briey : il en résulta de longues discussions au sujet du remboursement⁽⁵⁴⁾.

Les Alliés ne se contentèrent pas d'établir à Sarreguemines un intendant, chargé de remplacer les fonctionnaires français qui s'étaient réfugiés dans les places fortes⁽⁵⁵⁾. Ils créèrent aussi une subdélégation de Bouzonville, sorte de sous-préfecture qui comprit les cantons de Sarrelouis, de Tholey, de Relling, de Metzervisse, de Sierck et de Vigy, qui dépendaient habituellement de Thionville et de Metz⁽⁵⁶⁾. A la tête de cette nouvelle circonscription, le baron de Gränzenstein plaça, le 23 février, un notable de Bouzonville, Couturier⁽⁵⁷⁾. En même temps était constituée une subdélégation de Faulquemont, confiée au maire de ce bourg, Joseph Liébault, sur l'histoire de laquelle nous sommes fort mal renseignés. Couturier déclina d'abord la charge qui lui était imposée, mais l'intendant lui écrivit aussitôt une lettre menaçante ; la perspective d'être conduit dans une forteresse au delà du Rhin le décida à retirer ses objections⁽⁵⁸⁾. Un

(53) *Ibid.* Lettre du préfet au sous-préfet de Sarreguemines, 29 octobre 1814.

(54) Arch. Nat., F5 II Moselle 5. Réquisition du 17 février, proclamation du commissaire des vivres Brugelmann, états de recouvrement.

(55) Arch. dép. Moselle, R 408. Une lettre de Montalivet, ministre de l'Intérieur, en date du 4 janvier 1814, avait indiqué à M. de Vaublanc que l'idéal serait de laisser à l'ennemi une terre sans habitants. En tous cas, les familles aisées et les fonctionnaires devaient se retirer dans les places ou à l'intérieur de la France, comme l'avaient déjà fait les administrateurs des départements rhénans. Cf. SEBS (Baron), *Mémoires*, p. 94.

(56) Les cantons de Sarrelouis, de Relling et de Tholey furent cédés à la Prusse en 1815.

(57) L'histoire de la subdélégation de Bouzonville nous est connue par les pièces conservées dans Arch. dép. Moselle, 3 P 3, et par une réclamation adressée le 2 mars 1818, avec pièces à l'appui, par le subdélégué Couturier, qui cherchait à être indemnisé pour les fonctions qu'il avait remplies. Arch. dép. Moselle, M supplément.

(58) Arch. dép. Moselle, M supplément. Copie de l'arrêté nommant sous-préfets Couturier et Liébault, 23 février. Décision substituant le titre de subdélégué à celui de sous-préfet, 28 février. Lettre menaçante de l'intendant à Couturier, 7 mars.

mois plus tard, un arrêté de l'intendant fixa les appointements des subdélégués à 2.400 francs par an, leurs frais de bureau à 3.600 ⁽⁵⁹⁾. A peine était-il installé que Couturier reçut l'ordre d'exécuter une réquisition de 1.050 aunes de drap, d'autant de toile, de 200 paires de bottes et de souliers. Il lui était prescrit de faire avancer l'argent par les contribuables les plus aisés, et de répartir ultérieurement les dépenses entre tous les citoyens, au prorata des contributions. Puis arriva l'ordre de réunir 1.750 quintaux de froment, des quantités considérables de pois, d'avoine et de foin ⁽⁶⁰⁾. S'il faut en croire les lettres qu'il adressa plus tard à M. de Vaublanc et à ses successeurs pour justifier sa conduite, le subdélégué de Bouzonville réussit à épargner ces charges à ses concitoyens ⁽⁶¹⁾. Il est du moins certain qu'il ne fit pas rentrer les contributions directes que réclamaient les Alliés. Il était pourtant leur agent, ce qui lui valut d'être dénoncé, après l'invasion, par les maires de nombreuses communes : il est donc invraisemblable qu'il n'ait exécuté aucune des nombreuses réquisitions qui furent alors ordonnées, et dont il a lui-même dressé la liste. Pour donner une idée de la diversité des exigences des vainqueurs, il faut citer quelques exemples : le 1^{er} avril, le canton de Sierck eut à fournir aux magasins établis à Hettange-Grande, pour le corps qui bloquait Thionville, 250 paires de souliers, une rame de papier, une bouteille d'encre, une demi-livre de cire à cacheter et 415 francs en numéraire ; le 16 avril, la ville de Sierck dut livrer au prince héréditaire de Hesse, sous peine d'exécution militaire, cent citrons, 85 livres de café, 8 onces de fleurs de muscade, deux livres de clous de girofle et d'autres marchandises que le commerce local dut trouver bien étranges. Un autre magasin, établi à mi-distance de Metz et de Thionville, à Richemont, exigeait également de nombreuses livraisons.

Après trois mois d'occupation, le département de la Moselle, comme tous ses voisins, se trouvait dans une situation critique, dont le baron de Vaublanc a donné un tableau dans le rapport qu'il adressa à Beugnot le 22 avril ⁽⁶²⁾. Il y rappelait que le passage des colonnes françaises en retraite avait déjà causé de lourdes pertes : c'est ainsi que, le 12 janvier, les troupes du 6^e corps avaient commis « d'horribles dégâts » dans les villages de la banlieue est de Metz, Mey, Vallières, Vantoux, Borny et Grigy. Si la situation financière du chef-lieu était difficile, du moins les vivres n'y avaient-ils jamais manqué. Plus sombre était la situation des campagnes : tel village avait été frappé de réquisitions russes, hessoises et françaises. Les abus avaient réduit les paysans au désespoir, et c'est en vain que l'intendant de

(59) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Lettre de Couturier au préfet, 30 mai 1814. Le 30 juillet, Vaublanc lui promit de parler au Conseil général de la question de ses frais de bureau. Couturier n'avait rien touché du traitement promis et avait déboursé 700 francs. Il n'obtint jamais l'indemnité qu'il réclamait.

(60) Arch. dép. Moselle, M supplément. Réquisitions des 23 et 28 février. Cette dernière devait être livrée à Sarreguemines le 15 mars au plus tard.

(61) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Lettre de Couturier au préfet, 7 mai 1814. Il réfute les accusations que des maires ont portées contre lui.

(62) Voir *Cahiers lorrains*, juillet-août 1928.

Sarreguemines s'efforçait de régulariser les mesures de ravitaillement, d'interdire les réquisitions qu'exigeaient souvent des officiers isolés. M. de Vaublanc avait soin de ne point suspecter la pureté des intentions des chefs alliés, mais il était obligé de constater que les Prussiens avaient encore pillé plusieurs villages le 9 avril, que les Hessois enlevaient les chevaux de labour aux environs de Thionville, et qu'ils se montraient les plus exigeants des vainqueurs. C'est pourquoi le préfet ne voyait d'autre remède que l'éloignement immédiat des Alliés et que la répartition entre plusieurs départements des garnisons françaises, très nombreuses dans la Moselle où se trouvaient tant de places fortes. L'évacuation allait pourtant ne se faire que près de deux mois plus tard : mais, à partir de la fin d'avril, les conditions d'occupation furent changées, car la convention que Talleyrand signa, le 23 avril, au nom de Monsieur, lieutenant général du royaume, mit définitivement fin à l'état de guerre. Sa première conséquence fut de rendre, du moins officiellement, aux fonctionnaires français la direction des affaires départementales, et d'enlever aux Alliés le droit de faire exécuter les règlements qu'ils avaient faits depuis leur entrée en France. En principe, sinon en fait — car les transitions furent plus lentes que ne l'aurait souhaité l'administration préfectorale, — la période brutale de l'invasion était terminée.

IV. — LA PREMIÈRE INVASION DANS LA MEURTHE

L'étude de l'histoire financière du blocus de Metz montre que la mollesse et les hésitations des autorités permirent aux habitants de ne verser dans les caisses de l'Etat que des sommes minimes. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas eu à répondre à des réquisitions — et c'était la grande majorité — y trouvèrent évidemment leur avantage, tandis que les fournisseurs devaient se contenter d'obligations dont le paiement restait incertain. La situation de la Meurthe et de Nancy fut profondément différente, car l'ancienne capitale de la Lorraine était une ville ouverte dans laquelle les Alliés entrèrent le 15 janvier 1814 sans coup férir⁽⁶³⁾. Ils n'y trouvèrent plus les fonctionnaires de Napoléon I^{er}, car le commissaire extraordinaire de l'Empereur, le comte Colchen, leur avait donné l'ordre de se retirer devant l'invasion⁽⁶⁴⁾. Il ne resta donc dans la Meurthe ni préfet, ni receveur général, ni caisses de l'Etat. C'est pourquoi, lorsque le général Grouchy, qui commandait la cavalerie de la Grande Armée, eut besoin de 15.000 francs pour faire ferrer les chevaux que la gelée empêchait d'avancer, il ne put s'adresser à la recette générale, comme le firent Marmont et l'intendant Marchant à Metz : c'est donc la municipalité qui fut requise de verser cette somme. Comme elle tardait à s'exécuter, un général vint arrêter le maire à l'Hôtel de Ville, et l'emmena

(63) PFISTER (Chr.), ouvrage cité, p. 159.

(64) *Ibid.*, p. 153.

vers Toul comme otage, ainsi que ses deux adjoints. Quelques conseillers et de riches citoyens consentirent alors à faire l'avance de 15.000 francs, dont la ville les remboursa un mois plus tard. Le maire fut alors remis en liberté ⁽⁶⁵⁾.

À la mi-janvier, les Alliés, Prussiens et Russes, se trouvèrent les seuls maîtres du département de la Meurthe, à l'exception des places fortes de Phalsbourg et de Toul, qui restèrent bloquées jusqu'au mois d'avril. Ils en organisèrent l'administration dans les mêmes conditions qu'en Moselle : un intendant, M. de Marquardt, conseiller intime du roi de Prusse, s'installa à Nancy dès les premiers jours de l'occupation ⁽⁶⁶⁾. Il fut bientôt subordonné au comte d'Alopeus, dont les pouvoirs s'étendaient aux départements lorrains, les Vosges exceptées. Un conseiller de préfecture, Pinodier, reçut le titre de préfet, et parut représenter l'administration française. La municipalité du chef-lieu fut réorganisée, sous la direction de l'avocat royaliste Mique, qui porta le titre, renouvelé de l'ancienne monarchie, de lieutenant-général de police et de subdélégué de Nancy. Les Alliés nommèrent aussi d'office des sous-préfets, des receveurs, des percepteurs, et réclamèrent avec énergie le paiement des contributions.

Mais les sommes qui rentraient ainsi étaient trop minimes pour permettre le règlement, même partiel, des innombrables réquisitions qui allaient peser sur le pays et pour solder les dépenses des hôpitaux établis à Nancy. La caisse municipale se trouva vide dès le 28 janvier, et une souscription volontaire d'actions de 50 francs chacune, ouverte à cette date, n'obtint guère de succès ⁽⁶⁷⁾. C'est alors que le « préfet » Pinodier, poussé par l'intendant prussien, prit, le 29 janvier, un arrêté établissant un emprunt forcé de 300.000 francs ⁽⁶⁸⁾. C'était le seul moyen d'éviter une contribution de guerre, qui eût favorisé les exactions des envahisseurs. L'emprunt devait être couvert par les habitants les plus fortunés, mais il était entendu qu'après la guerre, une nouvelle répartition serait faite entre tous les contribuables. Un jury spécial, établi dans chaque chef-lieu d'arrondissement, était chargé de taxer les citoyens aisés ; les bases de ses travaux furent entièrement différentes de celles qui servaient à l'établissement des contributions ordinaires. On taxa les gros revenus dans une proportion plus élevée que les revenus moyens, et l'exemption totale fut accordée à ceux qui n'atteignaient pas 1.800 francs. Ces jurys regurent des pouvoirs des plus étendus, et le principe qui écartait de la législation française tout impôt arbitraire fut oublié en cette occasion. Les jurés ne devaient-ils pas évaluer la fortune de chacun en leur âme et conscience, sans tenir compte des errements

(65) *Ibid.*, p. 158.

(66) *Ibid.*, p. 164.

(67) *Ibid.*, p. 174.

(68) Arch. dép. Meurthe, 111 R, texte imprimé de l'arrêté du 29 janvier 1814. Des mesures analogues furent prises dans de nombreux départements envahis, par exemple en Haute-Saône, où les 600 contribuables les plus imposés durent verser 600.000 francs, par ordre du baron d'Andlau du 15 mars. Cf. BORREY (Fr.), ouvrage cité, p. 169.

habituels de l'administration des contributions directes ? Quatre catégories de citoyens étaient particulièrement susceptibles d'être atteintes par l'emprunt forcé : les contribuables dont la cote mobilière dépassait 40 francs, ceux qui étaient notoirement connus comme jouissant de capitaux considérables, ceux dont les bénéfices étaient insuffisamment atteints par les impôts, ceux des nouveaux domiciliés dans le département qui passaient pour très aisés sans être encore portés au rôle des contributions. Il était précisé enfin que les jurys devaient tenir compte de la suspension du paiement des traitements et des rentes, ainsi que du nombre de personnes que chacun avait à sa charge. On voit donc que l'emprunt forcé de la Meurthe constituait une mesure révolutionnaire, bouleversant les fondements de notre système fiscal. Son caractère d'impôt progressif portant sur toutes les catégories de revenus, l'évaluation des fortunes par une commission, l'exemption accordée aux citoyens peu fortunés, sont des aspects assez inattendus pour un emprunt établi par les Alliés.

Il est rare que des mesures fiscales d'un type aussi exceptionnel et arbitraire que l'emprunt des 300.000 francs aient pu être exécutées avec succès. Mais, en cette occurrence, la mauvaise volonté des contribuables fut moins forte que la crainte d'une exécution militaire, et l'administration obtint dans la Meurthe les fonds que les riches Messins n'accordèrent pas au comte Chasset, qui ne sut pas leur faire peur. Le recouvrement de l'emprunt fut poursuivi avec énergie à partir de la mi-février. Le total des rôles, en y comprenant les non-valeurs, monta à 356.000 francs, dont 115.000 devaient être versés par l'arrondissement de Nancy, 49.000 par celui de Toul, 92.000 par celui de Lunéville, et respectivement 55.000 et 45.000 par ceux de Château-Salins et de Sarrebourg⁽⁶⁹⁾. A la date du 21 mars, les versements montaient déjà à 218.000 francs, et, à la fin d'avril, ils dépassaient 300.000 francs. Les arrondissements les plus complètement ruraux, ceux de Toul, de Château-Salins et de Sarrebourg, versèrent presque tout ce qu'ils devaient, tandis que la bourgeoisie urbaine de Nancy et de Lunéville, moins terrorisée par l'invasion, resta redevable de plus de 30.000 francs, qui ne furent jamais recouvrés, les circonstances ayant changé depuis la signature de la convention du 23 avril qui remit l'administration des départements occupés aux autorités régulières françaises.

Le succès de l'emprunt forcé ne préserva point la Meurthe d'une nouvelle taxe plus lourde. Par ordre de l'intendant de Marquardt, le préfet intérimaire dut prendre, le 11 mars, un nouvel arrêté établissant une taxe extraordinaire et graduée — c'est-à-dire progressive, — dont le montant fut fixé à 3.400.000 francs, somme inouïe pour l'époque⁽⁷⁰⁾. Les contribuables dont les cotes n'atteignaient pas 20 francs se trouvaient seuls exemptés. Ceux qui, d'après les rôles

(69) Arch. dép. Meurthe, 111 R, situation de l'emprunt de 300.000 francs au 1^{er} mai 1816, situations aux 21 mars et 15 avril 1814. Ce dossier contient aussi des modèles d'avertissement, mis en circulation dès le 12 février 1814.

(70) *Ibid.*, texte imprimé de l'arrêté du 29 mars 1814.

ordinaires de 1814, devaient payer de 20 à 40 francs, se virent imposer à ce même taux, mais ceux qui étaient taxés entre 20 et 100 francs durent y ajouter soit 5, soit 10, soit 25 centimes additionnels. Bien plus, au delà de 600 francs de revenus, les contributions ordinaires devaient être doublées, et, au delà de 1.500 francs, triplées ! Les taxes supérieures à 500 francs étaient payables pour un quart en numéraire, pour les trois autres quarts en obligations au porteur dont les échéances devaient s'échelonner de quatre en quatre mois. On voit que le principe de la progressivité de l'impôt, contraire à la législation française de cette époque, avait été appliqué avec rigueur, et que les Alliés n'hésitaient pas, à Nancy, à frapper lourdement les classes aisées, que M. de Vaublanc s'efforçait de protéger à Metz.

Escomptant la rentrée prochaine de sommes d'autant plus considérables que les percepteurs s'efforçaient de faire verser également les centimes extraordinaires établis par les décrets de l'Empereur des 11 novembre 1813 et 9 janvier 1814, le préfet Pinodier prit, le 26 mars, un arrêté pour réglementer la liquidation des réquisitions ⁽⁷¹⁾. L'administration de la Meurthe se trouvait ainsi en avance sur celle de la Moselle, où rien d'analogue ne pouvait être envisagé. Cet arrêté précisait qu'à Nancy et dans les villes où les corporations avaient été rétablies, leurs syndics seraient chargés de recueillir les bons de réquisitions, qu'ils en dresseraient un état, à charge de le faire approuver par une assemblée corporative. Car, pour faire face aux réquisitions des Alliés, la municipalité de Nancy n'avait rien trouvé de mieux que de reconstituer les corporations supprimées depuis 25 ans ⁽⁷²⁾. Dès le 22 janvier, elle avait rendu leurs syndics responsables de la livraison rapide des objets requis, et le chef-lieu de la Meurthe finit par compter ainsi trente-cinq corporations. C'était évidemment illégal, mais le respect des lois était la dernière préoccupation des dépositaires de l'autorité, qu'ils fussent étrangers comme Marquardt et d'Alopeus, ou Français, comme Pinodier et Mique. Il fallait faire face à des besoins immenses, car les Alliés profitaient de leur arrivée en France pour rééquiper leurs troupes, dont l'état était loin d'être brillant ; il fallait agir vite : c'est pourquoi des mesures d'un caractère presque révolutionnaire furent fréquemment prises, commandées qu'elles étaient par les circonstances, et non par une doctrine.

La taxe de 3.400.000 francs allait permettre de payer une partie des réquisitions, et les fournisseurs ne pouvaient que l'accueillir avec satisfaction. Mais la grande majorité des contribuables s'alarma d'une mesure aussi draconienne, et le Conseil général de la Meurthe se fit leur interprète. Le préfet Pinodier l'avait convoqué par un arrêté du 10 avril, qu'il avait pris dans des conditions irrégulières, à la demande

(71) Arch. dép. Meurthe, 97 R.

(72) PFISTER (Chr.), ouvrage cité, p. 172.

de l'intendant prussien⁽⁷³⁾. Les Alliés espéraient évidemment faciliter la perception de la taxe de guerre en faisant approuver son établissement par les notables du département. Leur calcul reposait sur l'ignorance de l'esprit des Conseils généraux, car les grands propriétaires, vivement atteints par un impôt progressif, ne pouvaient que protester vigoureusement. La crainte de déplaire aux vainqueurs ne les arrêta pas, car ils crurent avoir assez fait en allant saluer respectueusement, en corps, le comte d'Alopeus et le comte Roger de Damas, que Monsieur avait nommé gouverneur de la Lorraine. Dès leur première séance, le 17 avril, n'avaient-ils pas exprimé « l'admiration et la profonde reconnaissance dont ils étaient pénétrés pour S. M. l'Empereur de toutes les Russies et les Hautes Puissances alliées ». Le comte d'Alopeus ayant reçu le Conseil avec amabilité, il consacra sa séance du 18 avril à préparer une longue protestation, pour affirmer l'impossibilité de réunir en numéraire les sommes exigées. Les conseillers exprimaient « l'espoir que, dès que S. M. aura repris les rênes du gouvernement, elle daignera adopter un mode d'indemnité qui pèse également sur tous les habitants du royaume »⁽⁷⁴⁾. Ainsi se trouvait exprimée l'idée d'une péréquation nationale des charges de guerre, idée qui nous semble juste, mais qui ne fut point adoptée par le gouvernement de la Restauration. Le Conseil ajoutait que, « par l'effet d'une guerre dont l'issue sera aussi heureuse pour la France que les commencements en ont été onéreux à ces contrées », le département se trouvait écrasé : il soutenait — avec une évidente exagération — que, pour les cotes supérieures à 1.500 francs, l'imposition progressive égalait les revenus. Il protestait plus spécialement contre le fait que les quittances de l'emprunt de 300.000 francs n'étaient pas admises, contrairement aux promesses contenues dans l'arrêté du 29 janvier, pour le paiement de la taxe de guerre, et il réclamait un délai de plusieurs années pour s'acquitter. Le Conseil s'attendait à une réponse favorable, lorsque lui parvint un pli cacheté du comte d'Alopeus : le grand seigneur finlandais y révélait son intransigeance, car il affirmait qu'il ne « tolérerait pas une entreprise contre le gouvernement des Hautes Puissances alliées »⁽⁷⁵⁾. Il exigeait en termes énergiques l'exécution immédiate des mesures qu'il avait prescrites, et faisait observer que les sacrifices demandés étaient légers en comparaison des mesures militaires qu'il aurait pu ordonner. Il y avait là une menace à peine déguisée, et le Conseil le comprit si bien qu'il s'empressa de répondre qu'il n'avait fait qu'émettre un vœu, qu'il n'avait jamais songé à prendre une décision. Il renouvela ses assurances de respect et d'entière soumission aux Alliés, en spécifiant, tant le ton rude du gouverneur général l'avait intimidé, qu'il ne ferait plus aucune démarche en faveur de son vœu.

(73) Arch. dép. Meurthe, Conseil général, 17 avril 1814.

(74) *Ibid.*, 18 avril.

(75) *Ibid.*, 19 avril,

A la date du 1^{er} mai, les versements en numéraire atteignirent 331.000 francs, et le montant des obligations s'éleva à 222.000 francs ⁽⁷⁶⁾. Mais il est curieux de noter que la convention signée le 23 avril entre les Alliés et le nouveau gouvernement français ne mit pas fin à la rentrée de cette taxe illégale. La perception en fut poursuivie jusqu'aux derniers jours de juillet, contrairement à l'arrêt qu'avait rendu le Conseil d'Etat dès le 13 juin 1814 ⁽⁷⁷⁾. On se trouva avoir finalement recouvré 1.723.000 francs, dont 428.000 francs sous forme d'obligations et le reste en numéraire ⁽⁷⁸⁾. Au total, le département de la Meurthe versa ainsi, pour l'emprunt forcé et pour la taxe extraordinaire, plus de deux millions de francs. Le paiement des réquisitions en allait être singulièrement facilité, mais la liquidation définitive des comptes fut néanmoins fort compliquée, puisque les arrêtés des 29 janvier et 11 mars 1814 se trouvaient entachés d'illégalité.

Pendant que l'ensemble des Meurthois était frappés de ces lourdes contributions, la place de Phalsbourg connaissait, comme toutes les forteresses que bloqua l'ennemi, une situation difficile. Des mesures d'exception y furent prises par l'autorité militaire ⁽⁷⁹⁾. Les habitants durent fournir à la garnison le bétail nécessaire à son alimentation, et leurs réclamations montèrent de ce fait à plus de 20.000 francs. D'autre part, le conseil de défense réclama la livraison des réserves de blé et de farines de la ville. La municipalité préféra lever sur les habitants, par voie de répartition, un impôt de 6.950 francs. Cette somme fut versée à l'autorité militaire qui put ainsi acheter, en payant comptant, les vivres dont elle avait besoin.

Ces exemples montrent que dans une même région, qui souffrit de l'invasion dans des conditions à peu près identiques, l'étude des événements de 1814 révèle de nombreux cas d'espèce : les charges fiscales et celles des réquisitions varièrent selon les localités, de Metz à Sarreguemines, de Nancy à Phalsbourg. Telle commune avait à peine fourni aux réquisitions, parce qu'elle se trouvait éloignée des voies de passage ; telle autre avait successivement livré bétail et fourrages aux corps français de Marmont et de Ney, aux garnisons qui assurèrent la défense des places, aux colonnes prussiennes et russes en marche vers Paris, aux détachements chargés du blocus de nos forteresses. Les Prussiens s'étaient montrés particulièrement exigeants, par exemple aux environs de Longwy et de Thionville : les Russes avaient fait preuve de modération. Enfin, certaines communes avaient dû payer des amendes assez lourdes : aux environs de Metz, Mars-la-Tour avait été taxée parce qu'un détachement de ses

(76) Arch. dép. Meurthe, 97 R. Etat des versements au 1^{er} mai 1814.

(77) *Ibid.* Etat des versements au 14 août 1814.

(78) Arch. dép. Meurthe, 111 R. Note sur les réquisitions, rédigée vers le mois de février 1815.

(79) Arch. dép. Meurthe, R 408. Réclamation en date du 29 septembre 1817,

gardes nationaux avait tué un officier russe à Conflans⁽⁸⁰⁾ ; dans la Meurthe, Blamont et Lorquin avaient dû verser 24.000 francs et fournir deux otages, parce que des partisans français, venus des Vosges, avaient pillé dans leurs environs les bagages d'un major russe⁽⁸¹⁾. Les solutions apportées aux difficultés locales avaient été aussi diverses que les charges, et nulle procédure établie ne traçait au gouvernement de Louis XVIII la voie à suivre pour arriver à la liquidation définitive de l'arriéré dont l'Empire lui laissait l'héritage.

V. — LES PREMIÈRES TENTATIVES DE LIQUIDATION EN MOSELLE

Au moment où les envahisseurs cessèrent, du moins officiellement, d'être les ennemis de la France pour devenir les alliés de Louis XVIII, la situation de la Moselle était des plus critiques. Occupé depuis trois mois par les troupes prussiennes, russes et hessoises, le département allait attendre encore deux mois sa délivrance, qui ne fut un fait accompli qu'au début de juin 1814. C'est seulement à la fin de mai que l'intendant prussien établi à Sarreguemines quitta cette ville, et que le baron de Vaublanc recouvra entièrement la direction des affaires départementales⁽⁸²⁾. Il put alors suspendre la perception de tel emprunt forcé établi par les Alliés, par exemple de celui de 50.000 francs imposé sur l'arrondissement de Sarreguemines⁽⁸³⁾. Pendant le mois de mai, on avait encore vu des soldats français porter au domicile des retardataires les contraintes signées par M. de Gränzenstein ! Le sous-préfet Jacquinet, fonctionnaire régulièrement nommé par le gouvernement, s'était nettement déclaré partisan de ces mesures énergiques, car il trouvait que la rentrée de ces fonds était indispensable au paiement des lessiveuses et des journaliers employés dans l'hôpital prussien de son chef-lieu⁽⁸⁴⁾. Il fallut qu'un ordre formel de M. de Vaublanc l'obligeât à renoncer à cette perception, absolument contraire à la déclaration du Roi. D'autre part, on avait vu l'intendant prussien exiger, le 21 mai, le versement dans ses caisses

(80) Arch. dép. Moselle, M supplément. Il existe un dossier complet sur l'affaire de Mars-la-Tour, que nous avons racontée dans les *Cahiers lorrains*, mai 1930, p. 90-91. Le 3 avril 1814, une trentaine de garde nationaux de Mars-la-Tour, chargés d'escorter un officier français qui se rendait de Metz à Verdun, mirent en fuite à Conflans un détachement de cosaques, tuèrent un officier dont ils ramenèrent le cheval et l'équipement. Les Russes imposèrent à la commune de Mars-la-Tour une amende de 1.000 francs, qui fut payée par un seul habitant. Ce dernier, père d'un des gardes nationaux, fut considéré comme responsable de la conduite de son fils, et malgré de multiples réclamations, il ne put jamais se faire rembourser les fonds qu'il avait avancés : le fait d'avoir ramené le cheval d'un officier ennemi resta considéré comme un acte de « coupable avidité ».

(81) Arch. dép. Meurthe, 130 R. Lettre de l'abbé de Montesquiou, ministre de l'Intérieur, en date du 21 février 1815, approuvant que cette amende de 20.000 francs soit classée dans les dettes départementales.

(82) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Lettre du préfet au ministre des Finances, 6 juillet 1814.

(83) *Ibid.*, lettre du préfet au sous-préfet de Sarreguemines, 24 mai 1814.

(84) *Ibid.*, lettre du sous-préfet de Sarreguemines au préfet, 28 mai 1814.

de 12.000 francs de contributions déjà réunies à la recette particulière, sous prétexte qu'il s'agissait d'impôts perçus avant la convention du 23 avril 1814⁽⁸⁵⁾. Les fonctionnaires français n'avaient pu que protester, en cédant devant celui qui détenait la force.

Le retour des Bourbons n'avait donc pas suffi à rétablir partout l'ordre et le respect de la légalité. Le département restait lourdement chargé, car il eut à ravitailler, en outre des nombreuses garnisons françaises, les troupes d'occupation, les colonnes alliées en marche vers leurs pays d'origine, les soldats venus des places qu'avait cédées la convention du 23 avril, notamment de Mayence, de Torgau, de Glogau, de Custrin et de Magdebourg⁽⁸⁶⁾. Beugnot, commissaire du gouvernement provisoire au département de l'Intérieur, avait adressé à cette occasion une circulaire aux préfets des régions envahies. « Si l'on réfléchit, y disait-il, que la nourriture des Alliés n'est qu'une obligation passagère, qu'elle nous rachète de maux plus graves que nous avons lieu de craindre, que ces armées ont ramené en France l'ordre et la paix, seuls garants de la propriété, il n'est pas douteux que les Français, qui ont fait tant de sacrifices pour un gouvernement destructeur, consentiront à en faire encore quelques-uns à la voix du gouvernement paternel qui vient de leur être rendu ». L'appel de Beugnot s'adressait surtout aux propriétaires, car le retour des Bourbons devait les satisfaire profondément en les rassurant sur l'avenir. Le ministre terminait sa circulaire en prescrivant aux préfets de pourvoir désormais aux besoins des Alliés par des traités régulièrement passés avec des fournisseurs. Toutes les réquisitions devaient cesser, sauf pour le transport des vivres ou des bagages des armées quittant la France. Le paiement des fournitures devait être assuré par les fonds que procurerait une imposition spéciale établie sur les propriétés, et répartie au marc le franc de la contribution foncière. On voit donc que le temps était passé des impôts progressifs qu'avaient ordonnés les autorités alliées.

En dépit de cette circulaire, les réquisitions ne cessèrent pas immédiatement, car le préfet jugeait impossible d'établir les impositions locales conseillées par Beugnot. Il pensait que les habitants fourniraient des vivres plus volontiers que de l'argent, et des commissions furent chargées, dans chaque canton, de veiller à la nourriture des Alliés⁽⁸⁷⁾. Le commandant en chef des troupes russes avait fait afficher dans les communes sa désapprobation formelle de toute réquisition irrégulière ; M. de Vaublanc avait fait annoncer, de son côté, qu'il déplorait « les coupables exactions commises envers les habitants », et qu'il désirait en être informé dans le détail⁽⁸⁸⁾.

(85) *Ibid.*, lettre du préfet au ministre des Finances, 6 juillet 1814.

(86) Arch. dép. Moselle, R 408. Texte imprimé de l'arrêté préfectoral du 25 juin 1814. — Arch. dép. Meurthe, 97 R. Lettre-circulaire de Beugnot, 30 avril 1814.

(87) Arch. Nat., F5 II Moselle 20. Lettre de Vaublanc au ministre de l'Intérieur, 12 mai 1814.

(88) *Journal de la Moselle*, 15 mai 1814.

Le général hessois Muller avait rendu prompte justice au maire de Briey qu'un de ses subordonnés avait osé arrêter. « Sa conduite noble et loyale, ajoutait le préfet, est un sûr garant qu'il s'empressera de vous donner les satisfactions que vous avez droit de demander, et de punir les officiers qui se croient encore nos ennemis tandis que leurs souverains sont les alliés de notre auguste monarque » (89). Encore le 2 juin, à la veille de la libération complète du territoire, Vaublanc envoya aux maires une circulaire sur ce même objet (90) : il y reconnaissait que les armées avaient continué à vivre de réquisitions, parce que l'administration avait manqué d'argent pour passer des marchés suffisants. D'autre part, les colonnes en retraite arrivaient souvent à l'improviste dans les villages, car leurs officiers n'allaient pas toujours dans les localités qui leur étaient désignées par les agents du préfet. Les magasins qui auraient dû être établis ne l'avaient pas été, et le préfet s'en excusait en ces termes : « Je craignais qu'ils ne fussent enlevés par les Hessois, dont la conduite, depuis le 23 avril, motivait mes justes craintes » (91).

Mais si l'administration ne réussit point à éviter tous les abus, ils restèrent néanmoins l'exception. Après l'évacuation, M. de Vaublanc n'hésita pas à proclamer que sa prévoyance avait permis de conserver pour les semailles du printemps le peu de grains qui restaient dans les campagnes. Il avait fait chercher au loin les fourrages nécessaires, et ses entrepreneurs avaient livré toute la viande et presque tout le pain. Il s'enorgueillissait des faibles charges qui en résulteraient pour ses administrés, et les déclarait trois fois moindres que celles que supportaient les départements voisins (92). Mais ces marchés n'avaient pu être conclus qu'avec l'appui de banquiers messins, qu'avec l'aide du receveur général qui avait avancé 32.000 francs, et même qu'avec le concours du comte d'Alopeus qui avait eu la générosité de consentir un prêt de 45.000 francs. D'autre part, le payeur de la 3^e division avait fait l'avance de 55.000 francs, ce qui portait à près de 200.000 francs le total des sommes à rembourser par le département, dont les caisses restaient vides (93).

Avant toutes choses, le baron de Vaublanc chercha à connaître l'étendue des dettes dont la Moselle se trouvait chargée. C'est pour quoi il demanda aux maires de lui envoyer l'état des réquisitions qu'avaient successivement opérées, depuis la fin de 1813, les diverses

(89) *Ibid.*, même date.

(90) *Ibid.*, 15 juin 1814, circulaire préfectorale du 2 juin.

(91) Dans sa lettre du 12 mai (Arch. Nat., F5 II Moselle 20), Vaublanc indique également que la conduite des Hessois provoque l'indignation et pourrait amener un soulèvement.

(92) Arch. dép. Moselle, R 408. Circulaire imprimée de Vaublanc aux maires, 27 juin 1814.

(93) Arch. dép. Moselle, R 419. Lettre de Delcroix, fondé de pouvoirs du receveur général, au préfet, 12 août 1814. Dans les considérants de son arrêté du 25 juin, Vaublanc indique qu'il est arrivé à payer des acomptes aux fournisseurs « par ses ressources personnelles et par son crédit ». — Voir également Arch. dép. Moselle, 3 P 3, lettre du préfet au ministre des Finances, 16 août 1814.

armées françaises, et, depuis le 23 avril 1814, les Alliés⁽⁹⁴⁾. La mention de cette dernière date indiquait qu'il n'était pas dans les intentions du préfet de rembourser les réquisitions opérées par les envahisseurs avant cette époque. Elles devaient être considérées comme des charges de guerre non remboursables, comme une conséquence inévitable d'une époque de malheur. Un passage d'une lettre préfectorale indique même que l'administration aurait considéré comme une solution acceptable de laisser à la charge des habitants l'entretien des troupes alliées jusqu'à l'évacuation définitive. Elle y avait renoncé par égard pour les pertes élevées qu'avaient déjà subies les propriétaires⁽⁹⁵⁾.

Le second acte de M. de Vaublanc fut de fixer un tarif des réquisitions : 15 francs l'hectolitre de blé, 20 centimes le kilogramme de pain, 25 francs l'hectolitre de vin⁽⁹⁶⁾. Au même moment, un arrêté conforme aux dispositions de la circulaire ministérielle du 30 avril prescrivit de percevoir une taxe additionnelle aux impositions directes, le nombre des centimes additionnels variant de 30 à 15 selon les contributions⁽⁹⁷⁾. Le produit devait en être réservé au paiement des marchés et des réquisitions faits depuis le 23 avril et à celui des effets fournis pour l'habillement des gardes nationaux équipés en 1813. A l'arrêté du 25 juin, le préfet joignit une circulaire aux maires pour les convaincre de la nécessité de cette nouvelle charge, qui montait à 680.000 francs environ.

Le moment était bien mal choisi pour lever une taxe supplémentaire. Les populations étaient déjà hostiles à la perception des droits réunis, dont Blucher, au nom des Alliés, et le comte d'Artois, au nom des Bourbons, avaient annoncé la suppression. Des incidents avaient été signalés à Metz, à Boulay, à Sarrelouis, quand les employés de la Régie avaient repris leurs fonctions⁽⁹⁸⁾. Le duc de Valmy, commissaire extraordinaire du roi dans la 3^e division militaire, avait dû envoyer des détachements de troupes appuyer les agents des contributions indirectes. Dès le 15 mai, il avait adressé au préfet une lettre qui fut rendue publique⁽⁹⁹⁾ : « La volonté royale n'exige point de ses sujets le sacrifice des espérances qu'ils ont pu former pour l'abolition d'un impôt qu'ils réprouvent ; elle leur demande seulement un effort momentané de patience et de résignation ». Le préfet avait ajouté dans sa proclamation que la promesse formelle de Monsieur au sujet de l'abolition des droits réunis était subordonnée à leur remplacement par un système mieux combiné. Une pareille mesure étant impossible sans le concours du Corps législatif, M. de Vaublanc conseillait à ses administrés d'attendre patiemment l'ouverture de la

(94) *Journal de la Moselle*, 15 juin 1814, circulaire du 2.

(95) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Lettre du préfet au ministre des Finances, 1^{er} août 1814.

(96) *Journal de la Moselle*, 5 juillet 1814, tarif du 25 juin.

(97) Arch. dép. Moselle, R 408. Textes imprimés de l'arrêté du 25 juin et de la circulaire du 27.

(98) Cf. notre thèse principale, chapitre VIII, paragraphe 4.

(99) *Journal de la Moselle*, 20 mai 1814.

session, et faisait appel à leur patriotisme en leur montrant que le produit de l'impôt était destiné à la solde des troupes. La perception des droits reprit donc, et les populations s'y accoutumèrent à nouveau en oubliant lentement de fallacieuses promesses. Mais encore à la fin de juillet, le préfet était obligé de démentir que la levée de ces taxes n'eût pas été reprise dans les départements voisins⁽¹⁰⁰⁾ : « Les lois, avait-il rappelé, sont les mêmes pour toutes les provinces ».

Les difficultés que rencontrait la perception des droits réunis pouvaient faire prévoir que la rentrée d'une nouvelle taxe directe ne serait pas fort aisée. La lecture des journaux incitait, d'ailleurs, les contribuables à ne point se presser, car les débats qui eurent lieu, le 8 juillet, à la Chambre des députés leur permettaient d'espérer une solution plus avantageuse pour les départements envahis. L'assemblée avait entendu ce jour-là une proposition tendant « à faire reconnaître, apprécier et déterminer les indemnités réclamées par la justice comme par l'intérêt de l'Etat, en faveur des départements qui ont été le théâtre de la guerre ou occupés en partie par l'ennemi ». Son auteur était un élu de l'Ain, Riboud : il exposa que venir au secours de ces régions était une dette sacrée « où l'intérêt privé se rattachait à l'intérêt public ». Il défendit le principe de la solidarité de tous les Français devant les malheurs de l'invasion, et conclut en montrant qu'il était d'une justice rigoureuse « que les parties qui ont été épargnées, dont quelques-unes même ont pu gagner momentanément au malheur commun, soient appelées à indemniser celles sur qui sont tombées toutes les pertes ». La Chambre ne voulut pas s'engager dans cette voie où elle aurait trouvé l'exemple de la Convention, et l'ajournement de la proposition fut voté en même temps que le refus d'imprimer le discours de Riboud⁽¹⁾.

Mais un de ses collègues, Cazenave, député des Hautes-Pyrénées, fut plus heureux lorsqu'il proposa d'annuler ou de régulariser les décisions illégales par lesquelles avaient été établies dans un grand nombre de départements des impositions locales. Citant l'exemple de la taxe exceptionnelle qui pesait sur la capitale depuis avril 1814, il demandait que le Roi daignât prendre l'initiative d'une loi qui confierait à des commissions spéciales le soin de régulariser les opérations de ce genre. En attendant leurs décisions, il serait sursis à la levée de toutes les impositions extraordinaires. La Chambre déclara prendre cette proposition en considération.

La lecture des débats du 8 juillet rendit bien malaisée la perception de la taxe établie par l'arrêté préfectoral du 25 juin. Le percepteur de Bitche écrivit à M. de Vaublanc que les gros contribuables avaient jeté les hauts cris, et qu'ils refusaient d'acquitter un impôt que n'avait sanctionné aucune ordonnance royale⁽²⁾. Il se disait arrêté dans ses opérations de recouvrement par les délibérations de

(100) *Ibid.*, 20 juillet 1814.

(1) *Moniteur* du 9 juillet 1814.

(2) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Lettre du percepteur de Bitche au préfet, 4 août 1814, et réponse du 16 août.

la Chambre, et surtout par un article 19 qui rendait les fonctionnaires responsables de toute perception illégale, et menaçait de les poursuivre comme concussionnaires ! Le préfet répondit aussitôt à ce percepteur épouvanté pour lui témoigner son plus vif mécontentement. Il était indigné qu'un subalterne eût osé raisonner sur le plus ou moins de droit qu'il avait de prendre une décision ! Il ne s'agissait, d'ailleurs, que d'une simple proposition de la Chambre, et nullement d'une loi. Le percepteur de Bitche fut invité à se renfermer dans la limite de ses attributions, à consacrer moins de temps à la lecture des journaux, et à apporter au recouvrement de l'impôt le même zèle que son collègue de Sarreguemines, qui avait déjà perçu 3.000 francs. Le préfet lui conseillait enfin d'envoyer des garnisaires chez les habitants les plus fortunés.

Cet incident témoigne des difficultés que risquait de rencontrer l'administration préfectorale. Il fait comprendre pourquoi le même préfet qui réprimandait si sévèrement un fonctionnaire coupable d'oser raisonner, écrivait, d'autre part, dès le 1^{er} août, au ministre des Finances pour lui demander l'autorisation d'annuler son arrêté du 25 juin (3). Il constatait chaque jour la situation difficile des propriétaires, et les débats de la Chambre l'avaient inquiété autant que le percepteur de Bitche. C'est dans ces conditions que le baron de Vaublanc se décida à prendre, avec l'approbation ministérielle, son arrêté du 27 août, qui suspendait l'application de ses mesures antérieures (4).

Comme la taxe exceptionnelle n'avait été suivie que de rentrées minimes, la situation financière de la Moselle restait fort difficile. Les dépenses occasionnées par le passage des colonnes alliées, lors de l'évacuation du territoire, s'élevaient à 199.000 francs, et le préfet n'avait obtenu cette somme que par des prêts consentis par le payeur de la 3^e division, par le receveur général, par M. d'Alopeus et par des banquiers messins, dont il détenait des billets pour 45.000 francs. Au mois d'août, il essaya de négocier ces billets afin de payer quelques fournisseurs, notamment un boucher de Metz qui était créancier pour 12.000 francs, et un boucher de Thionville à qui l'administration devait encore davantage (5). Mais le fondé de pouvoirs du receveur Possel, chargé de la négociation, consacra les fonds ainsi obtenus au remboursement des avances de sa recette (6). Ce procédé mécontenta vivement le préfet, qui se trouva exposé à manquer de parole. Possel couvrit son subordonné, ajoutant que les ordres ministériels prescrivaient de réserver tous les fonds disponibles à la solde, objet plus important que les réquisitions, car tout retard dans son paiement

(3) *Ibid.*, lettre du préfet au ministre des Finances, 1^{er} août 1814.

(4) *Journal de la Moselle*, 5 septembre 1814. — Arch. dép. Moselle, 3 P 3, lettre du ministre des Finances au préfet, 12 septembre 1814. Le ministre de l'Intérieur avait répondu favorablement le 23 août.

(5) Arch. dép. Moselle, R 419. Lettre du préfet aux banquiers, 12 août 1814.

(6) *Ibid.*, lettre du préfet à Delcroix, fondé de pouvoirs du receveur général, 16 août.

pouvait avoir dans l'armée des répercussions déplorables⁽⁷⁾. M. de Vaublanc répondit par une lettre ironique, mais le receveur général resta sur ses positions⁽⁸⁾. Le mois d'août touchait alors à sa fin, sans que l'avenir financier du département eût été éclairci. Aucune liquidation n'avait pu intervenir, et les difficultés allaient se prolonger encore plusieurs mois : encore en septembre, le préfet n'avait pu rembourser les avances qui lui avaient été consenties, et le passage de 600 Russes convalescents, le retour des prisonniers français rentrant de Russie, l'obligeaient à de nouvelles dépenses qu'il ne savait comment couvrir⁽⁹⁾. Du moins un progrès avait-il été réalisé, car, depuis la fin d'août, une commission s'occupait de la liquidation des réquisitions de 1813 et de 1814.

VI. — LA COMMISSION DE LIQUIDATION DE LA MOSELLE AVANT LES CENT JOURS

Le point de départ de la liquidation qui intervint dans chaque département à partir de la fin d'août 1814, est l'arrêt du Conseil d'Etat du 13 juin précédent. C'est alors qu'il fut décidé que les bons de réquisition seraient admis au paiement des contributions extraordinaires de 1813 et de 1814. On voit donc qu'il ne s'agissait nullement d'un règlement général des fournitures, car un grand nombre de contribuables étaient créanciers pour une somme infiniment supérieure à celle dont ils étaient redevables envers l'Etat au titre des centimes additionnels qu'avaient établis les décrets des 11 novembre 1813 et 9 janvier 1814. D'autre part, dans son arrêté du 24 juin, le préfet de la Moselle limita le système de compensation aux bons correspondant, du moins pour les fournitures aux Alliés, à des réquisitions postérieures au 23 avril⁽¹⁰⁾. Il est vrai qu'une lettre du baron Louis, en date du 26 juillet, vint supprimer cette restriction, en précisant toutefois que la nourriture et le logement des troupes cantonnées dans les villages formaient une charge de guerre non remboursable⁽¹¹⁾. Les livraisons aux magasins établis dans quelques centres restaient seules matière à compensation.

Quand il se décida à suspendre la perception de la taxe supplémentaire du 25 juin, M. de Vaublanc proposa au ministre de payer toutes les réquisitions avec les fonds qu'allaient donner les contributions extraordinaires de 1813 et de 1814⁽¹²⁾. Il préconisa donc une extension toute nouvelle du système institué par l'arrêt du Conseil d'Etat, et sa pensée se rencontra cette fois avec celle du gouverne-

(7) *Ibid.*, lettre du receveur général au préfet, 27 août.

(8) *Ibid.*, lettre du préfet au receveur général, 29 août.

(9) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Lettre du préfet au ministre des Finances, 22 septembre 1814.

(10) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Arrêté du 24 juin 1814, lettre du préfet au ministre des Finances du 16 juillet.

(11) *Ibid.*, lettre du ministre des Finances au préfet, 26 juillet.

(12) *Ibid.*, lettre du préfet au ministre des Finances, 1^{er} août.

ment. Une circulaire du ministre de l'Intérieur, en date du 6 août, prescrivit de constituer dans chaque département une commission de liquidation, et annonça que les sommes à percevoir sur les centimes supplémentaires établis par l'Empire seraient réservées à cet objet ⁽¹³⁾. La loi des finances du 23 septembre 1814 vint confirmer cette décision, par l'article 6 de son titre II : « Les contributions extraordinaires de 1813 et de 1814 demeurent affectées au paiement des réquisitions et des fournitures faites pour les armées ». L'article 7 ajoutait que « toutefois, pour les départements qui ont été le théâtre de la guerre, ou qui auraient été occupés par les troupes alliées, les pertes dûment constatées seront prises en considération, et il leur sera accordé tous dégrèvements nécessaires ». Ces textes écartaient l'idée de la solidarité nationale devant les pertes causées par l'invasion, et il semble qu'aucun député n'ait cherché à reprendre, lors de la discussion du budget, la proposition Riboud. Les débats furent pourtant fort animés, mais l'attention de la Chambre était presque entièrement concentrée sur le titre III de la loi, qui concernait l'arriéré, et où se trouvait proposée la vente de 300.00 hectares de bois domaniaux. Cette mesure fut finalement adoptée, en dépit d'une vive résistance de la minorité, et la question des réquisitions resta dans l'ombre, comme si elle n'avait qu'un intérêt purement local ⁽¹⁴⁾.

Une proclamation du 27 août, signée de M. de Vaublanc, avait déjà averti les contribuables de la Moselle du nouveau mode de paiement des fournitures. Elle fut bientôt complétée par une instruction du 9 septembre, adressée aux maires, qui reçurent en outre une circulaire préfectorale datée du 16 novembre ⁽¹⁵⁾. Ces documents leur prescrivaient de dresser des états de réquisition, et les avertissait de ne pas essayer de dissimuler sous une autre apparence les fournitures faites, à domicile, aux soldats que chaque habitant avait dû loger. M. de Vaublanc observait aussi que certaines communes s'étaient partagé les coupes de bois sans autorisation, afin d'indemniser leurs habitants, et que, dans ce cas, certains villages, loin d'avoir souffert de l'invasion, en avaient tiré profit, ce qui leur enlevait tout droit à l'application de l'arrêt du 13 juin.

Pendant que les maires réunissaient les pièces comptables, la commission de liquidation avait commencé ses travaux. Elle se composait de cinq membres, conseillers de préfecture et notables désignés par le préfet, qui se réunirent pour la première fois le 22 août 1814 ⁽¹⁶⁾. Elle eut à examiner un grand nombre de cas d'espèce, et ses décisions furent presque toujours inspirées par un sévère esprit d'économie. C'est ainsi que, lorsque le manufacturier Seillière lui réclama 53.810 francs pour les draps que son établissement de Pierrepont avait fournis aux Hessois, elle exigea communication de ses livres

(13) Arch. dép. Meurthe, 97 R.

(14) MARION (M.), ouvrage cité, IV, p. 379 et ss.

(15) Arch. dép. Moselle, R 419. Texte imprimé des instructions préfectorales des 9 septembre et 16 novembre 1814.

(16) Arch. dép. Moselle, R 367, 22 août 1814.

de fabrique et des conditions de ses marchés, afin de vérifier l'aunage et le prix des livraisons. Elle ne consentit finalement qu'à lui attribuer 42.618 francs ⁽¹⁷⁾.

On trouve de nombreux exemples de la sévérité de la commission : le pépiniériste Simon avait eu des arbres coupés lors de la mise en défense de la place de Metz ; il fut débouté de sa demande de 6.681 francs d'indemnité et renvoyé devant le Génie militaire ⁽¹⁸⁾. Une décision analogue fut prise à l'égard d'un pépiniériste dont la maison avait été brûlée et l'établissement dévasté ⁽¹⁹⁾. Lorsqu'un receveur de l'enregistrement de Relling réclama une indemnité pour perte d'un cheval que les Alliés lui avaient confisqué en janvier 1814, il lui fut répondu d'adresser sa réclamation à son administration, car c'est en exécutant ses ordres qu'il avait éprouvé cette perte ⁽²⁰⁾. C'est en vain que le sous-préfet de Sarreguemines demanda le remboursement des chevaux et des voitures enlevés à ses administrés : la commission déclara qu'il s'agissait là de pertes de guerre non remboursables ⁽²¹⁾. Des paysans avaient dû conduire, pendant trois mois, des voitures de réquisition d'un village à l'autre : l'indemnité de 91 francs qu'ils réclamaient fut refusée ⁽²²⁾. Le geôlier de la maison d'arrêt de Metz ne put rien obtenir pour les frais de nourriture d'officiers russes qui avaient été confiés à sa surveillance ⁽²³⁾. A plus forte raison, un batelier qui réclamait une indemnité de 1.500 francs parce que ses bateaux avaient été inutiles pendant trois mois dans la place de Thionville, fut-il débouté de sa demande ⁽²⁴⁾. L'idée de compenser un manque à gagner eût semblé extraordinaire à la commission de 1814, qui n'imaginait certes pas les progrès qu'accomplirait en un siècle l'idée de la solidarité nationale.

Les exemples de réduction ne furent pas rares : un apothicaire de Sarreguemines demandait 7.159 francs, et le jury médical de Metz réduisit son mémoire à 3.579 francs ! ⁽²⁵⁾ Israël Hayem, qui avait ravitaillé la garnison française de Magdebourg lors de son passage à Thionville, réclamait 34.000 francs, sur lesquels le rabais fut de 2.000 francs ⁽²⁶⁾. Mais les cas les plus curieux furent ceux des communes qui présentaient des états récapitulatifs au nom de leurs habitants : la commission, conformément aux ordres du préfet, eut soin de s'enquérir, auprès du conservateur des Eaux et Forêts, des dévastations qui avaient été commises dans les bois. Elle évalua la valeur des coupes irrégulières que les habitants avaient pu faire, et en retrancha le montant du total de leurs réclamations. On vit ainsi la

(17) *Ibid.*, 30 août et 9 septembre 1814.

(18) *Ibid.*, 2 septembre 1814.

(19) *Ibid.*, 7 septembre 1814.

(20) *Ibid.*, 7 septembre 1814.

(21) *Ibid.*, 9 septembre 1814.

(22) *Ibid.*, 6 octobre 1814.

(23) *Ibid.*, 10 octobre 1814.

(24) *Ibid.*, 26 octobre 1814.

(25) *Ibid.*, 11 janvier 1815.

(26) *Ibid.*, 14 janvier 1815.

commune de Hombourg ne recevoir que 925 francs au lieu de 7.257 qu'elle réclamait, et celle de Cattenom, qui présentait un total s'élevant à 41.000 francs, le vit ramener à 18.000 francs, dont la déduction des coupes de bois ne laissa que 1.600 !⁽²⁷⁾ On vit même des villages entièrement rayés de la liquidation : Haute et Basse-Ham avaient réclamé 8.700 francs, or la valeur des bois partagés y atteignait 10.000 francs !⁽²⁸⁾ Telle décision déjà prise fut annulée ultérieurement pour punir les habitants des délits forestiers qu'ils avaient commis⁽²⁹⁾. La commission rejeta impitoyablement les demandes qui n'étaient pas appuyées par des pièces régulières : tel fut le cas de celle de Maizières-lès-Metz, qui s'élevait à 21.100 francs⁽³⁰⁾. Cette sévérité était peut-être excessive, car les habitants n'avaient pas toujours pu obtenir des bons de réquisition conformes aux modèles de l'administration, et mille irrégularités n'avaient pu être évitées. Il suffit de noter que beaucoup de pièces étaient rédigées en langue russe pour comprendre qu'il ait été difficile aux villageois de présenter des certificats en règle⁽³¹⁾.

Il restait à la commission à prendre des décisions sur quelques demandes d'un ordre différent : les percepteurs de l'arrondissement de Sarreguemines réclamèrent les sommes qui leur étaient dues pour l'établissement des rôles de l'impôt du 25 juin 1815, qui n'avait jamais été levé⁽³²⁾. C'est en vain que le préfet leur citait comme un bel exemple de désintéressement la conduite de leurs collègues de Briey, qui n'avaient rien demandé. La commission appuya leurs réclamations et pensa à y satisfaire par le fonds des non-valeurs. D'autre part, le préfet avait admis que les quittances de l'emprunt de 50.000 francs que les Alliés avaient perçu à Sarreguemines seraient admises au paiement des contributions extraordinaires de 1813 et de 1815, mais il se refusa à toute autre compensation⁽³³⁾. La commission avait bien envisagé un système de remboursement complet de l'emprunt, mais aucune décision n'intervint dans ce sens, en dépit des protestations des contribuables⁽³⁴⁾.

La commission avait déjà examiné la plupart des affaires qui lui furent soumises lorsque survint la crise des Cent Jours, qui n'arrêta, d'ailleurs, pas complètement son activité. Le nombre des décisions était alors de 980, et il n'en restait qu'une soixantaine à prendre, la

(27) *Ibid.*, 9 novembre et 31 décembre 1814.

(28) *Ibid.*, 10 novembre 1814.

(29) *Ibid.*, 14 février 1815, cas de Goin.

(30) *Ibid.*, 10 décembre 1814.

(31) Arch. dép. Moselle, 3 P 3 ; un employé de la préfecture fut chargé de traduire les bons rédigés en russe.

(32) *Ibid.*, lettre du préfet au sous-préfet de Sarreguemines, 18 novembre 1814. Le 15 avril 1816, les percepteurs réclamaient encore leurs remises, soit 1.049 francs.

(33) *Ibid.*, lettre du préfet au sous-préfet de Sarreguemines, 29 octobre 1814. Les porteurs de quittances à l'emprunt de 50.000 francs auraient voulu les faire accepter même pour le paiement des contributions ordinaires. M. de Vaublanc s'y opposa.

(34) Arch. dép. Moselle, R 367, 1^{er} octobre 1814.

plupart sans importance. Dès le début de 1815, il avait été possible de donner quelques indications sur l'étendue de la dette départementale : elle montait à 3.059.000 francs, somme considérable puisque le montant de la contribution foncière de la Moselle ne s'élevait en principal qu'à 1.900.000 francs⁽³⁵⁾. Or, les centimes extraordinaires de 1813 et de 1814, affectés aux dépenses de cet ordre, ne pouvaient donner que 2.458.000 francs : un déficit de 600.000 francs environ restait à envisager. Bien entendu, le règlement était facile pour ceux qui pouvaient compenser par les bons de réquisition une part importante de leurs impôts supplémentaires. Mais il y avait bon nombre de gros fournisseurs à qui l'Etat était loin de pouvoir réclamer autant qu'il leur devait. C'est ainsi que la compagnie Hettier avait vu ses livraisons faites en avril et mai 1814 aux magasins de Metz et Mars-la-Tour liquidées à 103.000 francs, que le boucher Haas avait livré en mars 23.000 francs à la garnison du chef-lieu⁽³⁶⁾. Lorsque les créances s'élevaient à des sommes aussi considérables, la compensation des fournitures par les contributions était loin d'être réalisée, alors qu'elle l'était presque complètement en ce qui concerne les réquisitions totalisées par communes.

Or le ministère des Finances n'avait mis à la disposition du préfet de la Moselle que des fonds insuffisants, qui ne correspondaient nullement aux sommes qui restaient à recouvrer sur les centimes de 1813 et de 1814. Le crédit ouvert le 31 août 1814 ne montait qu'à 250.000 francs⁽³⁷⁾. Encore avait-il fallu pour l'obtenir une démarche personnelle du receveur général Possel à Paris⁽³⁸⁾. Ces fonds ne devaient être prélevés que sur les contributions payées après la fin d'août, car le ministre avait déjà centralisé au trésor celles qui étaient rentrées les mois précédents : cette disposition suscita les plaintes de M. de Vaublanc, qui écrivit au baron Louis pour lui montrer qu'elle rendait illusoire l'ouverture de crédits qu'il avait consentie. En six semaines, en effet, il ne rentra que 6.000 francs de centimes arriérés, car les contribuables ne se pressaient pas de payer, retenus qu'ils étaient par l'espoir de faire admettre leurs bons de réquisition, plus ou moins réguliers, en compensation de tous leurs impôts⁽³⁹⁾. Le ministre resta sourd aux réclamations du préfet, qui dut s'excuser plusieurs fois auprès de fournisseurs des retards apportés au règlement de leurs créances⁽⁴⁰⁾. On comprend que, dans ces conditions, il soit resté près de 1.200.000 francs de dettes impayées au moment où la crise des

(35) Arch. dép. Moselle, R 418, tableau dressé le 17 février 1816.

(36) Arch. dép. Moselle, R 367, 6 octobre et 10 novembre 1814.

(37) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Lettre du préfet au ministre des Finances, 22 septembre 1814. Autre lettre du 16 août.

(38) Arch. dép. Moselle, R 419. Lettre du receveur général au préfet, 27 août 1814.

(39) Arch. dép. Moselle, 3 P 3. Lettre du ministre des Finances au préfet, 27 septembre 1814 ; lettre du préfet au ministre, 29 octobre, et réponse du 9 novembre.

(40) *Ibid.*, lettre du préfet au manufacturier Seillière, 15 octobre 1814. Par une circulaire qu'il adressait aux maires, le 10 octobre, M. de Vaublanc leur décrivait ses embarras, en s'excusant.

Cent Jours vint remettre en question tout ce qui avait été fait depuis un an. Quant aux frais d'entretien des malades qui avaient été soignés dans les hôpitaux civils et aux réquisitions de chevaux ordonnées en 1813 par l'autorité militaire française, le règlement en avait été laissé à la charge du ministère de la Guerre, et il était loin d'être terminé au printemps de 1815. Au moment où une nouvelle invasion allait menacer les départements de l'Est, les maux qu'avait causés la première étaient loin d'être entièrement guéris. Il était même déjà certain que de nombreuses charges ne seraient jamais compensées, puisque l'idée d'une réparation intégrale des dommages qu'avait amenés la guerre fut écartée sans débats.

VII. — LES PREMIÈRES TENTATIVES DE LIQUIDATION DANS LA MEURTHE

La situation financière de la Meurthe se trouvait, au lendemain de l'évacuation du territoire national, profondément différente de celle de la Moselle. Alors que dans ce dernier département les Alliés n'avaient levé que deux emprunts forcés, dont le montant n'atteignait pas 75.000 francs, la Meurthe avait dû leur verser une somme vingt-cinq fois supérieure. Une partie des fournitures avait donc pu être payée, et il ne pouvait être question d'établir un supplément d'impôt analogue à celui que prévoyait l'arrêté pris le 25 juin par M. de Vaulblanc. Le préfet de Nancy, M. de Mique, se trouvait disposer de fonds assez considérables pour ordonner, au mois de juin 1814, que les piétons, employés par les subdélégués pour la transmission des ordres depuis l'invasion, recevraient des indemnités prélevées sur l'emprunt de 300.000 francs ⁽⁴¹⁾. La perception de la taxe de guerre de 4.500.000 francs continua, d'ailleurs, après le départ des armées étrangères, du moins jusqu'à l'arrivée des instructions ministérielles datées du 27 juillet.

L'ambition des contribuables de la Meurthe était d'obtenir le remboursement des sommes qu'ils avaient été contraints de verser depuis six mois. Le Conseil général avait déjà demandé au comte d'Alopeus l'annulation de la taxe de guerre : il reprit le même vœu lors de sa session ordinaire du mois d'octobre 1814. Il demanda à l'unanimité, dès sa première séance, que le fardeau des réquisitions soit reconnu dette de l'Etat et réparti également entre tous les départements ⁽⁴²⁾. Mais il insista surtout pour obtenir l'annulation des obligations qui avaient été remises en paiement à des fournisseurs et souscrites par les plus riches contribuables, autorisés à ne verser en numéraire qu'un quart de leur taxe. Le préfet objecta que le ministre avait déjà décidé que les obligations, dont le montant atteignait 414.000 francs, étaient valables, et que leurs souscripteurs devraient les acquitter au jour fixé pour l'échéance ⁽⁴³⁾. Les termes formels de la lettre ministé-

(41) Arch. dép. Meurthe, 111 R. Lettre du préfet du 18 juin 1814.

(42) Arch. dép. Meurthe, Conseil général, 15 octobre 1814.

(43) *Ibid.*, 18 octobre.

rielle du 31 août avaient même conduit plusieurs fournisseurs, porteurs d'obligations, à en poursuivre le recouvrement par voie de protêt : mais les signataires avaient laissé protester sans s'acquitter de cette taxe qu'ils déclaraient illégale⁽⁴⁴⁾. Le Conseil général, composé de notables dont plusieurs étaient certainement intéressés en cette affaire, défendit la cause de l'annulation avec insistance. Dans une requête qu'il adressa au Roi le 21 octobre⁽⁴⁵⁾, il osa prétendre que cette mesure s'imposait d'autant plus que certains n'avaient rien payé sur les 4.300.000 francs, « parce qu'ils avaient trouvé dans l'illégalité et l'énormité de cette taxe une raison de s'y refuser entièrement, ou parce que leur qualité de grand propriétaire leur avait donné le crédit de s'y soustraire ». De la part d'une assemblée composée de personnalités le plus souvent très fortunées, cette accusation était assez singulière. En outre, le Conseil observait que le produit de la taxe était destiné à payer des fournisseurs qui n'avaient pas eu grand mérite en plaçant leur confiance dans l'administration, car leur empressement était intéressé. Les circonstances leur avaient permis de passer des marchés à des prix fort avantageux, dont la réduction s'imposait.

Enfin, le Conseil général de la Meurthe faisait observer que la dette des réquisitions serait légère si toute la France la supportait, écrasante si on la laissait peser sur les seuls départements envahis. Il lui semblait inadmissible d'exclure en quelque sorte la Meurthe du royaume, de ne pas regarder ses charges comme une dette publique, d'autant plus que la plupart des marchés avaient été conclus lors du départ des troupes alliées, bien après le retour des Bourbons. Ayant ainsi fait appel à l'esprit de justice, le Conseil s'adressait au cœur du Roi, dont la bonté ne pouvait accepter de laisser écraser un des premiers départements qui se fût réfugié sous sa protection⁽⁴⁶⁾. Le Conseil reconnaissait, d'ailleurs, que l'annulation des obligations ne soulagerait pas ceux des contribuables qui avaient déjà versé leur dû ; c'est pourquoi il demandait que les quittances de la taxe fussent acceptées en paiement des contributions extraordinaires de 1813 et de 1814, en attendant que des circonstances favorables permettent d'accorder aux Meurthois une compensation plus complète. Pour émouvoir davantage le gouvernement, le Conseil affirmait que le logement et la nourriture des troupes, charges de guerre non remboursables, n'avaient pas absorbé moins de six millions de francs, et que le système de l'impôt progressif adopté par les Alliés avait abouti à d'effrayantes inégalités.

(44) Arch. dép. Meurthe, 97 R, dossier des obligations non acquittées en 1814.

(45) Arch. dép. Meurthe, Conseil général, 21 octobre.

(46) On sait que le comte d'Artois, venant de Vesoul, s'établit à Nancy le 19 mars 1814. Il reçut aussitôt la visite du conseil municipal et du lieutenant de police qu'avait nommé d'Alopeus, l'avocat royaliste Mique, futur préfet de la Meurthe. Cf. PFISTER (Chr.), ouvrage cité, p. 183.

L'abbé de Montesquiou, ministre de l'Intérieur, n'était pas favorable à l'annulation des obligations, mais il consentit à laisser à la commission chargée de liquider les dépenses de 1814 le soin de prendre une décision⁽⁴⁷⁾. Or, cette commission, composée, comme celle de la Moselle, de quatre notables et d'un conseiller de préfecture, ne s'engagea pas dans la politique de stricte économie qui fut pratiquée à Metz. Le 30 novembre 1814, elle prit la décision de rembourser la totalité des sommes qui avaient été perçues par ordre des Alliés⁽⁴⁸⁾. Pour obtenir les fonds nécessaires, elle prévoyait l'établissement, pour les deux années à venir, des centimes additionnels déjà perçus en 1813 et 1814. Le caractère d'impôt progressif de la mesure prise par le comte d'Alopeus était la raison déterminante de cette décision. Le préfet conseilla au ministre de ratifier le vœu de la commission, sans dissimuler qu'il le désapprouvait, car il le jugeait susceptible de favoriser contre l'administration la résistance d'un petit nombre d'individus, pourtant les plus en état de faire un sacrifice⁽⁴⁹⁾. « S'ils eussent été sous la puissance des Alliés, ajoutait-il, ils auraient donné sans hésiter le double pour garantir leur fortune qu'ils ont retrouvée intacte ». M. de Mique, tout royaliste qu'il fût, ne cachait pas que si la commission et le Conseil général avaient voulu remplacer la taxe par une imposition locale, c'était pour diminuer les charges de la classe la plus riche et les reporter sur la moins aisée. Il avouait que la perception des centimes sur deux années amènerait un retard dans la liquidation. S'il concluait pourtant en faveur de l'approbation, c'est qu'il redoutait d'entrer en conflit avec ces notables qui, dans un département aussi patriote que la Meurthe, représentaient l'élément le plus important du parti royaliste.

Le système proposé par la commission de liquidation de la Meurthe était contraire à l'article 6 de la loi des finances. C'est pourquoi l'abbé de Montesquiou, ministre de l'Intérieur, refusa de la ratifier, en dépit des avis qu'avait émis, d'ailleurs sans conviction, le préfet Mique. Une lettre ministérielle du 4 février 1815 vint donc renverser tout ce qui avait été fait à Nancy depuis quatre mois⁽⁵⁰⁾. Elle s'appuyait sur l'exemple des départements voisins ; ne liquidaient-ils pas les réquisitions avec ce qui restait à percevoir des centimes de 1813 et de 1814 ? Elle déclarait inadmissible de vouloir rembourser aux contribuables une somme de 1.963.000 francs et d'arriver à charger le département d'une dette de 4.659.000 francs, ainsi que l'avait fait, dans sa générosité, la commission nancéienne. La seule mesure possible, ajoutait le ministre, était d'admettre les quittances des impôts extraordinaires au paiement des contributions supplémentaires, et d'annuler les obligations non payées. Ainsi fut fait, au bénéfice

(47) Arch. dép. Meurthe, 97 R. Lettre de Montesquiou au préfet, 30 novembre 1814.

(48) *Ibid.*, lettre de Montesquiou au préfet, 4 février 1815.

(49) *Ibid.*, lettre du préfet à Montesquiou, 21 décembre 1814.

(50) *Ibid.*, lettre de Montesquiou au préfet, 4 février 1815.

exclusif des riches contribuables qui se trouvèrent ainsi n'avoir versé que le quart de leur dû et qui échappèrent par conséquent à la progression de la taxe de guerre. Ce n'est, d'ailleurs, que le 16 septembre 1816, avec un an et demi de retard, qu'un arrêté préfectoral vint confirmer définitivement cette annulation⁽⁵¹⁾. Les fournisseurs qui avaient reçu en paiement ces obligations, désormais sans valeur, redevinrent donc, de créanciers des particuliers, créanciers du département, dont la situation financière se trouva obérée d'une dette de 400.000 francs que l'administration avait d'abord cru éteinte.

D'autre part, la lettre ministérielle du 4 février 1815 s'élevait contre la procédure suivie par la commission dans toutes ses opérations de liquidation. Elle rejetait de la catégorie des dettes départementales des dépenses qu'elle y avait comprises, par exemple 5.000 francs de frais de magasinage, 10.000 francs pour frais de logement et de table d'officiers — c'était là, disait le ministre, des charges de guerre non remboursables. Une indemnité de 60.000 francs que la commission avait accordée à des maîtres de poste pour frais de transport d'officiers alliés était rayée comme incompréhensible, puisque les officiers disposaient de leurs propres montures. Le ministre consentait à payer 34.000 francs pour solde de l'équipement des gardes d'honneur, 118.000 francs pour l'organisation des gardes nationales à la fin de 1813. Il refusait de ratifier le versement de 1.912.000 francs à titre d'indemnités pour les dégâts commis par les troupes et pour diverses pertes non constatées, car il ne s'agissait — c'est toujours le même argument — que de maux inévitables de la guerre. En résumé, la lettre ministérielle affirmait que les dettes du département de la Meurthe ne montaient qu'à 1.066.000 francs et qu'il était facile de les éteindre, puisque les centimes additionnels de 1813 et de 1814 s'élevaient à la somme de 1.560.000 francs. Il resterait donc un crédit de 494.000 francs qui permettrait d'accorder diverses compensations aux propriétaires les plus éprouvés. Une ordonnance royale du 24 février 1815 vint, d'ailleurs, préciser pour la Meurthe l'application du système envisagé par la circulaire ministérielle du 6 août précédent, et lui accorder un crédit équivalent aux sommes à percevoir au titre des contributions extraordinaires établies par l'Empire. On rentrait donc dans la règle, mais tous les travaux qu'avait accomplis la commission de liquidation depuis le mois de septembre se trouvaient rendus inutiles. Au moment où s'ouvrit la crise des Cent Jours, le règlement définitif des réquisitions de 1813 et de 1814 se trouvait donc encore moins avancé dans la Meurthe que dans la Moselle, mais les fonds obtenus un an auparavant par les Alliés avaient pourtant permis de verser à la plupart des gros fournisseurs des acomptes considérables.

(51) *Ibid.*, arrêté du comte de Kersaint, préfet de la Meurthe, 16 septembre 1816.

DEUXIEME PARTIE

L'invasion de 1815 et la liquidation définitive

I. — LES CENT JOURS EN MOSELLE

Le paiement des réquisitions de 1813 et de 1814 était loin d'être terminé au moment où le retour de Napoléon I^{er} vint faire peser de nouvelles charges sur les populations de l'Est. Avant la chute du gouvernement royal, le Conseil général de la Moselle, convoqué en session extraordinaire, avait entendu, au cours de sa séance du 15 mars 1815, un rapport du préfet, M. de Vaublanc, sur la situation financière du département : il n'y avait pas assez d'argent à la recette générale pour assurer toutes les dépenses, et notamment pour payer la solde⁽⁵²⁾. C'est pourquoi le Conseil invita les contribuables à s'acquitter au plus tôt de leurs impôts. Il leur rappela que, lors des troubles suscités par la Ligue, Metz était demeurée fidèle à Henri IV ; il les invita à former des corps de volontaires nationaux, pour défendre la cause du souverain légitime, et leur annonça, à titre d'exemple, que les conseillers généraux s'étaient empressés d'acquitter d'avance leurs contributions. Les séances suivantes de l'assemblée départementale furent occupées par les préparatifs de résistance à l'usurpateur. Des marchés furent passés pour l'équipement des volontaires, au prix de 21 francs l'habit, de 15 francs le pantalon, de 4 fr. 50 la paire de chaussures⁽⁵³⁾. Comme les caisses du payeur de la division se trouvaient vides, le Conseil invita M. de Vaublanc à procéder comme en 1814, à convoquer les négociants pour les engager à émettre des effets à terme, payables en plusieurs échéances, jusqu'à concurrence de 150.000 francs. Leur remboursement devait être assuré par les contributions directes et indirectes à percevoir dans l'année⁽⁵⁴⁾. Le 21 mars, le Conseil demanda encore au préfet de réunir les cent chevaux que demandait le commandant de la 3^e division militaire et de les payer en bons à valoir sur les rentrées d'impôts. Ce fut la dernière intervention financière des notables royalistes de la Moselle, qui durent bientôt s'incliner devant les nouvelles de Paris, devant l'entraînement des troupes et des populations en faveur de Napoléon⁽⁵⁵⁾.

Une nouvelle période commença alors, au lendemain du départ de M. de Vaublanc, qui alla rejoindre Louis XVIII à Gand, et après l'arrivée d'un nouveau préfet, nommé par l'Empereur, le baron Ladoucette. La Moselle vit alors se réunir sur son territoire le 4^e corps d'armée, placé sous le commandement du général Gérard. Des trou-

(52) Arch. dép. Moselle, Conseil général, 15 mars 1815.

(53) *Ibid.*, 20 mars, traités avec les négociants Paixhans et Pierson pour une centaine d'équipements.

(54) L'ordonnance royale du 14 mars 1815 autorisait cette procédure.

(55) Pour l'histoire de la Moselle lors des Cent Jours, voir notre thèse principale, I, chapitre VIII, paragraphe 7.

pes logèrent chez l'habitant, avant de s'éloigner vers le nord-ouest, pour former une partie de l'armée que Napoléon en personne allait lancer sur la Belgique. On leva dans le département quatorze bataillons de gardes nationales d'élite, que renforcèrent encore des bataillons organisés dans les Vosges et dans la Meurthe⁽⁵⁶⁾. L'autorité dut prendre de nombreuses mesures de défense nationale : c'est ainsi que, dès le 3 avril, un arrêté préfectoral enjoignit de réunir trois mois d'approvisionnements de siège dans les places du département, en prélevant les vivres nécessaires à chaque ville sur les cantons les plus proches⁽⁵⁷⁾. Ordre fut donné d'abattre aux environs de Vaux 26 hectares de bois, afin de pouvoir mettre en état les abords de la place de Metz⁽⁵⁸⁾. Puis commencèrent, dès la fin d'avril, les réquisitions de main-d'œuvre : un jour, ce sont 350 ouvriers et 20 voitures qui sont demandés pour le chef-lieu ; un autre jour, 780 travailleurs supplémentaires sont convoqués⁽⁵⁹⁾. L'administration des poudres et salpêtres obtint l'autorisation de réquisitionner les bois d'aulne et de bourdaine nécessaires à ses fabrications⁽⁶⁰⁾. Les communes durent fournir 170 chevaux pour le service de l'artillerie ; l'école des mines de Geislautern, qui se trouvait aux environs de Sarrebruck, reçut l'ordre de livrer à Metz 45.000 quintaux de houille, tandis que les salines de Dieuze devaient y expédier 2.000 quintaux de sel⁽⁶¹⁾. Au début de juin, les mines domaniales de la Sarre furent encore invitées à fournir 30.000 quintaux de houille⁽⁶²⁾. En même temps, d'importants travaux de fortification de campagne étaient entrepris dans le département, et le nombre des travailleurs requis pour ces chantiers, que dirigeaient des ingénieurs et des conducteurs des Ponts et Chaussées, fut de plus de 4.000. Une solde de 2 à 4 francs par jour leur était garantie⁽⁶³⁾. Ainsi devait être constituée une ligne de défense continue, comprenant une quarantaine de redoutes échelonnées sur tous les points de passage entre Longuyon et Sarrethalbe, parallèlement à la frontière. Cette idée a été reprise, d'ailleurs, de nos jours, et beaucoup des ouvrages de fortification que le Génie édifie à l'heure actuelle occupent, à peu de chose près, les sites des redoutes de 1815.

La réunion des approvisionnements de siège des places entraîna des charges considérables. Le parc de Metz comprit, par exemple, 763 têtes de gros bétail fournies par les communes de la Moselle et près de 400 livrées par celles de la Meurthe⁽⁶⁴⁾. On réunit dans les magasins assez de fourrages pour nourrir ce troupeau jusqu'au mois de février 1816, date à laquelle l'on procéda à sa dispersion. La plu-

(56) Arch. dép. Moselle, R 272-284.

(57) Arch. dép. Moselle, 11 K2, arrêté préfectoral du 3 avril 1815.

(58) *Ibid.*, arrêté du 26 avril.

(59) *Ibid.*, arrêtés des 27 avril et 5 mai.

(60) *Ibid.*, arrêté du 9 mai.

(61) *Ibid.*, arrêtés des 19 mai, 26 mai.

(62) *Ibid.*, arrêté du 9 juin.

(63) *Ibid.*, arrêtés des 25 mai et 5 juin.

(64) Arch. dép. Moselle, R. 411.

part des villes se trouvèrent, grâce au dévouement des populations et aux mesures énergiques de l'autorité, en état de subir un siège de six mois ⁽⁶⁵⁾. Le ministère de la Guerre eut ainsi à payer, dans un seul département, des créances dont le total atteignit 1.900.000 francs environ ⁽⁶⁶⁾. Les places de Metz et de Thionville avaient absorbé près de la moitié des vivres réunis ; venaient ensuite, par ordre d'importance, Longwy, Sarrelouis, Bitché. L'approvisionnement de Rodemack et de Sierck, qui devaient se défendre à l'abri de leurs murailles médiévales, n'avait nécessité que quelques milliers de francs ⁽⁶⁷⁾.

Les fournitures avaient été faites soit par les communes, solidairement responsables des réquisitions, soit par marchés. Les créances de la première de ces catégories s'élevaient à plus de 1.200.000 francs, dont 122.000 avaient pu être acquittés de suite grâce à une partie d'un crédit de 250.000 francs ouvert par le ministère de la Guerre dès le mois de mai 1815. Les fournisseurs et les particuliers avaient reçu de leur côté le reste de cette somme ⁽⁶⁸⁾. Ce n'est pas sans peine que le préfet Ladoucette avait obtenu du gouvernement les fonds indispensables. Le 9 avril, il avait indiqué à Mollien, ministre du Trésor, qu'il lui manquait 1.021.000 francs pour assurer la solde des troupes et le paiement des pensions. Or, les approvisionnements de siège de 1813 étaient loin d'être entièrement payés : le préfet jugeait donc indispensable d'accorder immédiatement des acomptes sur le règlement des nouvelles réquisitions, si l'on voulait rétablir la confiance ⁽⁶⁹⁾. Quelques jours plus tard, il signalait à Carnot, ministre de l'Intérieur, que les magistrats n'avaient pas reçu leurs traitements depuis quatre mois, que le service des enfants trouvés et celui des pensions ecclésiastiques souffraient, car toutes les ressources étaient consacrées à la guerre ⁽⁷⁰⁾. Mollien se lassait de ces incessantes réclamations, et il finit par promettre un nouveau crédit de 600.000 francs pour le paiement des réquisitions ⁽⁷¹⁾. Ladoucette fit part aussitôt de cette décision à ses administrés, dont le zèle, d'ailleurs, n'avait jamais laissé à désirer ⁽⁷²⁾. Ne disaient-ils pas au préfet qu'ils étaient prêts à faire pour Napoléon des livraisons que

(65) *Ibid.*, lettre du commandant de Sarrelouis, 1^{er} juin 1815.

(66) Arch. dép. Moselle, R 410. Etat dressé le 22 novembre 1817.

(67) *Ibid.*, état dressé en février 1818.

(68) Arch. dép. Moselle, 11 K2, arrêté du 1^{er} mai 1815.

(69) Arch. Nat., F⁵ II Moselle 20, lettres de Ladoucette à Mollien et à Carnot, 9 avril 1815.

(70) *Ibid.*, lettre de Ladoucette à Carnot, 21 avril 1815.

(71) *Ibid.*, lettre de Mollien à Carnot, 27 mai 1815.

(72) *Ibid.*, lettres du payeur de la 3^e division à Mollien, 21 mai, et de Ladoucette à Mollien, 7 juin. Le 17 juin, un arrêté préfectoral annonçait que la Moselle avait obtenu un crédit de 600.000 francs, dont une partie seulement fut versée (Arch. dép. Moselle, II K2). Il subsista des difficultés financières assez graves pour que le général Belliard s'efforçât de faire rentrer au plus tôt les sommes dues par les acheteurs des bois vendus en application de la loi du 23 septembre 1814.

jamais les Bourbons n'auraient obtenues ? ⁽⁷³⁾ Le Conseil municipal de Thionville n'avait-il pas garanti le paiement des réquisitions sur les recettes de l'octroi ? L'habillement et l'équipement des gardes nationaux, la formation d'un corps de 300 chasseurs lanciers, la levée de corps francs, en principe équipés à leurs frais, ne se poursuivaient-ils pas concurremment ? ⁽⁷⁴⁾

Mais les circonstances vinrent bouleverser ces projets de liquidation rapide des réquisitions de siège et des dépenses d'armement. Ainsi se trouva constituée une nouvelle dette dont le règlement dura plusieurs années, et la situation de la Moselle en eût déjà été rendue fort difficile, même si les malheurs inséparables de l'invasion n'étaient pas venus s'ajouter aux charges laissées par l'administration impériale.

C'est ce que montrait le préfet Lachadenède dans un rapport qu'il adressa au ministre des Finances le 20 juillet 1816 : les préparatifs de guerre, disait-il, ont excessivement foulé le département de la Moselle, où une grande partie des récoltes a été réquisitionnée pour les places fortes ⁽⁷⁵⁾. En additionnant les fournitures de toute sorte, remboursables ou non par le gouvernement, et la valeur des journées de travail exigées pour la construction des redoutes, le département se trouvait avoir donné un total de 4.160.000 francs, dont la plus grande partie ne pouvait être l'objet d'aucune compensation.

II. — L'INVASION DE 1815 EN MOSELLE

Les Cent Jours ne constituèrent pas la période la plus critique de l'année 1815, parce que les réquisitions qui furent alors exigées restaient évidemment à la charge de l'Etat et ne constituaient point une dette départementale. En outre, dès la fin de juin, les premières colonnes alliées franchirent la frontière et se répandirent dans les régions du Nord-Est encore plus soudainement qu'en janvier 1814 ⁽⁷⁶⁾. Les places fortes se trouvèrent bloquées comme elles l'avaient été l'année précédente, tandis que les campagnes étaient couvertes d'ennemis. Quelques combats furent même livrés en Moselle : Rodemack, par exemple, tint tête au premier effort des Prussiens ⁽⁷⁷⁾, tandis que des détachements de l'armée ou des corps francs patrouillaient aux environs de Metz. Longwy, assiégé par le corps prussien que commandait le prince de Hesse, refusa d'ouvrir ses portes ; les corps

(73) Arch. Nat., F5 II Moselle 21, lettre de Ladoucette à Carnot, 28 avril. Cf. également le rapport du sous-préfet d'Andlau, envoyé en mission à la frontière. D'autre part, une lettre anonyme dénonça au préfet la mollesse du sous-préfet de Briey : son auteur prétendait que la lourdeur des réquisitions faisait regretter les Cosaques et qu'elle permettait à de vils spéculateurs de s'enrichir.

(74) Arch. dép. Moselle, R 280-284. Les corps francs devaient, aux termes du décret du 22 avril 1815, s'équiper à leurs frais, mais au début de juillet une décision du général Belliard, commandant à Metz, leur permet de puiser dans les magasins de la garde nationale.

(75) Arch. dép. Moselle, R 418. Etat dressé le 20 juillet 1816.

(76) Cf. notre thèse principale, I, chapitre VIII, paragraphe 8,

(77) PRUGNEAUX, *Combat de Rodemack*,

francs vinrent, vers la mi-juillet, rompre un instant le cordon d'investissement qui l'entourait, et leur hardiesse permit de ramener dans Metz plusieurs centaines de prisonniers. Puis le blocus reprit, sans que la place, qui avait arboré le drapeau blanc, consentît à se rendre. C'est seulement le 15 septembre qu'un violent bombardement mit fin à sa belle résistance, et que l'acharnement des assiégeants leur permit d'entrer, trois mois après Waterloo, dans cette petite ville à demi-ruinée (78). Pendant ce temps, les autres places fortes restaient aux mains des troupes françaises, en vertu d'une série de conventions signées à la fin de juillet. Leur sort fut donc infiniment plus heureux que celui des campagnes environnantes, qui furent foulées en tous sens pendant cinq mois. C'est seulement à la fin de novembre que Thionville fut remise, conformément aux clauses du traité de Paris, aux Prussiens. Ces derniers devaient l'occuper jusqu'à l'évacuation complète du territoire national, qui intervint trois ans plus tard. Bitche reçut à la même date une garnison bavarroise, tandis que Sarrelouis était évacué, définitivement, par les troupes françaises, qui n'y devaient rentrer qu'en décembre 1918 (79). La Moselle perdit également à cette époque Sarrebruck, seul lambeau du département de la Sarre qui eût été laissé à la France en 1814. Metz eut le privilège de ne jamais subir l'occupation étrangère, et même de n'être traversée par aucune des colonnes alliées qui passèrent dans son voisinage.

Il est inutile d'insister ici sur les douloureuses diminutions de territoire que la France subit en vertu du traité du 20 novembre 1815, en particulier sur la perte de la ville de Sarrelouis, dont la population avait toujours été animée d'un ardent patriotisme. Les conséquences matérielles de l'invasion suffirent à elles seules pour donner les couleurs les plus sombres aux six derniers mois de 1815. Dans son rapport du 20 juillet 1816 (80), le baron Lachadenède signalait que, lors de l'entrée des Alliés, quelques jours après Waterloo, le département qu'il administrait avait été traversé par 200.000 hommes, entrés par Longwy, Thionville et Sarrebruck. En moyenne, ces colonnes avaient parcouru quatre étapes en Moselle avant de gagner l'intérieur de la France, et le préfet comptait que leur nourriture, ainsi que celle de 40.000 chevaux et de 8.000 officiers, avait coûté 2 millions de francs.

A peine le premier flot de l'invasion était-il écoulé que la Moselle eut à entretenir pendant trois mois et demi, du 1^{er} juillet au 15 octobre, un corps d'occupation de 40.000 Russes, commandés par 1.600 officiers dont les frais de table montaient en moyenne à cinq francs par personne et par jour. En même temps, le siège de Longwy retenait 12.000 Prussiens qui avaient complètement épuisé les cantons voisins de la place, notamment ceux d'Audun et de Longuyon.

(78) CLauteaux, *Essai sur l'histoire de Longwy*. Voir aussi le *Journal historique du blocus de Thionville*, rédigé par le général Hugo. Montmédy succomba à la même date que Longwy.

(79) BALTZER (G.), *Historische Notizen über die Stadt Saarlouis*.

(80) Arch. dép. Moselle, R 418. Rapport du 20 juillet 1816.

Les officiers de Frédéric-Guillaume s'étaient montrés particulièrement exigeants, et la misère était telle dans les régions qu'ils avaient foulées que beaucoup d'habitants se trouvèrent réduits à se nourrir de pommes de terre. Au total, cette période de l'occupation alliée n'avait pas coûté au département moins de 12.450.000 francs !

Vint ensuite la retraite vers leurs pays d'origine de la plus grande partie des contingents alliés, car le corps d'occupation allait, à dater de la signature du traité de paix, se trouver réduit à un effectif assez restreint. La Moselle vit alors passer à travers son territoire de nombreuses colonnes prussiennes et bavaoises, les troupes du prince de Nassau et plus de 100.000 Russes, à qui, fort heureusement pour les populations épuisées, le ministre de la Guerre permit de remettre une partie des approvisionnements de siège qui avaient été constitués pendant les Cent Jours⁽⁸¹⁾. Les habitants durent pourtant fournir des suppléments de rations, plus ou moins arbitrairement exigés. En outre, des corps prussiens et bavaois, qui primitivement ne devaient que traverser rapidement le département, y firent un séjour prolongé, dont le but était de contraindre le gouvernement du roi à signer le traité de paix. Ces différents corps, les Prussiens de Bulow et de Thielmann aux environs de Metz, les Bavaois autour de Sarreguemines, ne comprirent pas moins de 82.000 hommes, de 28.000 chevaux et de 3.280 officiers. Dans ces conditions, la retraite du gros des armées alliées entraîna pour la Moselle une charge de 4.557.000 francs, dont le gouvernement avait avancé environ la neuvième partie.

Le 1^{er} décembre 1815 fut le point de départ d'une nouvelle période, celle de l'occupation limitée. Il ne resta dans le département de la Moselle que des contingents relativement faibles, qui ne semblent guère avoir dépassé 15.000 hommes et qui furent progressivement réduits⁽⁸²⁾. Des Prussiens furent cantonnés aux environs de Longwy et de Thionville, ou casernés dans ces deux villes ; des Bavaois furent répartis aux environs de Sarreguemines et dans quelques bourgs de la Lorraine allemande. Un détachement de Cosaques demeura à Courcelles-Chaussey, sur la route de Mayence, pour assurer les communications entre les corps russes de l'intérieur de la France et l'Allemagne. Une compagnie prussienne resta assez longtemps cantonnée à Gorze, au sud-ouest de Metz, dont les environs se trouvaient vides d'ennemis⁽⁸³⁾. Les violences cessèrent, et les rapports furent en général assez bons entre les troupes alliées et les populations de la Moselle. D'ailleurs, au cours de cette période, les entrepreneurs généraux qui avaient passé des marchés avec le ministère durent en principe se charger de l'entretien des armées d'occupation ; des indemnités de logement et de chauffage furent accordées aux habitants pour les soldats non casernés, et le pays n'eut plus guère de charges à supporter. Les dépenses cessèrent d'intéresser l'administration dé-

19 (81) Arch. dép. Moselle, R 419. Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, octobre 1815.

(82) Archives de la Guerre, occupation par les troupes alliées, 1816-1817.

(83) Arch. dép. Moselle, R 419, Pétition des habitants de Gorze, 9 mai 1817,

partementale, et les seuls incidents que l'on puisse encore signaler après le 1^{er} décembre 1815 proviennent des circonstances difficiles que traversa la Moselle, comme tant d'autres départements, lors de la grande famine de 1816-1817. Les fournisseurs des armées alliées continuèrent à procéder à des achats, à des prix fort élevés, dans des régions où la hausse des denrées était déjà inquiétante⁽⁸⁴⁾. Des pay-sans, après au gain, furent tentés de leur réserver leurs produits, et la famine se trouva aggravée par cette concurrence entre les diverses entreprises. Il fallut que des ordres formels du ministère vissent interdire les achats dans les départements les plus durement atteints, et la Moselle était du nombre.

En terminant le rapport d'ensemble qu'il adressa au ministre des Finances le 20 juillet 1816, le préfet Lachadenède indiquait que le total des fournitures diverses assurées par la Moselle entre le 1^{er} avril et le 1^{er} décembre 1815 atteignait une valeur de 23.144.000 francs. Il y comprenait 300.000 francs pour les pertes de chevaux et de voitures, et il y ajoutait encore 762.000 francs pour diverses réquisitions irrégulièrement exigées par les envahisseurs, 160.000 francs pour l'entretien des hôpitaux créés par les Alliés, 470.000 francs pour les dégâts éprouvés par la ville de Longwy lors du bombardement, 273.000 francs pour la destruction du village de Haute-Yutz, destruction ordonnée par le général Hugo qui avait jugé nécessaire de dégager les abords de Thionville, et 111.000 francs pour l'incendie accidentel de Chénières par les Prussiens. On arrivait ainsi à un total de pertes de 24.892.000 francs, chiffre d'autant plus considérable qu'il portait sur une région déjà éprouvée en 1814 et où la liquidation de l'arriéré laissé par la première invasion était loin d'être achevée.

Les charges dont les désastres de 1815 furent la cause pesèrent inégalement sur les divers cantons de la Moselle. Un état récapitulatif dressé par les bureaux de la préfecture permet d'observer que la ville de Metz fut beaucoup plus avantagée que ne le comportaient sa population et sa richesse, ce qui tient évidemment au fait qu'elle n'eut jamais à subir l'occupation ennemie. Des cantons écartés comme ceux de Relling, de Sarrelouis, de Sierck, n'eurent également à supporter que des charges assez faibles, tandis que ceux de Boulay, de Faulquemont, de Sarreguemines, de Longuyon eurent chacun à fournir pour plus d'un million de francs⁽⁸⁵⁾.

L'occupation ne fut pas exempte de certaines violences, qui demeurèrent d'ailleurs parfois verbales. C'est ainsi que le prince de Wrède, en entrant dans Sarreguemines le 24 juin 1815, fit afficher une terrible proclamation contre les corps francs dont il craignait la combativité⁽⁸⁶⁾ : il y menaçait les villages qui leur fourniraient des

(84) *Ibid.*, plaintes de l'arrondissement de Sarreguemines, mai 1817.

(85) Arch. dép. Moselle, R 418. Etat par cantons. Les cantons les plus chargés furent ceux de Faulquemont (1.108.000 francs) et de Sarreguemines (1.050.000 francs). Le 3^e canton de Metz, entièrement urbain, n'eut à fournir que 150.000 francs de marchandises.

(86) Arch. dép. Moselle, R 419. Proclamation imprimée du 24 juin 1815.

hommes ou des vivres, de pillage et d'amendes considérables. Encore trois ans plus tard, en juillet 1817, lorsque les Prussiens vinrent lever des plans dans la banlieue de Metz et que les maires, par ordre du préfet, cherchèrent à s'y opposer, le maréchal Ziethen lança, de son quartier général de Sedan, un avertissement menaçant qui prouvait que l'autorité alliée tenait à avoir le dernier mot dans tous les conflits ⁽⁸⁷⁾. Mais, dans l'ensemble, la conduite des troupes ennemies fut aussi correcte que les circonstances le permettaient. Les Prussiens seuls se montrèrent souvent fort exigeants, surtout dans les environs de Longwy ⁽⁸⁸⁾. Les Russes firent preuve de beaucoup plus de modération, et même parfois d'une certaine délicatesse. C'est ainsi que lorsque le directeur des domaines de Metz accusa le comte d'Alopeus d'avoir voulu mettre la main sur les réserves de houille des mines domaniales de la Sarre et d'avoir cherché à vendre des coupes de bois dans les forêts de l'Etat, le gouverneur général de la Lorraine et du Barrois — qui avait repris en 1815 les fonctions qu'il avait exercées l'année précédente — répondit au préfet que ses intentions avaient été méconnues. Le directeur des mines, disait-il, s'était enfui avant l'arrivée des Alliés, laissant ses établissements livrés à l'anarchie ; l'autorité russe avait donc pris des mesures de conservation, mais, dès le 20 septembre, ordre était donné à l'intendant allié de remettre les houillères à l'autorité française. Le comte d'Alopeus affirmait qu'il avait toujours voulu « concilier les intérêts des puissances alliées et ceux de votre monarque », et il pria le préfet de voir dans l'empressement qu'il apportait à lever toutes les difficultés « une preuve non équivoque du désir qu'il avait d'entretenir la bonne intelligence entre les autorités russes et les autorités françaises » ⁽⁸⁹⁾. D'Alopeus avait d'ailleurs rédigé, lors de son arrivée en France, une proclamation d'un ton fort conciliant ⁽⁹⁰⁾.

L'amabilité relative des chefs de l'armée russe ne suffit pas à épargner aux populations des charges financières considérables. Il n'y eut pourtant aucune levée irrégulière de contributions comme on en avait vu en 1814. Mais, pendant la première période de l'invasion, les autorités alliées se substituèrent aux administrateurs français comme elles l'avaient fait l'année précédente. Sous les ordres du comte d'Alopeus, un colonel russe, le comte Paravicini, porta le titre d'intendant provisoire de la Moselle. C'est en son nom que furent établies les réquisitions, et c'est lui qui fixa les rations quotidiennes des soldats — deux livres de pain, une demi-livre de viande, un quart de légumes, une bouteille d'eau-de-vie pour huit hommes — et de leurs

(87) *Ibid.*, lettre du préfet au ministre de la Guerre, 20 juillet 1817.

(88) Voir notamment les documents cités par ANDRÉ (R.), *L'occupation de la France par les Alliés en 1815*, p. 93, 109.

(89) Arch. dép. Moselle, R 419. Lettre de d'Alopeus au préfet, 20 septembre 1815.

(90) Proclamation du 29 juin 1815, reproduite par le *Moniteur* du 22 juillet. Le procureur général de Nancy reconnaissait, le 15 octobre, que la discipline des Russes avait été irréprochable tant que l'empereur Alexandre avait résidé en France ; mais elle s'était considérablement relâchée après son départ. Cf. ANDRÉ (R.), ouvrage cité, p. 144.

officiers⁽⁹¹⁾. Il fut le représentant des Alliés dans les départements de la Meurthe et de la Moselle, et, comme en 1814, des notables français furent chargés, avec le titre de sous-préfets provisoires, de l'assister dans son administration, du moins jusqu'à la reprise du service par les autorités régulières, qui eut lieu le 12 août, en vertu de la note rédigée le 24 juillet par les représentants des puissances alliées⁽⁹²⁾.

Il y eut ainsi, pendant près d'un mois, des sous-préfets à Sarreguemines, à Faulquemont, à Boulay, à Pont-à-Mousson et à Goin. L'activité de celui qui fut établi dans cette dernière localité, médiocre village situé au sud de Metz, à l'écart des grandes voies de communication, nous est bien connue, grâce à un registre de correspondance et à de nombreuses lettres conservées aux Archives de la Moselle⁽⁹³⁾. Un notable du canton de Verny, futur juge de paix de Louis XVIII, Saget, fut titulaire de ces fonctions⁽⁹⁴⁾. Il fut même chargé, en principe, d'organiser les réquisitions dans la région de Briey, en attendant qu'un sous-préfet y soit nommé, mais en fait il ne se risqua jamais à étendre son action aussi loin de sa résidence⁽⁹⁵⁾. Il se borna aux cantons de Metz *extra-muros*, de Verny et de Gorze. Son premier soin avait été de diviser sa circonscription en grandes communes, à la tête desquelles il plaça des maires centraux, au nombre de dix-huit⁽⁹⁶⁾. Cette organisation rappelait d'assez près les municipalités cantonales de la constitution de l'an III. Alors que le drapeau tricolore flottait encore sur Metz, il invitait ses subordonnés à faire preuve d'un entier dévouement à Louis XVIII, et tandis que le chef-lieu n'avait pas encore traité avec les Russes et que l'on se battait toujours autour de Longwy, il considérait déjà les envahisseurs comme des alliés du souverain légitime.

Saget se montra constamment l'intermédiaire docile du comte Paravicini, qui lui envoyait ses ordres de Faulquemont ou de Pont-à-Mousson. On le vit réclamer aux receveurs des domaines un état des propriétés et des revenus domaniaux, s'efforcer — d'ailleurs en vain — de faire rentrer dans sa caisse centrale les contributions directes du mois de juillet, ordonner la saisie de toutes les feuilles de papier timbré que l'on trouverait chez les fonctionnaires des finances⁽⁹⁷⁾. Mais sa tâche principale fut de s'efforcer avec un zèle louable de régulariser les réquisitions et d'alléger ainsi les charges des populations. Il avait été voir à Pont-à-Mousson le général Essen, commandant d'une division russe qu'il fallait ravitailler, et avait fait une tournée dans le canton de Gorze. Il constata qu'il ne pouvait opérer aux environs immédiats de Metz, sous le canon de la place, et que de

(91) Arch. dép. Moselle, R 418. Ordre du 1^{er} septembre 1815.

(92) Pour la note du 24 juillet, voir ANDRÉ (R.), ouvrage cité, p. 44.

(93) Arch. dép. Moselle, R 408. Sous-préfecture provisoire de Goin.

(94) *Ibid.*, nomination de Saget, 14 juillet 1815.

(95) *Ibid.*, lettre de Paravicini à Saget, 17 juillet.

(96) *Ibid.*, circulaire de Saget aux maires, 17 juillet.

(97) *Ibid.*, lettres de Saget des 21, 23, 24 juillet.

nombreux villages, tel Gravelotte, étaient complètement épuisés⁽⁹⁸⁾. Il laissa, d'ailleurs, bientôt le maire de Gorze, M. de Marionnelz, s'occuper de son côté des réquisitions ordonnées sur la rive gauche de la Moselle, car l'absence de ponts entre Goin et cette région lui rendait tout contrôle impossible⁽⁹⁹⁾. Il permit aussi au maire de Pont-à-Mousson d'ordonner directement des réquisitions dans son arrondissement, car un magasin important établi dans cette petite ville nécessitait d'incessantes livraisons⁽¹⁰⁰⁾.

Les efforts de Saget ne furent pas couronnés d'un succès complet, car il ne parvint jamais à éviter les conflits d'autorité dont le résultat était de charger une même commune de deux réquisitions⁽¹⁾. Il croyait être arrivé à éclaircir la situation en convoquant à Goin ses maires centraux, en dressant avec eux un tableau des ressources de chaque village, lorsque la situation se compliqua. Par ordre de Langeron, 4.000 hommes furent répartis entre les cantons de Verny et de Boulay, et Saget dut s'occuper avant tout de ravitailler les troupes logées aux environs de sa résidence⁽²⁾. Il dut envoyer des garnisaires dans les communes récalcitrantes, car il était inadmissible que l'on tentât d'échapper aux réquisitions⁽³⁾. Il en arriva à s'occuper de ravitailler en écrevisses, poissons fins, poulets, dindons, beurre et œufs, la table du colonel russe qui logeait à Goin⁽⁴⁾. Tantôt on le vit assurer le comte Lieven, installé au château de Pange, de l'éternelle reconnaissance des habitants du canton de Verny, et tantôt protester auprès de Paravicini contre une réquisition écrasante dont Barclay de Tolly avait frappé la Moselle, par ordre du 1^{er} août⁽⁵⁾. Il s'agissait d'une livraison de 122.000 aunes de drap, de 180.000 aunes de toile, de 60.000 paires de bottines et de semelles, de 20.000 paires de fers à cheval, et Saget ne fut pas en peine de démontrer que jamais les cantons ruraux situés entre Faulquemont et Gorze ne pourraient fournir la part que l'on exigeait d'eux, qui était le quart de la réquisition totale. Il semble, d'ailleurs, qu'en fait, la Moselle n'ait guère livré que des fers à cheval. On vit aussi notre sous-préfet oser déclarer que l'épuisement du pays était tel que jamais il ne suffirait à la formation des magasins centraux que projetait l'autorité russe. Son attitude prouve qu'en s'efforçant d'éviter les incidents entre les Alliés et les populations, en acceptant d'agir en leur nom, Saget voulait rendre service à ses concitoyens. Mais toute idée de trahison

(98) *Ibid.*, rapports à Essen et à Paravicini, 21 et 22 juillet.

(99) *Ibid.*, lettre de Saget du 24 juillet, réquisitions ordonnées le 31 pour le magasin de Gorze.

(100) *Ibid.*, lettre de Saget du 23 juillet. Le maire de Pont-à-Mousson en était le sous-préfet provisoire.

(1) *Ibid.*, lettre de Saget à Paravicini, 28 juillet.

(2) Arch. dép. Moselle, R 419. Tableau de dislocation du 6^e corps russe : Q. G. à Pont-à-Mousson ; 3^e division de dragons à Jouy-aux-Arches, brigades à Forbach et Königsacker ; 8^e division à Pont-à-Mousson, brigades à Briey et Hayange ; 10^e division à Saint-Avold, brigades à Boulay et Mécleuves.

(3) Arch. dép. Moselle, R 408. Ordre de Saget du 2 août, concernant Cheminot et les communes voisines. — Voir également ordre du 4 août pour Peltre.

(4) *Ibid.*, ordre de Saget du 10 août.

(5) *Ibid.*, lettre de Paravicini à Saget du 1^{er} août, réponse du 3.

envers la cause française était étrangère à ces notables qui acceptèrent les fonctions que les Russes leur confièrent : ils le montrèrent lorsque les maires centraux refusèrent de souscrire à la formule de serment que leur proposait Paravicini, et lui substituèrent un texte qui proclamait d'abord leur fidélité à Louis XVIII ⁽⁶⁾.

Les sous-préfets provisoires quittèrent leurs fonctions le 12 août, au moment où le préfet de la Moselle reprit la direction des affaires départementales. Certains d'entre eux devinrent présidents des commissions cantonales qu'un arrêté préfectoral chargea de s'occuper des réquisitions nécessaires au ravitaillement des Alliés. Saget n'accepta pas ce nouveau poste, car il lui semblait impossible de continuer à prélever sur les ressources d'un canton réduit à la plus extrême misère ⁽⁷⁾. Mais avant de rentrer dans la vie privée, il adressa au préfet ses observations d'ordre administratif ⁽⁸⁾ : il jugeait qu'un grand nombre de maires et d'adjoints étaient des fripons et des ignorants, souvent dévoués au régime napoléonien, et qu'il était regrettable de laisser entre leurs mains les pouvoirs de police et la direction des réquisitions, armes qu'ils risquaient d'employer contre leurs ennemis. Il vantait l'intelligence et la capacité des « grands maires » qu'il avait nommés et conseillait de revenir à ce système renouvelé de l'an III, car il procurait une grande économie de temps et d'argent. Il avait, en effet, l'avantage de diminuer le nombre des messagers piétons qui assuraient les communications entre les villages et les sous-préfectures, avantage d'autant plus certain que la plupart d'entre eux étaient des mauvais sujets, habitués à colporter les fausses nouvelles qui désorganisent le corps social. Saget conseillait aussi d'épurer la gendarmerie, de changer les brigades de pays, et d'en doubler le nombre afin de pouvoir les employer au transport des dépêches administratives. Il observait enfin que les chemins vicinaux étaient impraticables, et qu'une loi était nécessaire pour remédier à cet état de choses. On voit qu'il traçait tout un programme de réformes, dont une faible partie fut lentement réalisée par la Restauration.

A partir du 12 août, les commissions cantonales s'occupèrent donc d'assurer, sous la direction d'une commission centrale établie à Metz, la subsistance des corps d'occupation et des colonnes retraitant vers le Rhin ⁽⁹⁾. Le préfet s'efforça, d'autre part, de conclure des marchés avec des entrepreneurs, mais il ne put suffire à tous les besoins, en

(6) *Ibid.*, serment prononcé le 27 juillet : les maires jurent fidélité à Louis XVIII, et promettent « de ne faire ni directement ni indirectement quelque chose qui puisse compromettre la sûreté de l'Etat et les intérêts des Puissances alliées ».

(7) *Ibid.*, lettre de Saget au sous-préfet de Metz, 14 août 1815.

(8) *Ibid.*, observations générales de Saget, 14 août.

(9) Arch. dép. Moselle, R 419. Proclamation imprimée du préfet à la commission de Bionville, 23 septembre 1815. La commission centrale de Metz ne fut établie que par un arrêté du 30 août. On sait que, d'autre part, une ordonnance royale du 9 juillet avait créé à Paris une commission des réquisitions, chargée de correspondre avec les préfets et d'entrer en rapports avec le conseil administratif établi par les Alliés. Cf. ANDRÉ (R.), ouvrage cité, p. 31.

particulier lors de l'arrivée des Prussiens de Bulow et de Thielmann, en novembre 1815. Il dut alors prendre un arrêté, daté du 11 novembre, pour confier aux maires le soin de réunir les approvisionnements par voie de réquisitions, dont il fixa le taux de remboursement à 70 centimes le kilogramme de viande, 24 centimes celui de pain et 75 centimes le litre de vin ⁽¹⁰⁾.

Il est, d'ailleurs, impossible d'entrer dans le détail des faits, car le département fut chargé de mille fardeaux occasionnels dont toute énumération serait impossible. Un jour, il fallut construire dans l'île Chambière, à proximité immédiate de Metz, les ponts de bateaux nécessaires à la traversée de la Moselle, puisque l'enceinte de la ville restait interdite aux Alliés ⁽¹¹⁾. Un autre jour, le préfet dut indiquer à combien devaient s'élever les frais de table des officiers russes — 20 francs pour un général, 15 francs pour un colonel, 6 francs pour les grades inférieurs ⁽¹²⁾. Telle commune vit arriver en même temps des Prussiens et des Bavares, des Russes et des Prussiens, qui se disputèrent ses cantonnements. Telle autre, comme Longeville-lès-Metz, eut à entretenir la table du général de Bulow en vins fins et victuailles de prix. Les villages des environs du chef-lieu, qui avaient été relativement épargnés jusqu'alors parce qu'ils se trouvaient sous le canon de la place, souffrirent beaucoup lors de la retraite des colonnes par la route de Verdun à Forbach : on les vit se plaindre de l'absence des riches, réfugiés au chef-lieu, car, dans ces conditions, les pauvres habitants supportaient toutes les charges, en dépit de l'arrêté préfectoral qui avait prescrit aux non-résidents d'ouvrir leurs maisons de campagne ⁽¹³⁾. La région de Longwy enfin avait été plus durement éprouvée que toutes les autres, car les Prussiens s'y étaient comportés en maîtres, car les hostilités y avaient duré plus longtemps qu'ailleurs. Les vainqueurs y avaient établi, au début de novembre, une commission formée de quelques notables, et l'avaient obligée d'agir dans leur intérêt exclusif, sans tenir compte des ordres du sous-préfet de Briey. Le préfet dut envoyer un délégué, le procureur du roi Maillefert, mettre fin aux agissements irréguliers de cette commission qui « avait géré avec la dureté la plus révoltante et multiplié à l'infini les injustices et les vexations » ⁽¹⁴⁾.

A la fin de novembre 1815, au moment où allait commencer l'occupation restreinte ⁽¹⁵⁾, la situation de la Moselle était donc des plus critiques, comme l'indique cette lettre que le préfet Lachadenède

(10) *Ibid.*, arrêté du 11 novembre 1815.

(11) Arch. dép. Moselle, R 465. Les ponts coûtèrent 2.500 francs.

(12) Arch. dép. Moselle, R 466. Décision préfectorale du 28 octobre. La question des frais de table suscita une longue controverse. Cf. ANDRÉ (R.), ouvrage cité, p. 123.

(13) Arch. dép. Moselle, R 465. Pétition des habitants d'Augny. — Arch. dép. Moselle, R 419, arrêté du 18 septembre.

(14) Arch. dép. Moselle, R 421, 22 juillet 1816. — Arch. Nat., F5 II Moselle 20, acte de nomination de la commission de Longwy, 1^{er} novembre 1815.

(15) Les dernières colonnes qui aient traversé la Moselle semblent être les contingents de Nassau, forts de 4.000 hommes, vers le 15 décembre. — Arch. dép. Moselle, R 419.

adressait au sous-préfet de Thionville ⁽¹⁶⁾ : « Toutes mes ressources, soit en nature, soit en argent, sont épuisées, et je ne sais par quelle voie pourvoir aux besoins de chaque jour. Les fournisseurs ne savent plus où acheter : leurs approvisionnements sont consommés, les campagnes manquent de tout, et la ville, dont les moyens se sont vidés pour nourrir les 160.000 Russes qui ont traversé ce département, ne peut être d'aucun secours ». Il faut penser qu'au même moment, les départements de l'Est perdaient définitivement les débouchés qu'ils avaient eu de tout temps vers l'Allemagne et que leur commerce allait se trouver fortement réduit, pour comprendre l'importance de la crise de 1815 dans ces régions. Si l'ordre intérieur n'y fut pas troublé, si elles échappèrent à la Terreur blanche, d'autres maux s'abattirent sur elles. La famine de 1816-1817 vint encore s'y ajouter, et les opérations de liquidation qui commencèrent à cette époque furent loin de rembourser tous les dommages éprouvés pendant l'invasion, de compenser les charges multiples qui avaient pesé depuis la fin de l'Empire sur les départements les plus patriotes, mais aussi les moins royalistes, de France.

III. — LA CONTRIBUTION EXTRAORDINAIRE DE CENT MILLIONS

Pendant que les réquisitions émanées des autorités alliées ou des administrations françaises obligeaient les départements envahis à livrer en nature des quantités considérables de denrées, la contribution extraordinaire de cent millions, établie par l'ordonnance royale du 16 août 1815, ne les épargnait que relativement. Il s'agissait d'une mesure d'exception, dont la légalité était des plus contestables puisque nul vote des Chambres ne l'avait approuvée ⁽¹⁷⁾. Mais la gravité des circonstances était telle que le gouvernement n'avait plus le choix des moyens, et qu'il pensa que des sacrifices, même étendus, « seraient moins pesants que le maintien d'un régime sans calculs et sans règles ». Il fit donc appel aux principaux contribuables et propriétaires, la part de chacun devant être fixée par des comités établis aux chefs-lieux d'arrondissement et chargés de déterminer assez arbitrairement la capacité contributive des citoyens, sans avoir à tenir compte des règles ordinaires de notre système fiscal. Il était, d'ailleurs, précisé que cette contribution serait ultérieurement répartie d'une manière plus conforme aux errements habituels, et que les versements qui excéderaient la part régulière de chacun ne seraient considérés que « comme des prêts faits pour donner à la perception extraordinaire une accélération proportionnée à l'urgence des besoins ». Le système adopté par le baron Louis en un moment particulièrement critique rappelait de très près la taxe de guerre qu'avait

(16) Arch. dép. Moselle, R 465. Lettre du préfet au sous-préfet de Thionville, 22 novembre 1815.

(17) MARION (M.), ouvrage cité, tome IV, page 392.

imposée à la Meurthe l'arrêté préfectoral du 11 mars 1814 : on y faisait avant tout appel aux capitalistes et aux propriétaires aisés, de façon à obtenir immédiatement le numéraire dont les caisses de l'Etat étaient dépourvues. Mais il s'agissait, comme pour la taxe de la Meurthe, comme pour tous les emprunts forcés analogues, d'une contribution, et non d'un prêt que le gouvernement se serait engagé à rembourser. La répartition plus équitable que l'ordonnance annonçait pour l'avenir devait se faire entre contribuables, par un mécanisme de péréquation, et nullement au détriment des finances de l'Etat.

La répartition de la contribution des cent millions entre les départements tint compte, en général, des dommages éprouvés par ceux qui avaient subi les deux invasions. Le contingent de l'Aube fut seulement de 70.000 francs, celui de la Meurthe de 135.000. La Moselle fut, au contraire, taxée beaucoup plus lourdement que les charges qu'elle avait à supporter ne semblaient le permettre : son contingent fut de 1.480.000 francs, et ce chiffre suscita de nombreuses réclamations. Il est vrai que certains départements éloignés du théâtre des hostilités eurent à s'acquitter de sommes bien plus considérables, qui atteignirent, par exemple, plus de 5 millions pour la Gironde. Il n'y eut au total que 19 départements qui furent taxés plus lourdement que la Moselle⁽¹⁸⁾. La répartition ayant été arbitraire, un grand nombre de départements se crurent fondés à se plaindre, comme en témoigne la réclamation présentée à la Chambre des députés, en mars 1816, par un élu du Tarn-et-Garonne, M. Delbreil d'Escorbiac⁽¹⁹⁾.

La fixation du contingent de chaque contribuable fut la source de nombreuses difficultés, ainsi que le montre l'exemple de la Moselle. La répartition entre les arrondissements y était la suivante : Metz avait à s'acquitter de 682.000 francs, Briey de 209.000, Thionville de 319.000 et Sarreguemines de 350.000. En outre, l'ordonnance du 16 août 1815 avait prévu la perception de dix centimes additionnels pour dégrèvements et non-valeurs, fonds qui s'élevait pour la Moselle à 148.000 francs.

La fixation des contingents des arrondissements s'était faite à Metz par les soins d'un comité dont les membres avaient été choisis par le préfet parmi les conseillers généraux et les notables du département. Ce premier travail fut achevé dès le 14 septembre 1815⁽²⁰⁾. En même temps, le comité de Metz s'était occupé de la répartition entre les contribuables de l'arrondissement chef-lieu. Il avait d'abord décidé que seraient imposables les citoyens qui payaient plus de 9, 34 et 100 francs de contribution mobilière, de patente ou d'impôt foncier, s'ils habitaient Metz, plus de 12, 20 et 150 francs des mêmes impôts s'ils résidaient à la campagne. On voit donc que les contri-

(18) ANDRÉ (R.), ouvrage cité, p. 72, donne le tableau des contingents départementaux. Les chiffres en semblent souvent arbitraires : 21 départements non occupés ne payèrent-ils pas moins que la Moselle, l'Ariège n'étant même taxé qu'à 95.000 francs !

(19) *Moniteur* du 27 mars 1816, séance de la Chambre du 25.

(20) Arch. dép. Moselle, 1 P 18. Décision du comité de Metz, 14 septembre.

buables les plus aisés étaient seuls considérés comme assujettis à la taxe extraordinaire. Mais, le 14 septembre, le comité de Metz revint sur sa première décision, et fixa un contingent à payer par chaque catégorie de contribuables, à savoir 201.000 francs pour les capitalistes, 204.000 pour les patentables et 320.000 pour les propriétaires. On cherchait ainsi à atteindre avant tout les deux premières de ces classes, que l'on jugeait avec raison insuffisamment frappées par les contributions habituelles. C'était reprendre une idée qui avait déjà été émise dans la Meurthe lors de la répartition de la taxe du 11 mars 1814, mais c'était aussi ouvrir la voie à l'arbitraire et oublier les principes fiscaux énoncés dans l'article 2 de la Charte. La procédure du comité rencontra, d'ailleurs, de telles résistances que la perception ne put pas être entreprise sur les bases qu'il avait prévues ⁽²¹⁾.

De longs mois s'écoulèrent avant qu'une solution vînt permettre le recouvrement du contingent de l'arrondissement de Metz ⁽²²⁾, grâce à un nouveau mode de répartition qu'imposa le préfet Lachadenède par son arrêté du 17 juillet 1816 ⁽²³⁾. Ce système, que le ministre accepta, prévoyait d'abord que chaque contribuable paierait 40 centimes additionnels à sa contribution foncière, ce qui donnerait pour l'arrondissement chef-lieu une somme de 292.000 francs. Restait à obtenir un supplément de près de 400.000 francs, qui devait être versé par les patentés et capitalistes inscrits à un rôle spécial, qu'il est intéressant de consulter, car il constitue un tableau des fortunes principales du Pays Messin fort différent de celui que l'on dresserait en ne consultant que les cotes de l'impôt foncier et des patentes ⁽²⁴⁾. Une trentaine de grands négociants, de banquiers, de fonctionnaires importants, arrivèrent ainsi à verser chacun plus de 1.000 francs, et leurs contingents additionnés atteignirent 45.000 francs. On vit ainsi le receveur général Possel taxé à 4.000 francs, alors qu'au rôle des 40 centimes additionnels il n'en aurait versé que 253, et Monseigneur Jauffret avoir à payer 1.200 francs au lieu de 42 ! Tel grand propriétaire, qui était taxé dans un autre arrondissement pour ses biens fonciers, le fut à Metz pour ses capitaux : ce fut le cas de M. d'Hunolstein, qui dut payer 1.800 francs à Thionville en raison de son château et de ses forêts d'Hombourg, et 3.000 francs au chef-lieu en raison de l'ensemble de sa fortune.

Mais ce n'est pas l'arrondissement de Metz qui fut témoin de la tentative la plus complète de révision des bases de l'impôt direct, puisque le rôle des 40 centimes ne permit pas aux petits propriétaires d'échapper à tout versement. Les trois autres comités, réunis à

(21) *Ibid.*, lettre du maire de Metz protestant contre la perception des contingents de 50 francs, les plus bas du premier rôle, 18 septembre 1815. Le 21 septembre, le préfet ordonna de faire droit à cette réclamation.

(22) *Ibid.*, lettre du préfet au ministre des Finances, 22 janvier 1816 : il indique que la levée de la taxe suscitera du mécontentement et qu'il a fallu s'y reprendre à trois fois pour arriver à une répartition.

(23) Arch. dép. Moselle, 1 P 16.

(24) Arch. dép. Moselle, 1 P 18.

Briey, à Thionville et à Sarreguemines, ne se heurtèrent pas aux mêmes résistances et purent maintenir intégralement leurs principes de répartition. Le premier d'entre eux avait terminé son travail dès le 5 octobre 1815⁽²⁵⁾ : le contingent de 220.000 francs de l'arrondissement était réparti entre 2.342 contribuables, et les cotes les moins élevées atteignaient 42 francs ; rares étaient les contribuables qui eussent à verser plus de 1.000 francs, non seulement parce que les grosses fortunes étaient peu nombreuses dans cette région, mais aussi parce que le comité de Briey n'avait pas voulu adopter un mode progressif de répartition. Les plus grosses cotes étaient celle du comte de Mercy-Argenteau, propriétaire à Preutin, et, d'ailleurs, étranger au département par sa nationalité comme par sa résidence, et celle de la comtesse de la Vieuville, qui avait hérité des forges de Villerupt et qui habitait Paris : elles atteignaient respectivement 2.500 et 2.430 francs.

Le comité de Thionville suivit des bases de répartition analogues à celles que celui de Metz avait adoptées dans son premier travail⁽²⁶⁾. Les capitalistes de l'arrondissement eurent à verser 22.000 francs : il s'agissait presque uniquement de fonctionnaires, et les plus imposés étaient le receveur particulier et le directeur des douanes, dont les cotes étaient chacune de 1.020 francs. Nul contribuable de cette catégorie n'était taxé à moins de 110 francs. Les patentables, au nombre de 398, avaient à s'acquitter de 63.000 francs : les plus imposés étaient les deux brasseurs de la banlieue de Thionville, Néron et Poulmaire, dont les contingents respectifs étaient de 1.280 et de 1.020 francs. Les plus faibles cotes de cette classe descendaient au niveau de celles de l'arrondissement de Briey, 40 francs. Enfin, les propriétaires avaient à verser 243.000 francs, et leurs 1.398 cotes s'échelonnaient entre les 7.600 francs de M. de Wendel et les 40 francs des moins aisés. Parmi les contribuables les plus fortunés de cette catégorie apparaissait le groupe des Villeroi, des Lasalle, des Galhau, dont les noms évoquent, avec ceux des généraux Reneauld et Grenier, le souvenir de Sarrelouis, à la veille d'être arrachée à la France.

Si les comités de Briey et de Thionville — et surtout ce dernier — s'étaient déjà fortement éloignés des errements fiscaux habituels, celui de Sarreguemines témoigna d'une hardiesse encore plus considérable. Dans sa séance du 2 octobre 1815, il décida de ranger les contribuables en deux classes, et de réclamer 247.000 francs aux patentables contre 104.000 aux propriétaires⁽²⁷⁾. Il fixa comme dates des versements les 15 et 25 des mois d'octobre et de novembre. Mais sa principale décision consista à adopter le principe de l'impôt progressif. Si l'on en croit une protestation rédigée par les membres du comité, qui prétendaient que leur arrondissement avait été plus durement taxé que celui de Metz, les revenus de 800 à 1.500 francs auraient

(25) Arch. dép. Moselle, 1 P 22.

(26) Arch. dép. Moselle, 1 P 19.

(27) Arch. dép. Moselle, 1 P 22.

été imposés par lui au taux de 6 %, ceux de 1.600 à 3.000 francs à 7,5 %, et enfin ceux de plus de 40.000 francs auraient payé 35 % !⁽²⁸⁾ Il y a sans doute quelque exagération dans ces affirmations, mais les états récapitulatifs, qui nous ont été conservés, montrent du moins que les cotes importantes furent plus nombreuses dans l'arrondissement de Sarreguemines que partout ailleurs. Or, cette constatation ne prouve nullement que les grosses fortunes y aient été plus répandues, ce qui serait contraire à la vérité, mais que le comité s'efforça, conformément à l'esprit de l'ordonnance royale, de les atteindre, tandis qu'à Metz la résistance des notables réussit à diminuer leurs charges. Les patentables furent particulièrement frappés : le directeur des cristalleries de Saint-Louis, Seiler, eut à verser 9.000 francs ; les forges de Mouterhouse, moins importantes pourtant que celles de la famille de Wendel, furent taxées à 14.000 francs. Sarreguemines ne compta pas moins de sept de ses habitants dont les contingents dépassèrent 1.000 francs. Le comte d'Helmstatt, à Morhange, et le grand acquéreur de biens nationaux qu'était Thibault d'Hellimer, eurent chacun à verser 9.000 francs. Enfin les négociants de Sarrebruck et les métallurgistes des environs furent lourdement imposés : le contingent de Ferdinand Stumm fut de 14.000 francs, celui de Frédéric Stumm de 9.000, tandis que tel haut fonctionnaire des douanes était taxé à 8.800 francs. Le nombre des cotes supérieures à 1.000 francs était de 28, presque égal à celui de la ville de Metz, tellement plus riche et plus peuplée que Sarrebruck ; leur total formait une somme de 90.000 francs, deux fois plus forte que celle que payaient les trente plus riches Messins. Le principe de l'impôt progressif avait suffi pour donner ce résultat. Mais il va de soi que les habitants de Sarrebruck ne versèrent jamais leurs contingents, car, dès le mois d'octobre, ils étaient presque assurés de devenir sujets du roi de Prusse, selon le vœu de la plupart des notables de cette petite capitale déchue qui, depuis le mois d'août 1814, n'était même plus une sous-préfecture et dépendait de l'arrondissement de Sarreguemines.

L'établissement des contingents à la contribution des cent millions n'avait pas été sans susciter, même en dehors de l'arrondissement de Metz, d'assez nombreuses réclamations. Les comités eurent à examiner des demandes de dégrèvement. C'est ainsi que celui de Thionville, dans sa séance du 23 novembre 1815, rejeta 46 des 98 requêtes qui lui étaient soumises pour le seul canton de Metzervisse⁽²⁹⁾. Il avait consenti à quelques réductions que rendait possibles l'existence du fonds des non-valeurs et dont le principal bénéficiaire fut le comte d'Hunolstein. Pour motiver les nombreux refus de dégrèvements auxquels il s'était décidé, le comité déclara « qu'il s'était renseigné auprès des personnes les plus famées et les plus répandues », et qu'il s'était convaincu que la plupart des réclamations ne repo-

(28) Arch. dép. Moselle, 1 P 18. Protestation du comité de Sarreguemines,

(29) Arch. dép. Moselle, 1 P 22.

saient sur aucun fondement, car il avait fixé le contingent de chacun « d'après l'aisance que lui assignait l'opinion publique ». Le comité de Thionville examina, en novembre et en décembre 1815, les réclamations des autres cantons : il statua même sur celles des cantons de Sarrelouis et de Relling huit jours après la signature du traité qui les arrachait à la France.

De son côté, le gouvernement allégea le département de la Moselle des contingents des communes cédées à la Prusse en novembre 1815, comme l'exigeait la justice la plus élémentaire : l'arrondissement de Thionville, par exemple, n'eut plus à s'acquitter que de 259.000 francs au lieu de 330.000, sans que cette diminution ait changé en rien la répartition qui avait été faite dès le mois d'octobre. Il intervint ultérieurement une mesure spéciale de dégrèvement en faveur des habitants de Longwy, dont les maisons avaient été la plupart atteintes par le bombardement⁽³⁰⁾. La ville avait été d'abord taxée à 28.812 francs, puis une première réduction de 12.000 francs avait été acceptée par le comité de l'arrondissement de Briey. Les Longoviciens ne l'estimèrent pas suffisante, et ils adressèrent au Roi un mémoire pour lui demander de les exempter entièrement de la taxe des 100 millions. Une ordonnance royale du 6 août 1817 autorisa alors le préfet de la Moselle à procéder en leur faveur à toutes les radiations et dégrèvements qu'il jugerait utiles, et un arrêté du 10 avril 1818 en fixa l'ensemble à 3.000 francs. A cette époque, la contribution extraordinaire des cent millions avait, d'ailleurs, changé de caractère depuis longtemps, puisque la loi des finances du 28 avril 1816 avait décidé, bien avant que leur recouvrement ne fût achevé, que l'Etat rembourserait les sommes qui lui avaient été versées en vertu de l'ordonnance royale du 16 août précédent.

Dans ce département de la Moselle que les deux invasions avaient grandement éprouvé, la rentrée de la contribution des cent millions fut loin d'être rapide. Au 31 mars 1816, les versements n'atteignaient encore que 750.000 francs⁽³¹⁾ ; en juin de la même année, le Conseil général protestait contre le contingent trop élevé qui avait été fixé, et demandait que le gouvernement renonçât à la perception des 700.000 francs qui restaient dus⁽³²⁾. On voit donc que le but que s'était proposé, en 1815, le baron Louis était loin d'être atteint, en Moselle du moins, car le numéraire n'avait pas afflué comme il l'aurait fallu dans les circonstances critiques que traversait la France. Il est vrai que la perception continua même après que la loi du 28 avril eût promis le remboursement de l'emprunt, et que la Moselle se trouva avoir versé en 1818 presque tout le contingent qui lui avait

(30) Arch. dép. Moselle, 1 P 16. Mémoire au roi du 12 juin 1817 ; lettre du préfet au ministre des Finances, 29 juillet 1817. — Arrêté préfectoral du 10 avril 1818.

(31) Arch. dép. Moselle, 1 P 18.

(32) Arch. dép. Moselle, Conseil général, 8 juin 1816.

été imposé⁽³³⁾. Il ne restait alors à percevoir que 74.000 francs, et, en apparence, le résultat était encore plus brillant que pour l'ensemble de la France, puisque le total du déficit y avait atteint 7.338.000 francs ! Mais le mérite des contribuables qui s'étaient acquittés après les débats législatifs du printemps de 1816 était bien réduit, et le service qu'ils avaient rendu à l'Etat devenait bien faible depuis qu'était intervenue la promesse de remboursement.

IV. — LE PROBLÈME DE LA LIQUIDATION DEVANT LES CHAMBRES

Il est impossible d'étudier le mécanisme des diverses opérations financières dont chaque département fut le théâtre après 1815, sans jeter d'abord un regard sur la scène parisienne. C'est entre le 9 mars et le 27 avril 1816 que la loi des finances, qui contenait le budget ordinaire de l'année courante et des dispositions sur le règlement de l'arriéré, vint en discussion devant les Chambres⁽³⁴⁾. Le comte de Corbière, parlant au nom de la commission du budget, avait d'abord présenté son rapport aux députés, et il n'avait pas dissimulé qu'il était fort éloigné des vues du gouvernement⁽³⁵⁾. Tandis que le comte Corvetto, ministre des Finances, proposait de respecter les lois du 20 mars 1813 et du 23 septembre 1814, qui avaient successivement décidé de vendre au profit de l'Etat une partie des biens des communes et 300.000 hectares de bois domaniaux, le rapporteur proposait de rembourser les créances arriérées par la création de rente consolidée. Evidemment, les rentes 5 % perdaient alors 40 francs sur cent, et payer en valeurs dont le cours était aussi faible constituait une banqueroute partielle, plus ou moins dissimulée. Mais les rentes n'étaient-elles pas appelées à remonter ? En outre, Corbière demandait à la Chambre de rembourser « l'emprunt » de cent millions par la création de 5 millions de rentes, car il pensait qu'on ne pouvait maintenir cette mesure irrégulière, quoiqu'il l'estimât justifiée par les circonstances, « en dépit des vices inséparables de son exécution ». Il continuait ainsi : « Si elle eût pu arriver au but d'atteindre les produits qui, par la nature des choses, se soustraient toujours à l'impôt direct, et si la répartition eût pu présenter quelque égalité, il n'y aurait plus à s'en occuper. Mais vous savez ce qui est arrivé : partout les taxes ont été sans aucune proportion avec les fortunes qu'elles ont frappées ». Corbière rappelait que le gouvernement avait voulu atteindre principalement les capitaux investis dans l'industrie. La répartition entre les départements s'était faite non d'après les contributions directes payées par chacun d'eux, mais

(33) Arch. dép. Moselle, 1 P 16. Voir aux *Actes administratifs*, 1816, p. 129. la circulaire préfectorale du 21 juin invitant les contribuables à s'acquitter avant le 31 juillet.

(34) Pour l'étude du budget de 1816, cf. MARION (M.), ouvrage cité, IV, p. 399-409.

(35) *Moniteur* du 13 mars 1816, séance de la Chambre du 9.

d'après les capitaux autres que les biens-fonds qu'on leur supposait. Le but que l'on s'était proposé n'avait pu être atteint : un pareil calcul, disait le rapporteur, restera peut-être toujours impossible, à plus forte raison l'était-il dans un moment de trouble. Puis la répartition entre les contribuables avait été faite par des jurys d'équité tumultueusement assemblés, dont la plupart avaient méconnu les vues du gouvernement pour s'attacher surtout à la richesse foncière. Les inégalités les plus flagrantes en étaient résultées ; des fortunes avaient été frappées deux fois ; l'arbitraire et le hasard avaient régné en maîtres. L'exemple de la Moselle montre que le tableau que faisait Corbière était assez véridique.

A partir du 14 mars, la Chambre des députés entendit les discours contraires d'un grand nombre d'orateurs, et les débats furent souvent passionnés. Bourrienne avait exposé clairement les deux systèmes qui s'affrontaient⁽³⁶⁾ : le ministre proposait de confirmer l'ordonnance du 16 août et les impositions locales qui avaient été irrégulièrement établies lors de l'invasion. Il demandait le vote de 50 centimes additionnels aux contributions directes, et indiquait que les 178 millions de francs ainsi obtenus pourraient servir à régulariser la contribution des cent millions, à rembourser aux départements les 20 millions qu'ils avaient avancé pour l'équipement des troupes alliées, à distribuer 41 millions à ceux qui avaient le plus souffert de la guerre, et à créer un fonds de non-valeurs. Le gouvernement déclarait qu'il fallait maintenir la loi du 23 septembre 1814, rester strictement fidèle aux engagements que l'Etat avait pris à cette époque. Tel n'était pas l'avis de Bourrienne, qui s'unissait à la commission pour affirmer que le poids de 50 centimes additionnels était excessif : « Frapper ainsi les biens-fonds, proclamait-il, ce serait risquer de détruire le reste du capital rural échappé à la dévastation militaire ». Il déclarait que l'impôt foncier était radicalement vicieux, et qu'il était impossible de l'augmenter, qu'il fallait abroger la loi du 20 mars 1813, spoliatrice des biens communaux. Citant l'exemple de l'Angleterre, il préconisait l'émission de rentes, l'appel au crédit, sans savoir si le moment était bien choisi pour une pareille opération. Et la Chambre montra dès cet instant quelle était l'opinion de la majorité, en votant l'impression de son discours, honneur qu'elle n'avait accordé ni au baron Pasquier ni au comte Beugnot, quand ils avaient défendu les conceptions ministérielles, tandis qu'elle l'avait déjà décerné au comte de Rouget lorsqu'il s'était proclamé l'ennemi des aliénations, le partisan du rétablissement de la grande propriété⁽³⁷⁾.

La séance du 15 mars s'ouvrit par un discours de Baste de la Bastide, qui proposait de créer chaque année 5 millions de rentes destinés à assurer des indemnités aux départements ravagés⁽³⁸⁾. Puis Royer-Collard était monté à la tribune, et il avait porté le

(36) *Moniteur* du 17 mars, séance du 14.

(37) *Moniteur* du 16 mars, séance du 14.

(38) *Moniteur* du 17 mars, séance du 15.

débat sur un autre terrain : rappelant que le Roi avait retiré du projet de budget, le 26 février, toute proposition relative à l'arriéré de 1814, il affirmait que la Chambre n'avait pas le droit, si elle voulait respecter la Charte, de remettre en question la loi du 23 septembre. Dans un grand mouvement oratoire, le vétéran du parti royaliste constitutionnel s'écria : « Dépouiller le Roi de l'initiative, ce serait frapper la royauté au cœur... Pourquoi tant d'efforts pour atteindre le premier arriéré ? On en convient positivement, c'est afin de payer 100 francs avec 60 ». Repoussant un pareil système, il dit encore : « Les rois ne dédaignent pas le triste honneur d'une obéissance passive à leurs engagements », et conclut en citant ces paroles du roi Jean : « Si la justice et la bonne foi étaient bannies de la terre, on les retrouverait dans la bouche et dans le cœur des Rois ». Un mouvement d'adhésion se manifesta dans la Chambre lorsque furent prononcées ces paroles qui ne pouvaient manquer d'attendrir de vieux gentilshommes royalistes. Mais l'esprit de parti fut plus fort que l'émotion, et une faible majorité rejeta l'impression du discours de Royer-Collard, tandis qu'était votée celle de l'opinion d'un M. de Bouville qui déclarait le système d'aliénations proposé par le ministre contraire à la politique conservatrice de la monarchie.

Le discours de M. Gandilh vint faire diversion à ces débats passionnés. Ce député du Cantal proposa d'établir une taxe d'un dixième sur les revenus, et rappela qu'il avait jadis écrit une brochure en faveur d'un impôt progressif. Les capitalistes, disait-il, préféreront la taxe de 10 % à ce « redoutable emprunt de 100 millions qui les mettait à la discrétion de la malveillance, de l'envie, de la jalousie ». Vint ensuite une proposition presque aussi originale que celle de la création d'un impôt sur le revenu avec déclarations des contribuables, car elle ne tendait à rien moins qu'à renverser le système de liquidation restreinte qui avait été adopté sans discussion dès 1814 : « Qu'il me soit permis, déclara Gandilh, de demander à M. le ministre des Finances pourquoi il ne veut rembourser que les impositions en argent ou en nature dont le montant a été porté en déduction au profit du trésor dans les règlements faits avec les puissances étrangères ». Pourquoi ne pas tenir compte des réquisitions de 1813 et de 1814 ? « Ces malheureux cultivateurs, auxquels on a pris leurs récoltes et leurs bestiaux, sont des créanciers aussi légitimes que les fournisseurs de l'Etat ». Il faut, disait-il, que toutes les créances soient supportées en commun : c'est pourquoi il proposait d'ouvrir un emprunt au taux de 5 %, qui serait payable jusqu'à concurrence des 4/5 en bons de réquisition de 1813, de 1814 et de 1815, ainsi qu'en quittances de l'impôt des cent millions. Le cinquième payable en numéraire donnerait 50 millions qui seraient répartis entre les départements qui avaient le plus souffert. On voit que cette proposition était des plus favorables à la cause des départements ravagés par la guerre. Elle n'avait, d'ailleurs, aucune chance d'être prise en considération par la Chambre de 1816, qui trouvait déjà excessive la dette

de l'Etat et ne se souciait nullement de l'augmenter en appliquant à la liquidation le principe de la solidarité nationale devant les désastres de l'invasion.

Deux commissaires du Roi, Dudon et de Barante, intervinrent alors dans la discussion. Le premier rappela que la Chambre n'avait pas à s'occuper de la loi du 23 septembre ; le second indiqua que, pour l'Etat, les cent millions étaient une contribution, et non un emprunt⁽³⁹⁾. Les prêteurs avaient avancé des fonds aux autres contribuables, et non au gouvernement, qui ne pouvait songer qu'à une régularisation d'une mesure exceptionnelle. D'ailleurs, certains départements — et c'était notamment le cas d'un des quatre arrondissements de la Moselle — avaient réparti les contingents au centime le franc. Comment pourrait-on donner cinq sols de rente à des prêteurs, sans livrer les petits contribuables à des agioteurs ?

La majorité n'était pas prête à écouter ces paroles de raison. Elle vota encore l'impression de l'opinion du député Brenet, qui vint déclarer que la loi du 23 septembre était inapplicable, dépassée par les faits, et qui affirma que le constater n'était pas marcher au renversement du trône. Il continua par une violente attaque contre les ministres, qu'il accusa de pactiser avec la Révolution ! On comprend qu'en de pareilles conditions, les sages avis du comte Corvetto ne purent avoir d'influence, qu'il rappela en vain que le respect des engagements pris était la condition du crédit, qu'il montra l'impossibilité de payer 100 francs avec 60. C'est en vain également que le comte de Serre tenta de mettre la Chambre en garde contre son zèle trop ombrageux et qu'il lui signala une certaine altération du caractère national par l'abus de la délation⁽⁴⁰⁾. « Il est temps, dit-il, qu'un emploi cesse d'être un crime, et la confiance du Roi un titre de suspicion ».

A peine le futur garde des sceaux eût-il déclaré que la consolidation de l'arriéré serait une mesure frauduleuse, susceptible d'enlever à l'étranger sa confiance en notre bonne foi, que Roux de Laborie traita la loi du 23 septembre de révolutionnaire et spoliatrice. Il parla avec éloquence pendant une heure et demie, et conclut que les créanciers pouvaient attendre, qu'il fallait avant tout sauver les forêts et rendre au clergé ses biens non vendus. Le baron Pasquier, commissaire du Roi, rétorqua qu'un débiteur devait vendre ses propriétés pour se libérer de sa dette, et que tel était le cas de l'Etat. Mais le comte de Villèle, qui préludait à sa carrière de financier averti, vint alors défendre la commission : le retrait que les ministres avaient obtenu le 26 février, au milieu de ses travaux, n'était qu'une mesure dilatoire. Les ventes à vil prix et l'agiotage sur les propriétés de l'Etat feraient perdre davantage que la consolidation. Après avoir avoué qu'il craignait que les principes de fusion et d'amalgame des

(39) *Moniteur* du 18 mars, séance du 16.

(40) *Moniteur* du 20 mars, séance du 18.

dettes ne fussent un gage donné à la Révolution par la loi du 23 septembre, Villèle déclara voter contre le ministre, car il trouvait injuste de vendre les biens des communes, d'abaisser la valeur des forêts et d'écraser les contribuables sous les centimes additionnels.

Parmi les autres interventions à la tribune, celle de M. de Bonald produisit la plus forte impression, et la Chambre vota l'impression à six exemplaires du discours qu'il prononça contre la loi du 20 mars 1813, en faveur de la conservation des biens communaux⁽⁴¹⁾. Mais la discussion n'en fut pas avancée, de même que le débat de droit constitutionnel qu'avait soulevé Royer-Collard ne fut point résolu par les opinions contradictoires des membres de la majorité et des commissaires du Roi. L'un de ces derniers, Dudon, intervint une fois de plus pour établir que le gouvernement était désintéressé dans la question de l'emprunt des cent millions, d'autant plus désintéressé que les rentrées avaient été en grande partie fictives. Duvergier de Hauranne répéta encore que le crédit reposait sur la confiance dans les engagements de l'Etat, et Corbière monta une seconde fois à la tribune pour défendre la thèse de la commission. Le conflit restait insoluble.

C'est alors qu'au cours de la séance du 23 mars, le comte Corvetto annonça que le gouvernement acceptait de modifier la position qu'il avait conservée jusque-là et qui le mettait en opposition avec la majorité⁽⁴²⁾. Il reconnut que le gage matériel assuré par la loi du 23 septembre 1814 aux créanciers de l'Etat avait été altéré en sa valeur morale. Il déclara que le Roi, mis au courant des débats, acceptait de proposer un mode nouveau de liquidation : les deux arriérés seraient réunis ; une solution définitive interviendrait en 1820 quant à leur règlement, et, en attendant, les créanciers auraient la faculté de transformer leurs créances en inscriptions au grand livre de la dette publique. La vente des biens communaux et des bois domaniaux cesserait immédiatement, les lois des 20 mars 1813 et 23 septembre 1814 seraient abrogées. Les cris de « Vive le Roi » saluèrent le recul du ministère, la fin du conflit entre la couronne et la majorité royaliste de la Chambre. A l'unanimité moins une voix, le nouveau projet ministériel sur l'arriéré fut voté par les députés.

Restait à discuter la question des cent millions⁽⁴³⁾. Quatre propositions demeuraient en présence : le ministère, fidèle à sa conception primitive, voulait seulement rembourser par une subvention extraordinaire l'excédent des contingents ; la commission proposait la consolidation intégrale des rentes ; Gandilh mettait en avant un emprunt de 250 millions ; Duvergier de Hauranne demandait d'abandonner les opérations de liquidation aux soins des Conseils généraux. L'opinion de la Chambre sembla d'abord hésitante : même Corbière acceptait de rendre facultative l'inscription au grand livre ; Villèle

(41) *Moniteur* du 22 mars, séance du 19.

(42) *Moniteur* du 24 mars, séance du 23.

(43) *Moniteur* du 27 mars, séance du 25.

trouvait suffisant de rembourser le tiers du total, car il reconnaissait qu'une grande partie des cent millions avait été perçue à titre d'impôt. Pasquier approuvait l'intervention des Conseils généraux. Un député proposa alors d'ouvrir un registre spécial où seraient inscrits ceux des prêteurs qui renonceraient au remboursement de leurs créances. Le baron Augier avoua que tous les membres de la Chambre étaient grands propriétaires et qu'ils seraient fort étonnés de se voir rembourser. Le ministre montra que l'idée du remboursement était inadmissible, et il semblait avoir partie gagnée. C'est alors qu'intervinrent successivement Dubouchage, qui affirma qu'il s'agissait d'un emprunt et avoua que c'était la première fois que les capitalistes avaient été atteints depuis 25 ans ; Corbière, qui montra que le ministre lui-même avait employé le mot emprunt dans son rapport, et Hyde de Neuville, qui fit appel à l'esprit d'équité de la Chambre. Il déclara que si la taxe avait été imposée d'une manière juste sur les contribuables les plus riches, tous seraient d'accord pour rejeter la consolidation ou le remboursement total, « car, après les malheurs que nous avons éprouvés, ajouta-t-il, c'est à la classe riche à supporter une contribution de guerre ». Il fut alors interrompu par quelques députés qui protestèrent au nom du principe de l'égalité de tous devant l'impôt, et lorsqu'on passa au vote, la grande majorité se prononça, d'une manière assez inattendue, en faveur du projet de la commission, du remboursement des cent millions dans les mêmes conditions que la dette arriérée. Le mobile de cette décision fut sans doute la haine que la plupart des députés gardaient à l'égard de toute contribution irrégulière, de tout impôt progressif.

— La Chambre s'occupa ensuite du fonds de dégrèvement destiné à secourir les départements victimes de l'invasion. Le ministère avait proposé de réunir 41 millions en établissant des centimes additionnels, mais la commission se refusait à cette augmentation d'impôts. C'est en vain que les députés se succédèrent à la tribune pour dépeindre les malheurs des départements envahis : ils ne purent susciter un grand mouvement de solidarité nationale. Becquey insista sur les pertes qu'avait subies la Champagne, pertes qu'il chiffrait à 200 millions. Paillot de Loges, député de l'Aube, décrivit la situation de son département, où 5.200 maisons avaient été détruites ; il montra l'Allemagne et la Russie s'unissant pour relever leurs ruines, mais il dut avouer que la commission était arrêtée par l'impossibilité où l'on se trouvait de réparer tous les désastres. Il se contenta donc de demander que les vingt millions qui restaient à percevoir sur la contribution extraordinaire fussent affectés aux régions dévastées, ainsi que les dix millions que le Roi avait prélevés sur sa liste civile. Un député des Hautes-Alpes, Colomb, s'éleva contre toute idée d'assimiler les pertes dues à l'invasion à celles qu'avaient jadis subies les départements de l'Ouest. Jakowitz dépeignit la misère de la Meurthe, dont le tsar lui-même avait été ému. Corbière avoua que les malheurs des deux dernières années formaient un tableau touchant, qu'on pourrait

y ajouter bien d'autres pertes éprouvées depuis 25 ans, et reconnu toutefois que les dernières étaient les plus urgentes à réparer. Mais il n'indiquait d'autre solution que le renvoi de cette affaire à la commission. Ainsi en décida la Chambre, et c'est dans ces conditions que la question des « dommages de guerre » fut laissée définitivement dans l'oubli.

Après trois semaines de débats, les députés adoptèrent enfin la loi des finances, le 17 avril 1816, par 257 voix contre 6⁽⁴⁴⁾. Le même jour, le *Moniteur* annonça que 25 habitants de Soissons avaient abandonné généreusement à l'Etat leurs créances de l'emprunt de cent millions, soit 5.292 francs. On pouvait espérer que leur exemple serait suivi dans toutes les villes. La Chambre des pairs ne jugea pas nécessaire de retarder par une discussion serrée une loi depuis longtemps attendue. Elle se contenta d'écouter la lecture du rapport que lui présenta, au nom de sa commission, le comte Garnier⁽⁴⁵⁾. La loi, fit-il observer, n'est pas une proposition royale acceptée par les députés, mais une proposition de la Chambre des députés acceptée par le Roi. Il s'inquiéta de cette interversion de l'ordre constitutionnel, et y vit un abus qui tendait au renversement total du système constitutif de la monarchie. Le noble pair prit ensuite la défense de la loi du 23 septembre, qu'il considérait comme engageant définitivement l'Etat vis-à-vis de ses créanciers, et dont l'abrogation lui semblait destinée à ruiner le crédit. Il condamnait également le maintien de la contribution et sa consolidation, car il aurait voulu la voir rembourser en trois ou quatre ans. Après avoir ainsi critiqué bon nombre de dispositions du projet voté par la Chambre, le comte Garnier demanda aux pairs de l'adopter sans modification, et l'unanimité de ses collègues le suivit dans cette voie.

La loi des finances fut promulguée le lendemain, 28 avril 1816. Elle constitue la charte de la liquidation de l'arriéré, et il est nécessaire de résumer ici les dispositions de ses titres III et IV. Son article 4 confirme l'ordonnance du 16 août 1815 et les autres décisions qui ont établi des impositions locales dans les départements. Il prescrit de les acquitter dans un délai de deux mois. L'article 5 décide que les contributions locales ne seront perçues que jusqu'à concurrence des sommes à payer par les départements, et qu'une commission nommée par le Conseil général et présidée par le préfet sera chargée d'arrêter les comptes de cet ordre. L'article 6 concerne les départements qui avaient été frappés de réquisitions en 1815 : une commission analogue y sera chargée d'examiner toutes les réclamations, d'arrêter les comptes et de proposer un système de paiement, qui ne pourra être adopté que par ordonnance royale. L'article 7 prévoit que toutes les contributions extraordinaires seront pour moitié à la charge du propriétaire et de ses fermiers. L'article 8 décide que les 10 millions donnés par le Roi et l'arriéré des contributions de 1815

(44) *Moniteur* du 19 avril, séance du 17.

(45) *Moniteur* du 1^{er} mai, séance du 27 avril.

seront employés à accorder des dégrèvements et des secours aux départements ravagés. L'article 9 assimile le remboursement de la contribution de cent millions à celui de l'arriéré. L'article 11 annonce que les 20 millions avancés par les départements pour l'équipement des armées étrangères seront acquittés par moitié en 1816 et 1817.

Le titre IV concerne l'arriéré au 1^{er} janvier 1816, dénomination sous laquelle se trouvent confondues les créances antérieures à la première Restauration et les dépenses non acquittées de 1814 et de 1815. Il prescrit de liquider les dettes de l'Etat sous forme de reconnaissances portant intérêt à 5 % et susceptibles d'être échangées contre des inscriptions de rente, en attendant qu'intervienne, en 1820, un règlement définitif. Enfin, les lois des 20 mars 1813 et 23 septembre 1814 étaient abrogées, et les ventes de bois ou de biens communaux cessèrent aussitôt, à la grande satisfaction du parti royaliste qui trouvait à ces opérations un caractère révolutionnaire.

Telle qu'elle était issue des délibérations de la Chambre introuvable, la loi du 28 avril 1816 était loin d'être fort satisfaisante pour les créanciers de l'Etat. Beaucoup de députés royalistes pensaient que reconnaître l'arriéré était « ouvrir un crédit illimité au bénéfice des provocateurs futurs de rébellion », « prodiguer l'argent à d'indignes marchands et aux vampires du gouvernement de Buonaparte » (46). On comprend que, dans un pareil état d'esprit, la Chambre ait mutilé le projet ministériel, et qu'elle n'ait pas cherché à réaliser une liquidation complète des pertes subies. C'est avec raison qu'on a pu écrire que l'idée même de la réparation intégrale des dommages est quelque chose de nouveau dans l'histoire, et qu'on a pu souligner son origine révolutionnaire (47). Le préambule de la loi du 31 juillet 1792 posait déjà le principe de la responsabilité nationale et, dans l'adresse aux habitants des frontières, votée le 28 août 1792, au moment du premier siège de Longwy, l'Assemblée législative considérait pour la première fois les pertes qu'éprouveraient les populations comme une dette sacrée. Il est vrai que le texte qui avait été voté quelque temps auparavant, le 11 août, n'envisageait encore que des secours partiels, mais la Convention alla plus loin, car le décret qu'elle adopta le 27 février 1793 prévoyait déjà la réparation intégrale des dommages (48). De nombreux obstacles s'opposèrent, d'ailleurs, à l'application de cette loi, qui semblait tombée dans le plus profond oubli lors des débats de 1816. La différence des circonstances suffit à expliquer celle des législations : en 1793, il s'agissait de pousser la Nation à résister à ses ennemis, alors qu'en 1815 les envahisseurs étaient présentés comme les alliés du gouvernement légitime. Les corps francs qui avaient osé leur tenir tête ne voyaient-ils pas leurs chefs condamnés aux peines les plus sévères ? On comprend du même coup pourquoi un

(46) Cité par MARION (M.), ouvrage cité, IV, p. 397.

(47) Cf. BERLAND (J.), *Les dommages de guerre après Valmy*, p. VII. — BAR-THÉLEMY (J.), *La réparation des dommages de guerre*, p. 35 et 36.

(48) BERLAND (J.), ouvrage cité, p. VII, 365 et chapitre V.

esprit tout différent anima la circulaire ministérielle du 27 octobre 1814, le premier texte qui ait envisagé le droit à la réparation intégrale comme la conséquence naturelle des principes de solidarité nationale dont les progrès avaient été si considérables au cours du XIX^e siècle⁽⁴⁹⁾.

Il faut enfin remarquer que la loi des finances du 25 mars 1817, votée par une Chambre plus modérée que celle de 1815, améliora quelque peu la situation des créanciers de l'Etat : elle décida que les reconnaissances de liquidation pourraient être négociées comme des effets au porteur, et qu'un cinquième d'entre elles serait remboursé chaque année à partir de 1821, soit en numéraire, soit en rentes au cours moyen des six derniers mois⁽⁵⁰⁾. Les créanciers ne furent donc plus exposés à recevoir soixante francs pour cent qui leur étaient dus. On assimila à l'arriéré le fonds de 6 millions qu'une ordonnance du 3 juillet 1816 avait destiné à acquitter celles des réquisitions de 1813 et de 1814 que les crédits prévus jusqu'alors ne permettaient pas de payer. Enfin, l'article 31 de la loi du 31 juillet 1821 prévut qu'après l'acquittement des charges de guerre de 1813 et de 1814, ce qui resterait disponible serait utilisé à libérer les départements de leurs dettes de 1815. Ces améliorations de détail respectaient d'ailleurs dans ses grandes lignes la législation de 1816, qui, en fin de compte, se trouva être assez avantageuse à l'Etat, dont les dettes furent moins lourdes qu'on aurait pu le craindre, et peu généreuse à l'égard des départements qui avaient le plus souffert de l'invasion.

V. — LA RÉPARTITION DU SECOURS DE ONZE MILLIONS

L'article 8 de la loi des finances du 28 avril 1816 prévoyait que dix millions de francs seraient répartis entre les départements qui avaient souffert de l'invasion. Huit millions provenaient de la liste civile du Roi, deux millions de la dotation des princes de sa maison. Le duc de Berry y ajouta une somme d'un million qui était destinée aux fêtes de son mariage. On voit qu'il ne s'agissait que d'un secours dû à la libéralité des princes, nullement d'une réparation entière des dommages, de la reconnaissance d'un droit des sinistrés vis-à-vis de l'Etat.

(49) *Ministère des Régions libérées. Réparations des dommages*, 1^{er} fascicule, circulaire du 27 octobre 1914. — La même publication cite la loi du 6 septembre 1871, votée par l'Assemblée Nationale dans un esprit moins large que ne l'aurait désiré la commission, favorable au principe de la réparation intégrale. Le préambule de cette loi dit : « Considérant que les sentiments de nationalité qui sont dans le cœur de tous les Français imposent à l'Etat l'obligation de dédommager ceux qu'ont frappés dans la lutte commune des pertes exceptionnelles... ». En fait, BARTHÉLEMY (J.), ouvr. cité, p. 51, indique que pour 637 millions de perte les indemnités ne s'élevèrent qu'à 420 millions de francs.

(50) En fait, le premier cinquième fut remboursé en vertu de la loi du 8 mars 1821, le second en application de celle du 2 mai 1822, et les trois autres par celle du 17 août 1822. Voir MARION (M.), ouvr. cité, V, p. 11.

L'ordonnance royale du 20 septembre 1816 précisa la destination de ces fonds ⁽⁵¹⁾, en faisant observer qu'ils ne pourraient être de quelque utilité que s'ils « étaient uniquement destinés à mettre ceux qui ne peuvent réparer les dommages qu'ils ont éprouvés en état de rebâtir leurs maisons incendiées ou démolies, remplacer les bestiaux, les meubles, les instruments aratoires ou effets de première nécessité détruits ou pillés, d'ensemencer leurs terres afin de pouvoir se livrer de nouveau à leurs travaux ordinaires ou à l'exercice de leur industrie. ». La répartition devait en être faite par des commissions d'arrondissement composées de cinq conseillers généraux ou d'arrondissement, réunis sous la présidence du sous-préfet ou du représentant du préfet. Dans chaque commune les décisions appartiendraient au maire assisté de deux conseillers municipaux. Ne pourraient bénéficier d'un secours que les citoyens dont la contribution foncière serait inférieure à 200 francs, centimes additionnels compris. Tous les grands propriétaires étaient donc exclus de la répartition.

Pour sa part, le département de la Moselle ne reçut sur les onze millions qu'un secours de 246.450 francs ⁽⁵²⁾, somme que le Conseil général trouva beaucoup trop faible et proportionnellement inférieure à celles qu'avaient obtenues d'autres régions ⁽⁵³⁾. L'ordonnance royale en fixait la répartition entre les arrondissements, à savoir 117.400 pour celui de Briey, et respectivement 50.800, 50.400 et 27.850 francs pour ceux de Thionville, de Sarreguemines et de Metz. Elle précisait en outre que le duc de Berry avait témoigné le désir de voir attribuer, sur le million qu'il avait donné, 40.000 francs à la ville de Longwy, 20.000 au village de Chénières et 20.000 à la commune de Basse-Yutz. A ces fonds s'ajoutaient quelques secours qu'une ordonnance royale du 4 septembre avait déjà accordés pour les dégâts dus à la grêle. Il s'agissait de 9.000 francs pour l'arrondissement de Metz, de 7.000 pour chacun des trois autres.

Dès le 1^{er} octobre 1816, le baron Lachadenède avertit ses sous-préfets de réunir les commissions prévues par l'ordonnance, et il nomma celle de Metz qui tint sa première séance le 3 décembre ⁽⁵⁴⁾. Elle comprenait cinq conseillers généraux, dont quatre appartenaient à la noblesse d'ancien régime, MM. de Beausire, de Wendel, de Turmel — maire de Metz — et Huyn de Vernéville. Le cinquième, Lambert, était président de chambre à la Cour royale : c'est lui qui semble s'être chargé de la préparation du travail, de l'examen des nombreuses réclamations que reçut la commission ⁽⁵⁵⁾. Les cas les plus fréquents étaient les pertes de chevaux, disparus avec ou sans les voitures après avoir été réquisitionnés par les Alliés, et les livraisons

(51) Arch. dép. Moselle, R 480.

(52) *Ibid.*, lettre du préfet aux sous-préfets, 1^{er} octobre 1816.

(53) Arch. dép. Moselle, Conseil général, 9 juin 1816.

(54) *Actes administratifs*, 1816, p. 230 : le préfet y demande d'urgence aux maires un état des pertes éprouvées, par suite des événements de guerre, par les propriétaires, charrons, maréchaux (chevaux, voitures, bestiaux, marchandises).

(55) Arch. dép. Moselle, R 480. Dossier du président Lambert.

de fers faites par des maréchaux. Les fournitures de vivres ne devaient pas entrer en ligne de compte, puisque leur liquidation était plus ou moins assurée par une autre commission, et les destructions d'immeubles étaient rares dans l'arrondissement de Metz. Il s'en faut pourtant que les 27.850 francs alloués aient suffi à rembourser tout ce que le président Lambert avait accepté de reconnaître comme dommage régulièrement constaté. Tel cultivateur reçut 40 francs pour une perte estimée à 250, tel autre obtint 191 francs pour 600 : les taux de réduction varièrent en effet selon les circonstances et les plaintes furent assez nombreuses. Il y eut enfin des demandes qui n'obtinrent jamais satisfaction, parce qu'elles ne reentraient dans aucune catégorie prévue : le pépiniériste Simon ne reçut qu'une lettre de regrets en réponse à la requête qu'il adressa pour obtenir le remboursement des 7.497 francs de pertes dues au dégagement des glacis de Metz. Un relevé par communes qui nous a été conservé indique qu'il y avait, dans l'arrondissement chef-lieu, une quarantaine de villages qui accusaient plus de 5.000 francs de dommages. Un bon nombre d'entre eux avaient surtout souffert du pillage que le corps de Marmont s'était laissé aller à commettre lors de sa retraite vers Metz, en janvier 1814⁽⁵⁶⁾. On atteignait ainsi à un total de plusieurs centaines de milliers de francs, et ce chiffre prouve qu'il n'y eut aucune proportion entre l'étendue des pertes et la médiocrité des secours.

Le travail de la commission de Sarreguemines ne nous est pas parvenu. Une lettre du sous-préfet Jacquinot indique seulement qu'il était terminé dès le 7 novembre 1816, mais que le préfet ne le revêtit de son approbation que le 25 janvier suivant⁽⁵⁷⁾. Comme la famine sévissait alors dans l'arrondissement de Sarreguemines, Jacquinot proposa d'employer les 50.000 francs qui lui étaient alloués à acheter des blés pour la classe indigente. Ils auraient constitué un fonds de roulement qui eût permis de former des magasins de charité, et ils n'auraient reçu leur destination régulière que l'année suivante. Il va de soi que le respect des formes ne permettait point au préfet d'adopter une idée aussi ingénieuse qu'illégale. Le sous-préfet avait eu soin de composer la commission de notables choisis dans divers cantons, de les avertir de rejeter toutes les demandes concernant des subsistances et d'éviter de procéder à une répartition des secours par trop petites sommes, car elles « seraient inévitablement converties en buvette par les parties prenantes »⁽⁵⁸⁾.

Lorsque la répartition par commune fut achevée et ratifiée par le préfet, Jacquinot envoya une lettre aux maires datée du 1^{er} février 1817⁽⁵⁹⁾ : « Monsieur le préfet, disait-elle, vous a prié par sa circulaire

(56) Arch. dép. Moselle, M supplément. Rapport du 22 avril 1814.

(57) Arch. dép. Moselle, R 480. Lettre du sous-préfet de Sarreguemines au préfet, 7 novembre 1816.

(58) *Ibid.*, lettre du sous-préfet au préfet, 25 novembre 1816.

(59) *Ibid.*, circulaire imprimée du sous-préfet de Sarreguemines, 1^{er} février 1817.

du 20 octobre 1816 de m'adresser l'état détaillé des pertes essuyées par les habitants de votre mairie, par suite des événements de la guerre. Vous m'avez transmis cet état ; je l'ai mis sous les yeux de la commission ». Après avoir indiqué à chaque commune la somme qui lui était attribuée, le sous-préfet priait le maire de procéder à la sous-répartition avec deux conseillers municipaux par lui désignés : « Les pertes en chevaux, voitures, instruments aratoires, outils, bois de charronnage, fers à cheval, tels sont principalement les objets qui devront servir à cette répartition... Ainsi, M. le Maire, d'après le vœu de Sa Majesté, le secours doit être accordé de préférence à ceux qui ont le moins de ressources, et vous ne devez pas prendre pour base de la répartition la quantité ou l'importance des pertes essuyées, mais vous devez la déterminer d'après l'influence de ces mêmes pertes sur les moyens d'existence de ceux qui les ont éprouvées. Il ne s'agit pas d'y faire participer tout le monde, mais de procurer à ceux qui ont perdu toutes leurs ressources, les moyens de se soutenir ». Cette circulaire montre qu'en dernière analyse, l'attribution des secours a dépendu, dans l'arrondissement de Sarreguemines comme dans les autres, des maires : or, la plupart de ces magistrats étaient, surtout en Lorraine allemande, presque complètement illettrés et incapables de rien décider sans le concours du maître d'école ou du curé. Cette procédure a donc ouvert la voie à de nombreux abus.

Le préfet tenta parfois de remédier à ces inconvénients, en refusant de ratifier un état de répartition communale. Ce fut notamment le cas pour le village de Haute-Yutz, qui avait été rasé par ordre du général Hugo, lors du second blocus de Thionville⁽⁶⁰⁾. Le travail du maire fut jugé inadmissible, car il n'avait pas secouru le pauvre plus que le riche⁽⁶¹⁾. Le baron de Lachadenède dut rappeler que toute distribution des fonds par portions égales ou au marc le franc des contributions était interdite. Un nouvel état fut donc établi. La somme à répartir comprenait 20.000 francs donnés par le duc de Berry, 14.256 francs de secours déjà accordés sur le fonds des non-valeurs et 22.000 francs donnés en nature sous forme de bois de construction⁽⁶²⁾. On disposait donc au total d'un secours de 56.256 francs pour réparer des pertes qui atteignaient 252.000 francs pour les seuls contribuables imposés à moins de 200 francs de contribution foncière ! Les sinistrés, au nombre de 59, furent répartis en six classes⁽⁶³⁾ : ceux de la première, les plus aisés, reçurent 18 % des dommages qu'ils avaient éprouvés, tandis que le pourcentage atteignait 43 pour ceux de la sixième. Il ne resta rien pour la reconstruction des édifices communaux et de la chapelle carolingienne qui n'avait pas été épargnée, bien qu'elle fût le plus ancien édifice reli-

(60) Arch. dép. Moselle, R 480.

(61) Arch. dép. Moselle, R 480. Lettre du préfet Lachadenède au sous-préfet de Thionville, 19 février 1817.

(62) *Ibid.*, supplique des habitants de Yutz, 19 juillet 1816.

(63) *Ibid.*, état définitif de répartition.

gieux de l'Est de la France. Il faut d'ailleurs ajouter qu'en 1821, une indemnité fut enfin accordée à Haute-Yutz, par le ministère de la Guerre, en application de la loi du 10 juillet 1791 ⁽⁶⁴⁾.

La commission de l'arrondissement de Briey vit son travail approuvé par le préfet en février 1817. Un état des pertes par communes montre que les dommages avaient été presque entièrement concentrés dans les cantons de Longwy, de Longuyon et d'Audun, où avaient cantonné les Prussiens, tandis que ceux de Briey, de Conflans, occupés par les Russes, avaient à peine souffert ⁽⁶⁵⁾. C'est aux villages situés aux environs immédiats de Longwy que furent attribués les secours les plus considérables : la commune de Cosnes venait en tête, avec 6.000 francs. Quant à la petite place forte qui avait subi en 1815 un siège de trois mois, 40.000 francs lui étaient spécialement affectés sur le million donné par le duc de Berry. Elle avait d'ailleurs perdu dix fois davantage ! La répartition de ce maigre fonds fut préparée par le maire et approuvée le 18 mars 1817. Conformément à l'ordonnance royale, aucun des propriétaires aisés ne recevait le moindre secours. En outre, la moitié des 40.000 francs fut affectée à la reconstruction de l'église, dont le maire signalait en avril 1817 l'état lamentable ⁽⁶⁶⁾ : un ingénieur était venu un an auparavant dresser un devis, mais aucun travail n'avait été réalisé ; deux hivers pluvieux avaient délavé les murs de cet édifice resté depuis 18 mois sans couverture. « Les habitants, ajoutait le maire, en gémissent, mais ayant été eux-mêmes victimes et réduits à reconstruire leurs propres maisons, ils sont dans l'impossibilité de faire aucun effort pour se reconstruire un édifice aussi conséquent que nécessaire à la morale et à la religion ». Les Longoviciens se plaignirent d'ailleurs, dans un mémoire qu'ils adressèrent au Roi, de n'avoir reçu que 20.000 francs ⁽⁶⁷⁾ ; ils firent remarquer que la réparation de l'église aurait dû être à la charge de l'Etat ou du département. Ils ajoutèrent que la répartition des maigres secours qu'ils avaient reçus avait été mal faite, qu'ils étaient écrasés par la garnison prussienne, deux fois plus nombreuse que la population, que le budget municipal devait consacrer le tiers de ses recettes à l'entretien des effets de casernement. Tel était le sort misérable de cette petite place forte, dont la tour de l'église fut encore renversée en 1870, et dont le bombardement de 1914 a amené la ruine totale.

Le village de Chénières, situé à quelques kilomètres au sud de Longwy, avait été incendié le 24 septembre 1815, lors de l'occupation

(64) Arch. Nat., F5 II Moselle 21. Lettre du ministre de la Guerre au préfet, 8 août 1820. — Une lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, en date du 1^{er} juin 1821, propose de récupérer au bénéfice de la commune les 20.000 francs donnés par le roi, et de les employer à reconstruire l'église, le presbytère et l'école.

(65) Arch. dép. Moselle, R 480. Etat dressé le 7 février 1817.

(66) *Ibid.*, répartition du 18 mars 1817 ; lettre du maire de Longwy au préfet, 21 avril 1817.

(67) Arch. dép. Moselle, 1 P 16. Mémoire au roi du 12 juin 1817, lettre du préfet au ministre des Finances du 29 juillet.

prussienne, et la plupart de ses maisons étaient détruites. Quand il fallut répartir les 20.000 francs de secours qui lui étaient alloués, le sous-préfet de Briey demanda d'abord à y faire participer tous les sinistrés, quel que fût le montant de leurs impositions, mais le baron Lachadenède lui répondit que l'ordonnance royale du 20 septembre 1816 devait être respectée⁽⁶⁸⁾. Un premier état de répartition fut dressé par le maire en mai 1817, mais ce magistrat écrivit aussitôt qu'il n'y avait apposé sa signature que sous la pression d'un parti puissant mené par le curé⁽⁶⁹⁾. Il protesta contre les prétentions des incendiés qui voulaient exclure toute autre perte. D'autre part, le sous-préfet demanda à Lachadenède de refuser son approbation à une répartition dans laquelle on avait compris, disait-il, des habitants qui n'avaient rien perdu et des incendiés qui avaient enlevé des arbres dans le quart en réserve des bois communaux. Dans une autre lettre, il ajoutait que le bienfait du Roi avait produit dans la commune de Chénières une profonde division⁽⁷⁰⁾ : chaque parti voulait s'emparer de cette proie au détriment de l'autre et la violence avait présidé aux essais de répartition. Il pria le préfet de tenir secrète la protestation du maire, car son signataire aurait eu tout à craindre si elle avait été connue de ses administrés. L'autorité procéda alors à un nouveau travail, qui fut approuvé le 11 juillet 1817. Par autorisation spéciale du ministre des Finances, on y avait compris un sinistré qui payait plus de 200 francs de contribution directe et dont les pertes atteignaient 22.000 francs, soit le cinquième du dommage total⁽⁷¹⁾. Il convient de noter à ce propos que le secours royal alloué à cette malheureuse commune n'atteignait pas 20 % de ce qui eût été nécessaire pour compenser tous les malheurs.

On voit donc que la répartition du fonds de 11 millions fut loin de suffire à une réparation intégrale des dommages éprouvés par la Moselle. L'administration, saisie de multiples plaintes, répondait que les ressources dont elle disposait ne lui permettaient que de soulager les plus pauvres⁽⁷²⁾. Tel cultivateur, réputé aisé, n'obtint nulle compensation pour ses chevaux et sa voiture enlevés en 1814⁽⁷³⁾ ; tel propriétaire d'une usine rasée lors du blocus de Metz ne put toucher aucune indemnité⁽⁷⁴⁾. L'opération fut donc fort incomplète : du moins fut-elle rapidement menée, car le préfet avait reçu du minis-

(68) Arch. dép. Moselle, R 480. Lettre du sous-préfet de Briey au préfet, 20 février 1817.

(69) *Ibid.*, premier état de répartition de Chénières, lettre du maire au préfet, 16 mars 1817.

(70) *Ibid.*, lettre du sous-préfet de Briey au préfet, 14 mai 1817.

(71) *Ibid.*, lettre du ministre des Finances au préfet, 12 mars 1817.

(72) *Ibid.*, réclamation du maire d'Ormerschviller, 10 mars 1817, et réponse du sous-préfet de Sarreguemines.

(73) Un cultivateur de Silly-sur-Nied avait perdu en 1814 une voiture et quatre chevaux : il réclamait 1.250 francs. Le 1^{er} avril 1819, le préfet lui répondit « que le gouvernement n'avait pas accordé de fonds pour indemniser les particuliers qui, par suite des événements de la guerre, ont essuyé des pertes de cette nature ». Arch. dép. Moselle, R 465.

(74) Arch. dép. Moselle, M supplément.

tère le crédit de 246.000 francs qui lui était ouvert dès le mois de février 1817 et les paiements suivirent immédiatement l'approbation des états de répartition ⁽⁷⁵⁾.

VI. — LA LIQUIDATION EN MOSELLE APRÈS LES CENT JOURS

La commission de liquidation établie à Metz en vertu de la circulaire ministérielle du 6 août 1814 avait continué à siéger pendant les Cent Jours ⁽⁷⁶⁾. Un décret du 29 avril 1815 lui avait ordonné de reprendre ses travaux, en spécifiant toutefois de faire passer au premier rang les réquisitions exigées pour les armées françaises. Une circulaire du 29 septembre suivant vint ensuite annuler cette disposition et rétablir les règles qui étaient en vigueur avant le retour de l'île d'Elbe ⁽⁷⁷⁾. Cette première commission avait à peu près terminé l'examen des réclamations qui lui avaient été adressées. Elle tint sa dernière séance le 15 janvier 1816, alors que ses registres contenaient 1.014 décisions. C'est une nouvelle commission, créée en vertu de la loi du 28 avril, qui termina entièrement la liquidation de 1813 et de 1814. Elle n'eut d'ailleurs à prendre que 26 décisions, mais deux d'entre elles concernaient des créances fort importantes : le prix du bois de Grimont, qui avait été coupé en janvier 1814 pour assurer le ravitaillement de Metz en combustible, fut fixé à 78.295 francs, alors que son propriétaire, M. de France, en demandait 127.000 ⁽⁷⁸⁾, et les marchés passés par les autorités royales au moment du retour de l'île d'Elbe furent liquidés à 85.000 francs, en faveur d'un négociant messin, Paixhans.

Mais une tâche plus importante allait retenir, après les Cent Jours, l'attention de l'autorité : il fallait liquider les réquisitions de 1815, beaucoup plus lourdes que celles de l'année précédente. Déjà le 7 décembre, aussitôt après le passage des colonnes ennemies en retraite vers le Rhin, le préfet avait pris un arrêté instituant une commission de dix membres chargée de vérifier les comptes des commissions cantonales qui s'étaient occupées des réquisitions, et les marchés plus ou moins irréguliers qui avaient été conclus ⁽⁷⁹⁾.

Il s'agissait là d'une initiative personnelle du baron Lachadenède, et rien ne nous est resté des travaux de cette commission. Mais peu après le vote de la loi des finances de 1816, une circulaire ministérielle du 13 mai vint prescrire de former dans chaque département deux commissions chargées respectivement d'examiner les impositions

(75) Arch. dép. Moselle, R 480.

(76) Arch. dép. Moselle, R 367.

(77) Arch. dép. Meurthe, 97 R. Circulaires ministérielles des 5 juin et 29 septembre 1815.

(78) Arch. dép. Moselle, R 367, 30 novembre 1816. M. de France porta l'affaire de Grimont devant le Conseil d'Etat, qui donna raison à la commission par son arrêt du 14 février 1822. Arch. Nat., F5 II Moselle 20.

(79) Arch. dép. Moselle, R 418, arrêté du 7 décembre 1815. Sur dix membres de la commission, sept appartenaient à l'ancienne noblesse.

locales et de liquider les réquisitions. Mais le Conseil général de la Moselle trouva cette dualité inutile et nomma une commission unique, le 10 juin 1816 ; elle eut le même secrétaire que la commission de 1814, le conseiller de préfecture Jadelot, et pour vice-président son collègue de Tinseau⁽⁸⁰⁾. Deux employés de la préfecture lui servirent d'expéditionnaires. Elle tint sa première séance le 3 juillet, et, quelques jours plus tard, elle envoya aux maires sa première circulaire⁽⁸¹⁾ : elle y indiquait qu'il s'agissait de liquider les réquisitions opérées dans le département jusqu'au moment où les entrepreneurs généraux du gouvernement avaient assuré le ravitaillement de l'armée d'occupation, c'est-à-dire en principe jusqu'au 1^{er} décembre 1815, mais en fait jusqu'à une date plus rapprochée⁽⁸²⁾. Elle leur rappelait que les fournitures faites aux armées de l'usurpateur ne l'intéressaient point, car le ministère de la Guerre devait seul s'en occuper.

Quelques principes guidèrent les travaux des notables qui composaient la commission. Il était d'abord entendu que toutes les réquisitions faites avant le 12 août, date de la reprise des services administratifs par les autorités régulières françaises, seraient considérées comme des charges de guerre non susceptibles de compensation. Lorsqu'en mars 1817 le secrétaire posa à ses collègues la question suivante⁽⁸³⁾ : « Les fournitures faites en denrées ou effets par des communes ou des cantons, sur des réquisitions des autorités militaires, seront-elles laissées à leur charge ? », il obtint de M. de Beausire la réponse suivante : « Les calamités de la guerre sont toujours à la charge des communes qui en sont les victimes ; c'est un orage qui vient fondre sur un pays et le dévaste ; les habitants n'ont droit qu'à l'intérêt qu'inspire le malheur, et c'est au gouvernement à leur accorder des secours ». Le commissaire Latanchère émit la même idée. Il jugeait qu'un nivellement général serait impossible autant qu'impolitique. Beausire pensait toutefois que les communes épargnées par la guerre devaient aider celles qui se trouvaient écrasées de dettes, sans pour cela rechercher une péréquation complète. Il précisait que les dépenses de table des généraux alliés devaient rester une charge locale. En résumé, l'avis unanime de la commission était de n'admettre que les créances des fournisseurs qui avaient passé un marché avec l'administration préfectorale. Elle reconnaissait d'ailleurs ce que cette méthode avait d'incomplet, et elle avouait, lors de sa séance du 5 mai 1817, qu'elle avait jadis espéré des indemnités proportionnées aux charges, qu'elle avait d'abord pensé reconnaître

(80) Arch. dép. Moselle, Conseil général, 10 juin 1816. Sur sept membres, la commission comprenait quatre nobles.

(81) Arch. dép. Moselle, R 421, 9 juillet 1816.

(82) Les fournitures faites avant le 1^{er} décembre constituaient seules la véritable dette départementale. Celles qui avaient été livrées entre cette date et la reprise effective du service par les entrepreneurs généraux étaient à la charge du ministère de la Guerre. En fait, les entrepreneurs ne reprirent le service qu'entre le 1^{er} février et le 1^{er} mars 1816. Cf. *Actes administratifs*, 1816, p. 127, circulaire préfectorale du 18 juin.

(83) Arch. dép. Moselle, R 418.

comme dette départementale toutes les créances régulières⁽⁸⁴⁾. Mais les lettres ministérielles avaient déçu ses espoirs, et dès lors elle dut « procéder à l'égard des cantons du département d'après le principe consacré par les Chambres dans la session de 1816, lorsqu'elles ont repoussé toute espèce de nivellement et de solidarité entre les départements de la France ». Ce système, conséquence directe de celui que le gouvernement avait adopté pour l'ensemble du pays, devait aboutir à de grandes inégalités entre les divers cantons, car ils avaient été plus ou moins bien administrés, et les moyens mis en œuvre avaient varié avec les lieux. Ici le service avait été assuré par les communes ; là on avait formé des magasins cantonaux ou conclu des traités avec des entrepreneurs. Mais la commission refusait d'entrer dans ces considérations, sauf à secourir ensuite les cantons les plus pauvres.

C'est dans ces conditions que furent adoptées, le 5 mai 1817, les conclusions suivantes : la dette départementale comprendrait les fournitures faites lors du passage des Prussiens, des Bavares, des contingents de Nassau, en retraite vers le Rhin⁽⁸⁵⁾. Elle admettrait, mais seulement pour mémoire, la subsistance des troupes d'occupation depuis le 1^{er} décembre 1815 jusqu'à la reprise du service par les agents du ministère — les dépenses faites à Sarrebruck et dans les communes cédées par le traité du 20 novembre — les réquisitions de fers à cheval, de clous et de graisse ordonnées par Langeron — les sommes payées par les fournisseurs à la régie des droits réunis — le tabac livré par l'administration — les frais de la commission. Pour payer ces diverses créances, le département pouvait compter sur la rentrée des fonds qui lui étaient dus par le ministère de la Guerre, et sur des centimes spéciaux. La dette cantonale devait comprendre les frais de table des généraux, les dépenses des hôpitaux établis dans plusieurs petites villes, les fournitures faites aux Alliés du 12 août au 30 novembre 1815 par des marchés conclus par les cantons ou par le préfet, et enfin les réquisitions destinées aux magasins cantonaux. La dette communale se composerait des réquisitions locales et des réparations faites aux édifices municipaux que les Alliés avaient occupés. Il restait entendu que nulle réquisition antérieure au 12 août ne pouvait être liquidée, à l'exception des fers et graisses fournis à Langeron qui pouvaient être imputés sur le crédit de 20 millions prévu par le budget de 1816 pour le remboursement des frais d'équipement des armées alliées.

Lorsqu'elle adopta cette division de la dette en trois catégories, la commission de la Moselle siégeait depuis une dizaine de mois. Elle avait déjà examiné des centaines de demandes qui lui avaient été soumises, s'efforçant de réduire au plus juste les créances. Parmi les

(84) Arch. dép. Moselle, R 422, 5 mai 1817.

(85) Les dépenses occasionnées par les Russes y étaient également comprises, quoiqu'elles fussent déjà remboursées par la perception de 15 centimes additionnels. Arch. Nat., F⁵ II Moselle 20, note pour le ministre, s. d.

principaux fournisseurs qu'elle avait liquidés, on peut citer le Messin Goujon, dont la créance fut fixée à 372.000 francs ⁽⁸⁶⁾ — le sieur Everling, qui avait conclu en novembre 1815 un marché pour la fourniture de 218.000 kilogrammes de viande et dont les livraisons avaient suscité de telles plaintes que la valeur en fut ramenée à 141.000 francs ⁽⁸⁷⁾ — le négociant Simon, de Sarrebruck, qui avait livré aux Russes, en septembre, pour 141.000 francs d'avoine et de viande ⁽⁸⁸⁾. Tel marché fut réduit parce que le fournisseur avait racheté à vil prix des bons de réquisition délivrés aux communes et réalisé un bénéfice illicite ⁽⁸⁹⁾. En acceptant de ratifier une livraison de vin faite à l'hôpital de Longwy à 1.200 francs les 1.000 litres, la commission avait eu soin de protester contre ces prix exorbitants ⁽⁹⁰⁾. Le maître de forges sarrois Stumm lui demandait le remboursement des fers qu'il avait fournis : elle lui répondit que son pays avait cessé d'être français, que ses concitoyens avaient refusé d'acquitter les 15 centimes additionnels établis en 1815, et qu'en général la rentrée des contributions avait pris fin dans ce territoire bien avant la signature du traité du 20 novembre ⁽⁹¹⁾. Les sieurs Wolff-Bloch réclamaient 8.169 francs pour fourniture d'eau-de-vie aux Russes cantonnés à Briey : la commission leur rétorqua qu'ils avaient livré plus de litres que la ration régulière ne le comportait, qu'elle plaignait le sort des habitants obligés de donner des suppléments à la troupe, mais qu'elle ne pouvait tenir compte de ces considérations ⁽⁹²⁾. Mayer Lévy avait fourni aux Prussiens casernés à Thionville des grains dont il estimait la valeur à 21.000 francs : les commissaires se transportèrent au quartier général de Bulow pour constater la contenance exacte du boisseau prussien, inférieure à celle du boisseau de Paris, et ils n'allouèrent en conséquence qu'une somme de 16.000 francs ⁽⁹³⁾. Des marchés conclus par Michel David et Garçon Israël furent ramenés de 415.000 à 373.000 francs ⁽⁹⁴⁾. Les créances présentées par des négociants israélites ne furent pas les seules à subir de fortes réductions, et il serait facile de citer tel marché conclu par des commerçants chrétiens dont les clauses furent révisées par la commission. Mais en Moselle, comme dans tous les départements de l'Est, les Juifs furent très nombreux parmi les entrepreneurs qui se chargèrent, en 1815, du ravitaillement des Alliés. L'étendue de leurs relations dans les campagnes où ils étaient presque seuls à faire le commerce

(86) Arch. dép. Moselle, R 421, 9 juillet 1816. Le marché Goujon comprend notamment 227.000 kilos de pain à 24 centimes, 367.000 litres de vin à 55 centimes, 74.000 litres d'eau-de-vie à 1 franc.

(87) *Ibid.*, 8 juillet 1816, marché à 66 centimes le kilog de viande.

(88) *Ibid.*, 8 juillet 1816, marché à 77 centimes le kilog de viande.

(89) *Ibid.*, 8 juillet 1816, marché conclu entre Bertrand et le sous-préfet de Sarreguemines.

(90) *Ibid.*, 16 juillet 1816.

(91) *Ibid.*, 5 août 1816.

(92) *Ibid.*, 12 août 1816.

(93) *Ibid.*, 12 août 1816, marché du 29 novembre 1815.

(94) *Ibid.*, 31 août 1816, marchés conclus pour la région de Thionville et de Cattenom.

des chevaux et du bétail, et où ils étaient les principaux prêteurs d'argent — à des taux souvent usuraires — les désignait naturellement pour ces opérations.

En septembre 1816, la commission se félicitait d'avoir opéré 240.000 francs de réductions sur un total de 2.485.000 ⁽⁹⁵⁾. Elle se réjouissait d'ailleurs trop tôt, car elle ne put les maintenir toutes. Sa sévérité scrupuleuse suscita de nombreuses réclamations, dont certaines semblèrent trouver appui au ministère. Tel fut le cas d'une plainte des sieurs Halter et Deitz, qui avaient vu leurs créances réduites de 43.000 à 28.000 francs. L'un des associés étant Luxembourgeois, une pétition fut adressée au duc de Richelieu, ministre des Affaires étrangères. La commission ayant maintenu son point de vue, les plaignants l'accusèrent de pratiquer, au profit du département, la maxime de Racine : « Pour nous rendre heureux, perdons les misérables ». Mais après quatre ans d'efforts, ils durent s'incliner, car le ministre décida que la commission avait jugé en dernier ressort ⁽⁹⁶⁾. Enfin, l'arrêt du Conseil d'Etat du 10 février 1825 les débouta définitivement de leur plainte, car il s'agissait d'un marché conclu sans la sanction de l'autorité régulière ⁽⁹⁷⁾.

Mais dans le cas où le marché avait été confirmé par le préfet, la jurisprudence du Conseil d'Etat se prononçait contre le droit de révision de ses clauses : c'est ainsi que la commission ayant maintenu ses décisions dans l'affaire Everling, sa délibération fut annulée à Paris par l'arrêt du 23 mai 1822. Le département tenta vainement d'échapper aux conséquences de cette sentence, de ne pas s'acquitter des 7.641 francs dont il restait redevable, sous prétexte qu'il ne disposait d'aucun crédit de cet ordre. Le ministre rappela au préfet que la Moselle devait payer toutes ses dettes ; il l'y aida d'ailleurs par une allocation spéciale de 3.000 francs ⁽⁹⁸⁾. Dans d'autres cas, la commission accorda de plein gré des suppléments, par exemple à Wolff-Bloch, à Mayer Lévy, à Michel David ⁽⁹⁹⁾. Primitivement réduites de 318.000 à 273.000 francs, les fournitures de Samuel Dalsace à Briey furent ainsi majorées de 25.000 francs, et une pareille proportion d'augmentation semble avoir été fréquente ⁽¹⁰⁰⁾.

D'autre part, la commission de la Moselle eut à s'occuper de la vérification des comptes que lui présentèrent les commissions cantonales formées en vertu de l'arrêté préfectoral du 10 août 1815. Elle ne fit souvent que reprendre les conclusions de la commission centrale qu'avait précédemment établie le préfet Lachadenède. Elle exa-

(95) *Ibid.*, 30 septembre 1816.

(96) *Ibid.*, 5 août et 30 décembre 1816. — Arch. Nat., F5 II Moselle 20, pétition au duc de Richelieu du 24 décembre 1816, lettre du 20 avril 1817, lettre du 27 janvier 1820, décision ministérielle du 7 mars 1820.

(97) Arch. Nat., F5 II Moselle 21, arrêt du Conseil d'Etat, 10 février 1825.

(98) Arch. dép. Moselle, R 423, 13 janvier. — Arch. Nat., F5 II Moselle 21, arrêt du 23 mai 1822, délibération du Conseil général du 19 juillet 1825, lettre du ministre au préfet du 6 juillet 1826.

(99) Arch. dép. Moselle, R 422, 7 avril 1817.

(100) Arch. dép. Moselle, R 423, 13 janvier 1818.

mina également les comptes des municipalités qui s'étaient chargées directement du ravitaillement des Alliés. Elle rencontra parfois des cas litigieux : un ancien maire de Jarny, devenu garde-magasin d'un dépôt cantonal organisé pour les Russes en août 1815, fut accusé d'avoir prévarié (1). Une enquête fut dirigée par un greffier de justice de paix et un percepteur, et l'on découvrit que l'ancien maire avait gardé par devers lui 1.377 francs, provenant d'une amende que l'envahisseur avait imposée à sa commune en 1814 et dont il avait été fait remise ; en outre, il n'avait tenu l'année suivante aucune comptabilité régulière. Il fut déclaré redevable de ce chef d'une somme de 894 francs. La gestion de la commission illégalement formée par les Prussiens à Longwy, en novembre 1815, fut sévèrement jugée : on lui reprocha, après enquête, les prix exorbitants auxquels elle avait conclu des marchés, l'irrégularité de ses registres, et ses membres furent déclarés redevables d'une somme de 1.974 francs (2). Au contraire, les opérations de la commission de Gorze furent jugées d'une correction exemplaire ; les actes du sous-préfet provisoire de Longwy et Longuyon, la levée d'une somme de 29.000 francs qu'il avait dû faire sur l'ordre des Prussiens, furent également approuvés (3). Pour la fixation de la valeur des diverses réquisitions ordonnées dans les cantons, un tarif uniforme avait été adopté par la commission de la Moselle ; voici quelques exemples des prix qu'il prévoyait : 30 à 40 centimes le litre de vin, 30 centimes le kilogramme de pain, 60 centimes le kilogramme de viande, 15 centimes le litre de bière, un franc la bouteille d'eau-de-vie, 3 fr. 50 le kilogramme de sucre (4). Toutes les réclamations furent révisées en conséquence.

Il fallut aussi vérifier les opérations des municipalités, déterminer dans le détail ce qui serait dette départementale, cantonale et communale. Il fallut ratifier les marchés conclus par tel maire qui, comme celui de Vigy lors de l'arrivée du régiment de Courlande dans sa commune, avait constitué de sa propre autorité une commission de ravitaillement, dont l'activité s'était exercée en dehors du contrôle de la commission cantonale régulière, que présidait à Antilly le futur maire de Metz, M. de Turmel, pour la subsistance des Cosaques du Don (5). Les commissaires s'inquiétèrent souvent de l'exagération des frais de table des officiers supérieurs : tel général russe avait consommé 800 francs de vivres, en plus de ses rations, au cours d'un séjour de trois semaines à Briey — tel colonel, profitant de la complaisance coupable du garde-magasin de Jarny, y avait fait une dépense quotidienne de 80 francs (6).

La liquidation des dettes communales se compliquait du fait que beaucoup de maires n'avaient pas fourni les états qui leur étaient

(1) Arch. dép. Moselle, R 422, 27 janvier, 17 et 3 février 1817.

(2) *Ibid.*, 25 avril 1817.

(3) Arch. dép. Moselle, R 422, 25 avril 1817.

(4) Arch. dép. Moselle, R 421, 5 août 1816.

(5) *Ibid.*, 18 novembre et 31 décembre 1816.

(6) Arch. dép. Moselle, R 422, 17 février 1817.

demandés. La commission prit soin de les prévenir, le 5 mai 1817, que les communes auraient à s'acquitter par leurs propres moyens ; elle leur recommandait de procéder à un nivellement intérieur des charges, de ne pas établir d'imposition par centimes additionnels. Telle était également la doctrine préfectorale⁽⁷⁾. Lorsque le maire d'Hinckange demanda l'autorisation d'aliéner des biens communaux pour éteindre une dette de 1.800 francs, un refus absolu lui fut opposé : on lui conseilla de louer les prés communaux et d'arriver à un remboursement échelonné de la créance⁽⁸⁾. Le bourg de Cattenom voulait rembourser 11.000 francs à ceux qui avaient fourni plus que ne le comportaient leurs facultés ; il se proposait d'obtenir cette somme par une imposition répartie au marc le franc des contributions directes : la commission lui répondit qu'elle ne pouvait admettre qu'un rôle d'équation et de nivellement⁽⁹⁾. De nombreux exemples montrent que son but était de fixer pour les dettes communales des chiffres aussi bas que possible et d'éviter que le désir de payer toutes les réquisitions n'aboutisse à charger les populations de centimes additionnels. C'est seulement lorsqu'il fallait absolument libérer une commune de créanciers qui lui étaient étrangers que le préfet, M. de Tocqueville, acceptait d'avoir recours à des centimes additionnels⁽¹⁰⁾. La commission et lui-même préféraient une solution incomplète de la liquidation à un paiement intégral qui obligerait la communauté à de nouveaux efforts. Leur conduite s'inspirait d'ailleurs de l'exemple des Chambres et du gouvernement, qui n'avaient jamais envisagé une péréquation nationale des charges de guerre. La solution était certes avantageuse pour les finances de l'Etat comme pour celles des départements et des communes, mais elle n'écartait pas les risques d'injustice.

VII. — LE RÈGLEMENT DES CRÉANCES EN MOSELLE

Les deux commissions de liquidation avaient fixé le montant des créances dont elles avaient reconnu la régularité. Dès la fin de 1817, leur travail était presque terminé, et pourtant les commissaires ne

(7) *Actes administratifs*, 1816, p. 11, 39 et 263, circulaires préfectorales des 13 janvier, 20 février et 21 décembre. Le recours aux centimes additionnels y est interdit.

(8) Arch. dép. Moselle, R 422, 23 juin 1817. Voir aussi l'exemple de Montigny-lès-Metz, 9 janvier 1818.

(9) *Ibid.*, 23 juin 1817.

(10) *Actes administratifs*, 1817, p. 133 et 205, circulaires préfectorales des 14 mai et 1^{er} août ; la première dit : « Il est de principe que chaque habitant doit le logement et la nourriture ordinaire aux militaires placés chez lui. On entend par nourriture ordinaire le pain et la boisson ; ainsi ces objets doivent être regardés comme une charge commune à tous, et qui ne peut faire partie de la dette ; mais si un ou plusieurs habitants ont fourni des denrées, telles que viande, pain, autres que celles qu'ils devaient aux soldats logés chez eux, alors la dette est commune, et la commune doit indemniser les habitants qui ont fait ces sortes d'avances ». Là interviennent les rôles de nivellement. Mais pour les

tinrent leur dernière réunion que le 28 avril 1820⁽¹¹⁾. Les séances, d'ailleurs de moins en moins fréquentes — 25 en plus de deux ans contre 18 dans le seul mois de juillet 1816 — étaient consacrées à l'examen des réclamations des fournisseurs qu'avaient mécontentés les réductions opérées sur leurs mémoires, ou à l'étude du règlement des créances définitivement liquidées. C'est de cette question qu'il nous reste à parler.

Les dettes de 1813 et 1814 furent acquittées en même temps que celles de 1815, mais sur des crédits différents. On sait que pour les réquisitions de la première invasion, le département disposait en principe des centimes extraordinaires établis à la fin de l'Empire. Après compensation entre ce que les contribuables devaient à ce titre et les sommes dont l'Etat leur était redevable pour leurs fournitures aux armées françaises et alliées, les caisses publiques restaient débitrices de 1.235.000 francs⁽¹²⁾. Le ministère mit d'abord à la disposition de la commission une somme de 130.000 francs en numéraire et de 370.000 en valeurs de l'arriéré⁽¹³⁾. La dette se trouvait donc réduite à 735.000 francs. Mais une lettre ministérielle avertit alors le préfet qu'il ne lui restait que 605.000 francs disponibles sur les centimes de 1813 et de 1814. Or, les bons de l'arriéré perdaient à cette époque 15 % de leur valeur théorique. C'est pourquoi la commission décida, le 20 juin 1818, de ne rembourser les 25.000 créances individuelles du département qu'au taux de 70 %, de rédiger les bordereaux récapitulatifs sur-le-champ, et de reporter sur les dettes de 1815 la bonification qui pourrait résulter lors de la négociation des valeurs de l'arriéré. L'idée du règlement intégral des réquisitions de la première invasion était donc abandonnée, avec l'approbation du Conseil général qui se félicita également de ce que le préfet eût exigé le dépôt des reconnaissances originales, formalité qui permettait de réduire les sommes à payer⁽¹⁴⁾. Le ministre de l'Intérieur, Lainé, approuvait cette procédure, et sa lettre du 29 novembre 1817 avait précisé qu'il fallait ramener les créances au niveau des recettes⁽¹⁵⁾. Il est vrai que la perte fut moins forte qu'on ne l'avait craint un moment : elle fut réduite de 600.000 francs à 220.000, et l'on comprend que la commission ait tenu à remercier le comte de Tocqueville et les députés du département de leurs efforts⁽¹⁶⁾.

communes qui ont pourvu par des marchés à la dépense des troupes cantonnées chez elles, il y avait une dette extérieure, dont elles durent s'acquitter par leurs revenus ordinaires, ou, le cas échéant, au moyen de centimes additionnels autorisés par ordonnance royale. Cf. *Actes administratifs*, 1818, p. 193, instruction préfectorale du 1^{er} juin 1818.

(11) Arch. dép. Moselle, R 423.

(12) *Actes administratifs*, 1818, p. 373, rapport de la commission en date du 18 octobre.

(13) Arch. dép. Moselle, R 418. Lettre du préfet au ministre, 23 octobre 1817, demandant l'octroi à la Moselle d'un crédit de 500.000 francs.

(14) Arch. dép. Moselle, Conseil général, 12 mars 1819.

(15) Arch. dép. Moselle, R 418. Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet, 29 novembre 1817.

(16) *Ibid.*, rapport de la première commission du 17 février 1816.

La perte sur la liquidation fut encore plus élevée pour les particuliers et les communes qui écoutèrent les offres de rachat des créances que leur proposèrent certains agents d'affaires de Metz ou de Paris. Un sieur Riboutté, qui habitait dans la capitale, rue Neuve-Saint-Augustin, paraît s'être spécialisé dans ces opérations fructueuses. Il éprouva d'ailleurs quelques déboires : il avait par exemple racheté pour 10.857 francs les créances de quinze communes, dont la valeur atteignait 14.422 francs. Or, un certain nombre de ces créances se trouvèrent finalement rejetées, et Riboutté en fut réduit, en octobre 1820, à menacer les cessionnaires d'un procès qu'il ne semble pas avoir engagé ⁽¹⁷⁾. Cet ingénieux banquier avait des rabatteurs en Moselle, tel le notaire thionvillois Barrault qui avait envoyé aux maires de sa région une lettre les invitant, sur un ton impératif, à lui céder leurs créances ⁽¹⁸⁾. Le sous-préfet n'eut pas le temps d'avertir ses subordonnés, qui crurent à un ordre formel de l'administration et y obtempérèrent. Ce fut notamment le cas du maire de Schwerdorf qui, avec l'approbation de tous ses concitoyens, abandonna en avril 1819 une créance de 1.057 francs contre 740 francs payés comptant. C'est en vain que le préfet s'éleva à plusieurs reprises contre ce trafic, qu'il ne semble pas avoir réussi à empêcher ⁽¹⁹⁾.

Le règlement des dettes de 1815 fut encore plus compliqué que celui de 1814. A chaque instant surgissaient de nouvelles difficultés, dont voici quelques exemples. La régie avait fourni aux Prussiens, de septembre à novembre 1815, 25.000 francs de tabac qui furent portés au compte du département ; la commission espérait que ce n'était que pour mémoire, car elle ne pouvait croire que l'ensemble du royaume resterait toujours étranger aux charges des pays frontières ⁽²⁰⁾. Si justifiée que paraisse cette réclamation, elle fut pourtant rejetée. Un refus fut également opposé à la demande que présentait la Moselle de ne pas avoir à se charger des 169.000 francs de créances qui concernaient les communes cédées à la Prusse en 1815 : l'administration se retranchait derrière le fait que cette réclamation avait été présentée après le 20 février 1816, délai limite fixé par la convention du 20 novembre précédent ! ⁽²¹⁾ C'est également en vain que la commission tenta d'obtenir le remboursement des 58.000 francs de suppléments de rations qu'avaient exigé les soldats alliés, des 79.000 francs qu'elle prétendait dus par le ministère pour une partie des livraisons postérieures au 1^{er} décembre 1815. Bien plus, elle

(17) Arch. dép. Moselle, R 410. Lettre de Riboutté au préfet, 31 octobre 1820.

(18) Arch. dép. Moselle, 1 P 19. Lettre du sous-préfet de Thionville, 24 mai 1819, lettre du maire de Schwerdorf, 28 avril 1819.

(19) *Actes administratifs*, 1818, p. 258, circulaire préfectorale du 24 juillet, interdisant la cession des créances par les maires ; p. 305, arrêté du 5 septembre annulant les cessions faites dans 33 communes. Mais l'arrêté du 19 octobre 1818 admet la cession, avec le consentement des habitants : c'est ce que fit la commune de Schwerdorf, dont le premier acte de cession avait été annulé comme conclu seulement par le maire. Voir encore *Actes administratifs*, 1819, p. 424, circulaire du 13 décembre.

(20) Arch. dép. Moselle, R 422, 3 mars 1817.

(21) Arch. dép. Moselle, R 423, 20 juin 1818.

apprit un jour par une lettre ministérielle que le département ne toucherait rien sur le crédit de 20 millions ouvert pour le remboursement des dépenses d'équipement des Alliés !⁽²²⁾ Mais sa protestation fut entendue en cette occasion, et la Moselle finit par se voir attribuer 150.000 francs pour les réquisitions de fers et de graisse ordonnées par Langeron. D'autre part, le ministère de la Guerre avait avancé une somme de 290.000 francs au département, et il semblait résolu à exiger son remboursement. Il est vrai que la commission ne pouvait croire qu'on en arriverait là, et que le Conseil général appuya énergiquement son vœu lors de sa session de 1818⁽²³⁾.

On vit plusieurs fois la commission de la Moselle s'efforcer de remettre en cause tout le système de liquidation, et faire appel à l'idée de la solidarité nationale. C'est ainsi que, le 27 mars 1818, elle disait qu'il lui semblait impossible que l'on laissât abandonnés à eux-mêmes les départements envahis⁽²⁴⁾ : « Une semblable injustice ne peut entrer dans les pensées d'un gouvernement paternel qui ne peut souffrir qu'une partie de la France soit écrasée à la décharge exclusive de l'autre partie ». Deux mois plus tard, en présentant au ministre un rapport d'ensemble qui accusait un déficit de 1.193.000 francs, elle répétait qu'elle « ne pouvait perdre l'espérance que le gouvernement viendrait au secours des départements envahis en 1815, et qu'il ne persisterait pas dans la funeste détermination de laisser entièrement à leur charge les dépenses résultantes d'une invasion dont ils n'étaient pas plus coupables que le reste de la France »⁽²⁵⁾. Elle montrait à quelles criantes injustices aboutissait le système adopté : certains cantons avaient ravitaillé les Alliés par leurs propres moyens, et leurs charges restaient non remboursables — d'autres avaient fait appel à des fournisseurs que l'on allait payer ! Le Conseil général joignit ses protestations à celles de la commission : la dépense, disait-il, devrait porter sur tous les départements, d'autant plus que la Moselle, comme toutes les régions envahies, avait eu à nourrir des troupes cantonnées, qu'elle avait souffert de pillages et de vols, que les Prussiens avaient commis 900.000 francs de dégâts dans les seuls cantons de Longwy et de Longuyon⁽²⁶⁾. Ces plaintes ne déterminèrent pas le gouvernement à abandonner ses principes, car une mesure de nivellement général l'eût obligé à entreprendre une immense et onéreuse liquidation. Elles eurent du moins pour effet de le décider à accorder à la Moselle quelques secours supplémentaires.

Lorsqu'elle entreprit une récapitulation de ses travaux, au printemps de 1818, la commission constata que le département avait fourni en 1815 des marchandises dont la valeur atteignait 9.747.000 francs, et qu'il avait subi diverses pertes évaluées à 2.602.000 francs.

17 (22) Arch. dép. Moselle, R 422, 5 mai 1817. La lettre ministérielle est du mars.

(23) Arch. dép. Moselle, Conseil général, 18 juin 1818.

(24) Arch. dép. Moselle, R 423, 27 mars 1818.

(25) *Ibid.*, 20 mai 1818.

(26) Arch. dép. Moselle, Conseil général, 18 juin 1818.

Mais sur ce total de 12.349.000 francs, il n'y en avait que 4.490.000 qui constituassent la dette départementale. On avait rejeté 3.680.000 francs de dépenses faites au domicile des habitants, 788.000 francs concernant les vivres livrés dans les magasins, tous les frais de convois, toutes les réquisitions ordonnées par les communes, et 1.764.000 francs de réclamations insuffisamment justifiées. Pour faire face à la dette reconnue, on disposait des ressources suivantes : 560.000 francs provenaient des 15 centimes additionnels établis par l'ordonnance royale du 4 octobre 1815 — 111.000 francs restaient des 10 centimes autorisés pour 1817, sur lesquels une somme de 123.000 francs avait été prélevée par ailleurs pour former des approvisionnements de famine, lors de la disette⁽²⁷⁾ — 150.000 francs avaient été accordés pour le remboursement des réquisitions de Langeron — une ordonnance du 24 septembre 1817 avait alloué un crédit de 50.000 francs sur les contributions arriérées de 1815 — 100.000 francs avaient été donnés à titre de secours le 7 décembre 1815 — enfin le ministère de la Guerre avait versé 2.325.000 francs pour les fournitures faites entre le 1^{er} décembre 1815 et la reprise effective du service par ses entrepreneurs généraux. On arrivait ainsi à un total de 3.297.000 francs de recettes, sur lesquelles le ministère réclamait 290.000 francs qu'il déclarait seulement avancés à la Moselle, dont le déficit se trouvait donc atteindre au minimum 903.000 francs, et au maximum 1.193.000.

« Tel est, disait le vice-président de la commission dans son rapport au Conseil général, le tableau présenté au ministre de l'Intérieur, et les éléments en sont de la plus grande exactitude. Mais aux yeux du Conseil ce tableau doit être adouci... Il n'est pas aussi effrayant qu'il le paraît au premier abord ». M. de Tinseau était en effet persuadé que les 290.000 francs seraient finalement annulés, et il proposait en outre d'établir une imposition de 10 centimes additionnels sur 1818. Il réduisait ainsi la dette départementale à 672.000 francs. Or, ajoutait-il, une somme de 691.000 francs peut être rejetée du département sur les cantons : la dette fera donc place à un excédent de 18.000 francs ! D'autre part, les cantons doivent 342.000 francs aux communes : en fin de compte, ce sont ces dernières qui auront à trouver 349.000 francs, qu'elles obtiendront en s'imposant extraordinairement.

Il ne fut même pas nécessaire d'avoir recours à ces jeux d'écriture fort ingénieux, car l'intervention gouvernementale se produisit

(27) Arch. dép. Moselle, R 423, 20 mai 1818. — Voir aussi Arch. Nat., F⁵ II Moselle 20, lettre de Tocqueville au ministre, 12 mars 1818. — Arch. Nat., F⁵ II Moselle 21, état du 20 mai 1818.

Le préfet Lachadenède aurait voulu obtenir un secours du gouvernement et ne pas imposer de nouveaux centimes. Mais c'est en vain qu'il rappela que la Moselle n'était pas responsable de la halte qu'y avait faite les Prussiens avant la signature de la paix ; c'est en vain que le ministre de l'Intérieur insista auprès de son collègue des Finances : Corvetto resta inébranlable. — Arch. Nat., F⁵ II Moselle 20, lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 20 mars 1816 ; lettre du ministre de l'Intérieur à son collègue des Finances, 1^{er} avril 1816.

enfin⁽²⁸⁾. Les 10 centimes additionnels demandés pour 1818 furent accordés, puis une ordonnance consentit à annuler la créance de l'Etat sur le département, et à donner un secours de 200.000 francs sur les contributions antérieures à 1815. La Moselle obtint encore en avril 1819 un crédit de 100.000 francs du ministère de la Guerre, et en mai un secours extraordinaire de 60.000 francs, destiné en principe à Longwy et aux communes voisines qui avaient particulièrement souffert des réquisitions, mais qui se trouva confondu en fait dans l'ensemble de la dette. La commission découvrit encore un fonds de 39.000 francs provenant d'une imposition extraordinaire qu'avait établie en 1815, sans jamais l'employer, le sous-préfet de Sarreguemines ; elle fit 142.000 francs d'économies sur la liquidation de 1814, les valeurs de l'arriéré ayant atteint un cours plus élevé qu'on ne l'avait prévu, et quelques jeux d'écriture, quelques compensations entre l'actif des communes et leurs dettes vis-à-vis des cantons, permirent de réduire la dette départementale à 93.648 francs. Ce brillant résultat put être constaté par le Conseil général dès sa session du mois d'août 1819. Point n'était besoin de forcer les communes débitrices à s'imposer de 349.000 francs. Alors qu'en juin 1818 le département restait encore redevable de 900.000 francs, il se trouvait presque complètement libéré en août 1819, car en une année il avait récupéré environ 750.000 francs d'argent frais, dont 360.000 provenaient du gouvernement et le reste de diverses impositions locales, centimes de 1818, centimes levés à Sarreguemines en 1815.

M. de Tocqueville et l'un des députés de la Moselle, François de Wendel, s'efforcèrent ensuite d'obtenir un nouveau secours du ministère⁽²⁹⁾. Mais ils eurent beau dépeindre les souffrances des communes écrasées de dettes, n'ayant d'autres ressources que la vente de leurs quarts en réserve, ils ne purent rien obtenir, car certains départements restaient bien plus lourdement chargés. C'est seulement en 1822 qu'intervint une mesure générale : le comité de liquidation de l'arriéré, présidé par le comte Dejean, accorda 50 % des secours réclamés, soit 46.824 francs dont l'ordonnancement eut lieu dès le mois de juin. Des agioteurs s'offrirent à nouveau à racheter les créances, et le préfet dut une fois de plus intervenir contre ces spéculateurs⁽³⁰⁾. Après le versement de ces fonds, la dette départementale se trouvait réduite de moitié, mais il ne semble pas qu'elle ait jamais été complètement éteinte. Les fournisseurs de 1815 perdirent beaucoup moins que ceux de 1814, surtout parce qu'ils furent payés en numéraire et non en valeurs de l'arriéré négociées au-dessous du pair.

Mais il restait bien des ombres au tableau. Le règlement des

(28) Arch. dép. Moselle, Conseil général, 12 août 1819.

(29) Arch. Nat., F5 II Moselle 21. Lettres de Wendel à Guizot, 12 juillet 1819 ; de Wendel au ministre, 4 juillet 1820 ; de Tocqueville au ministre, 10 juillet 1820.

(30) *Ibid.*, lettres du préfet, 7 mai 1822, 18 février 1822, 15 mars 1823.

fournitures faites en vertu de marchés était presque complet, mais non celui des réquisitions laissées à la discrétion des cantons ou des communes. La dette départementale n'avait jamais compris la moitié de ce que la Moselle avait fourni, et le montant des charges locales pouvait s'évaluer à plusieurs millions de francs ! Or, la commission ne s'en était débarrassée qu'en restant fidèle au principe qui l'avait guidé dès l'origine : « Il a été établi, à toutes les époques, que la subsistance des troupes logées chez l'habitant est une charge exclusivement afférente à lui seul ». Tout au plus avait-elle admis des rôles de péréquation entre citoyens d'une même commune, au cas où leurs fardeaux n'étaient point proportionnés à leurs moyens. Les fournisseurs des communes virent leurs créances réduites au minimum, et le paiement n'en fut assuré que très lentement. La liquidation de 1815 ne fut pas un règlement complet des fournitures faites lors de l'invasion, car elle respecta la législation demeurée hostile, pour le plus grand bien des finances nationales, mais non des particuliers, à l'idée d'un nivellement général des charges.

Sept années avaient été nécessaires pour le règlement des créances de la seconde invasion. Il en fallut presque autant pour le paiement des approvisionnements de siège de 1815. Comme il s'agissait de dépenses faites pour l'usurpateur, le gouvernement ne se pressa pas de les rembourser, alors qu'au contraire l'administration des Cent Jours, guidée par des motifs opposés, avait amorcé une politique de liquidation rapide. Les fournisseurs par marchés furent les premiers payés, mais les communes, qui avaient livré pour plus de 1.100.000 francs de denrées, rentrèrent fort lentement dans leurs créances. Elles avaient obtenu 118.000 francs en mai 1815 ; en février 1816, on leur restitua quelques centaines de bœufs et de vaches qui étaient restés parqués à Metz depuis une dizaine de mois ⁽³¹⁾. Au cours de cette même année, le préfet fut autorisé à vendre ce qui restait des approvisionnements de siège, dont une partie avait déjà été livrée aux Russes ; l'administration obtint ainsi quelques centaines de milliers de francs ⁽³²⁾. En mai 1818, un crédit de 120.000 francs en valeurs d'arriéré fut ouvert par le gouvernement, grâce aux efforts que déployait à Paris l'agent d'affaires Goubault, ancien chef de division au ministère de l'Intérieur, à qui M. de Tocqueville avait confié la défense des intérêts de la Moselle. Il restait alors 331.000 francs à verser aux communes, et la situation resta inchangée pendant de longs mois ⁽³³⁾. En octobre 1819, le sieur Goubault écrivit au préfet que le ministère de la Guerre refusait tout nouveau crédit parce qu'un état récapitulatif demandé depuis le mois d'août 1818 n'était pas encore parvenu à Paris ⁽³⁴⁾. Il fallait, ajoutait-il, réparer

(31) Arch. dép. Moselle, R 410. Ordre du 3 février 1816.

(32) *Ibid.*, état du 27 septembre 1817.

(33) *Ibid.*, lettre de Goubault, 5 août 1818. Le même agent d'affaires était chargé de recevoir et de négocier, par procuration, les valeurs de l'arriéré accordées pour les réquisitions de 1813-1814.

(34) *Ibid.*, lettre de Goubault du 5 octobre 1819.

d'urgence ce retard de 14 mois ! Le département obtint aussi d'être déchargé des 51.000 francs qu'il devait pour les communes de l'arrondissement de Thionville détachées de la France. Le ministère constata ensuite une erreur de 38.000 francs faite au profit de quelques communes sur des livraisons de fourrage, et la somme nécessaire pour achever la liquidation fut ainsi ramenée à 242.000 francs. Elle ne fut versée qu'à partir de juin 1822, toujours par l'intermédiaire de Goubault qui déposait les fonds à la caisse de service, au crédit du receveur général de la Moselle, à mesure qu'il les touchait en échange des procurations qui lui avaient été envoyées par les communes⁽³⁵⁾. Les créances avaient d'ailleurs porté intérêt à 5 % : c'était là une juste, mais incomplète compensation pour ceux qui avaient attendu sept ans avant de recevoir ce qui leur était dû. Il va de soi que la longueur de l'opération avait poussé les mêmes agents d'affaires qui rachetaient les créances de 1814 à étendre leur trafic⁽³⁶⁾. En janvier 1821, le général Kister, maire de Saint-Avold, signalait que le rachat était proposé au taux de 90 %, et le préfet lui déconseillait vivement d'accepter ces combinaisons⁽³⁷⁾. Mais on trouve des exemples de marchés plus fructueux pour les capitalistes : tel banquier parisien avait acquis les créances d'Eblange, qui montaient à 1.294 francs, pour une somme trois fois plus faible ! Les prêteurs ne se trouvaient pas tous dans la capitale, comme le montre la circulaire imprimée qu'un marchand de vins messin adressait aux maires en septembre 1821, pour leur offrir le rachat de leurs créances au taux de 98 %, taux très généreux que le sous-préfet de Briey avait tort de déplorer⁽³⁸⁾.

En même temps qu'il acquittait lentement les dépenses des approvisionnements de siège de 1815, le ministère de la Guerre payait les chevaux qu'il avait réquisitionnés au cours des deux années précédentes, à la fin de l'Empire. Une circulaire préfectorale prévint, en novembre 1817, les agriculteurs des débuts de la liquidation, qui ne fut terminée qu'en 1820⁽³⁹⁾. Les propriétaires perdirent environ 20 % de la valeur d'estimation des montures qu'ils avaient livrées, le préfet ayant eu à négocier les 66.000 francs d'inscriptions de rentes qui lui furent remises⁽⁴⁰⁾.

Il faut enfin mentionner une dernière opération de remboursement : c'est celle qui concerne l'emprunt de 100 millions. Elle se fit à titre individuel pour les contribuables des arrondissements de Briey, Thionville et Sarreguemines, ainsi que pour ceux de l'arrondissement

(35) *Ibid.*, bordereaux datés de juin 1822.

(36) *Actes administratifs*, 1821, p. 37, circulaires préfectorales des 26 septembre et, p. 181, du 25 novembre.

(37) Arch. dép. Moselle, R 410. Lettre du général Kister du 31 janvier et réponse du préfet du 7 février 1821.

(38) Arch. dép. Moselle, R 411. — Arch. dép. Moselle, R 418. Circulaire imprimée du 5 septembre 1821, lettre du sous-préfet de Briey du 1^{er} octobre.

(39) *Ibid.*, circulaire du 12 novembre 1817.

(40) Arch. Nat., F5 II Moselle 21. Lettre du préfet, 20 mai 1817.

de Metz qui avaient été taxés au rôle spécial⁽⁴¹⁾. Le sieur Goubault se chargea une fois de plus d'être leur fondé de pouvoirs, avec l'appui du préfet⁽⁴²⁾. Le remboursement se fit au contraire à titre collectif pour les contribuables de l'arrondissement chef-lieu qui avaient été imposés à 40 centimes le franc. Il fut très difficile d'obtenir des maires les états des créances de leurs administrés⁽⁴³⁾. Le règlement commença enfin en 1818 : il fut effectué en valeurs de l'arriéré avec une perte de 8 %, après que l'administration eût retranché des créances les sommes payées en coupures d'imputation sur les réquisitions de 1813 et de 1814⁽⁴⁴⁾. En ce qui concerne les états collectifs, dont le montant atteignit 471.000 francs, les débuts du remboursement se placent en 1819⁽⁴⁵⁾. L'opération dura plusieurs années, jusqu'en 1820 pour les taxes individuelles, jusqu'en 1821 pour le rôle des 40 centimes⁽⁴⁶⁾. Ces longs délais favorisèrent une fois de plus les banquiers qui s'offraient à racheter les quittances des particuliers ou des communes. Le receveur général Milleret s'indigna que l'un d'eux eût osé invoquer son nom dans une de ses circulaires⁽⁴⁷⁾ ; le seul sieur Riboutté avait ainsi acquis de 57 villages des créances dont le montant atteignait 45.000 francs, et des contribuables de Metz 19.000 francs de quittances⁽⁴⁸⁾.

C'est aussi en 1818 que commença le règlement définitif des biens communaux vendus en vertu de la loi du 20 mars 1813. Dès le 1^{er} mai 1816, les lots qui n'avaient pas trouvé acquéreur avaient été restitués aux communes qui en étaient propriétaires, mais les inscriptions de rentes, qui devaient compenser les pertes éprouvées dans le cas où la vente avait eu lieu, ne furent distribuées que plus de cinq ans après le vote de la loi de 1813⁽⁴⁹⁾.

VIII. — LA SECONDE INVASION ET LA LIQUIDATION DÉFINITIVE DANS LA MEURTHE

Il serait sans intérêt de retracer dans le détail l'histoire des événements dont le département de la Meurthe fut le théâtre après Waterloo, car la Moselle a traversé une crise sensiblement identique. Phalsbourg, Toul, Marsal tinrent tête comme Thionville et Sarrelouis, tandis que Nancy fut occupé sans coup férir comme il l'avait été en

(41) *Actes administratifs*, 1816, p. 209, ordonnance royale du 29 mai et circulaire préfectorale du 19 septembre.

(42) *Actes administratifs*, 1817, p. 18, circulaire du 5 février 1817.

(43) *Ibid.*, p. 171 et 191, circulaires des 17 juin et 19 juillet 1817.

(44) *Actes administratifs*, 1818, p. 95, avis du 2 mars 1818, rôles de remboursement, Arch. dép. Moselle, 1 P 19, 20, 21, 22.

(45) *Actes administratifs*, 1819, p. 213, arrêté du 11 juin.

(46) Arch. dép. Moselle, 1 P 22, 18^e liste de Briey, 1^{er} février 1820. — *Actes administratifs*, 1821, p. 37, arrêté du 20 mars.

(47) *Actes administratifs*, 1818, p. 109, lettre de Milleret du 17 mars.

(48) Arch. dép. Moselle, 1 P 18.

(49) *Actes administratifs*, 1817, p. 407, circulaire du 11 décembre 1818, p. 309, circulaire du 11 septembre 1818.

1814. De même qu'aux environs de Longwy et de Metz, des corps francs agirent aux confins des Vosges : ils menacèrent même le tsar Alexandre lors de son passage à Sarrebourg⁽⁵⁰⁾. Pendant sa session de 1816, le Conseil général, composé de notables royalistes, qualifia très durement leurs tentatives de résistance⁽⁵¹⁾ : ces bandes de partisans, disait-il, dont le chef a été condamné à mort, ont grandement aggravé la détresse du pays ; les villages où ils étaient réputés s'être recrutés furent pillés par les Alliés ; leurs habitants durent se réfugier dans les bois et abandonner leurs cultures, si bien que nul corps d'armée étranger n'avait commis ou fait commettre autant de dégâts que ces fidèles de l'usurpateur !

Mais si intéressant que soit ce témoignage de l'état d'esprit des royalistes de l'assemblée départementale, le but de cette étude n'en reste pas moins de montrer combien les solutions apportées aux problèmes du ravitaillement des envahisseurs différèrent d'un département à l'autre. Une fois de plus, la Meurthe fut traitée plus durement que la Moselle. La cause de ce contraste, qui se retrouve en 1814 et en 1815, est peut-être le fait que Nancy était ville ouverte et que le comte d'Alopeus s'y installa lors de la première comme de la seconde invasion. On vit à nouveau un préfet intérimaire prendre les arrêtés désirés par l'autorité alliée : c'est ainsi que, le général de Wrède ayant exigé le versement d'une contribution extraordinaire, le conseiller de préfecture Michon dut se résigner, le 29 juin, à prescrire le doublement des impôts⁽⁵²⁾. Cette mesure devait rapporter 3.158.000 francs, dont la rentrée ne pouvait être que fort lente. Il fallut donc accepter en outre un emprunt de 300.000 francs sur les capitalistes, banquiers et commerçants, prévoir sa répartition par une commission et son remboursement à mesure du recouvrement des contributions. Puis vint, le 6 juillet, une réquisition de 288.000 aunes de drap, de 400.000 aunes de toile, ordonnée par Barclay de Tolly au nom des armées russes⁽⁵³⁾. C'est en vain que le préfet intérimaire supplia le tsar de décharger la Meurthe de ce fardeau. Il était impossible de réunir les livraisons exigées : il apparut donc qu'il fallait établir une nouvelle taxe de guerre de 4.500.000 francs, payable par tiers aux 20 août, 20 septembre et 20 octobre. Barclay de Tolly avait d'ailleurs promis que, lors de la paix, cette avance de fonds serait répartie sur l'ensemble de la France, qu'elle ne resterait pas charge locale.

La remise de l'administration aux représentants du Roi, en août 1815, ne mit pas fin aux exigences des vainqueurs. Encore au début de septembre, le doyen du conseil de préfecture était obligé de demander à ses concitoyens de payer de suite les deux tiers des contri-

(50) BRICE (R.), *Le général Brice, chef de partisans (Pays Lorrain, 1913, p. 106)*.

(51) Arch. dép. Meurthe, Conseil général, 4 juin 1816.

(52) *Ibid.* et Arch. dép. Meurthe, 97 R, arrêté du 29 juin 1815.

(53) *Ibid.*, affiche signée du préfet Michon et du comte d'Alopeus, 24 juillet 1815.

butions ordinaires de l'année et de s'acquitter sans délai de la taxe établie le 29 juin ⁽⁵⁴⁾. Il n'y a que l'impôt établi le 24 juillet qui ne fut jamais perçu. En prescrivant ces versements, le préfet intérimaire était loin de s'élever ouvertement contre les exigences des Alliés : il avait joint à son arrêté une proclamation rédigée à la gloire du tsar, « du grand Alexandre, de ce souverain qui ne fit la guerre que pour conquérir la paix, et dont la généreuse magnanimité commande aux Français la reconnaissance, le respect et l'admiration ». Il faut, ajoutait-il, payer les toiles et les draps qui ont été livrés, car il s'agit d'une dette garantie « par Son Excellence le Ministre Gouverneur général et l'Intendant, qui ont tout fait pour adoucir, autant qu'il était en eux, les maux inséparables de la guerre ». L'inviolabilité de Metz avait préservé la Moselle de ces excès d'adulation qui n'étaient pas faits pour rendre les populations de l'Est, si nettement patriotes, favorables au gouvernement du Roi.

En plus de ces contributions extraordinaires dont on ne trouve pas l'analogue en Moselle, la Meurthe dut supporter les charges inhérentes à toute occupation. Elle fut traversée soit par des colonnes bavaïroises venant de Sarreguemines, soit par les troupes russes débouchant de Saverne. En 1816, un rapport présenté au Conseil général évaluait qu'elle avait fourni 16 millions de rations, d'une valeur de 32.000.000 de francs ⁽⁵⁵⁾. Les paysans avaient perdu 3.500 chevaux, dont le prix d'estimation atteignait 700.000 francs, et un millier de chariots, valant 322.000 francs. Les dommages divers éprouvés par les propriétés et les récoltes étaient évalués à plus de 8 millions de francs. Sur les 20 millions que la loi du 28 avril 1816 destina au remboursement des dépenses d'équipement des Alliés, la Meurthe réclama 1.789.000 francs pour elle seule. Ces chiffres sont beaucoup plus élevés que ceux que présente le département voisin. Ils expliquent pourquoi la Meurthe n'eut à payer que 111.000 francs sur la contribution des 100 millions, et pourquoi l'idée de faire peser les charges de guerre sur l'ensemble du pays et non sur chacun des départements envahis fut défendue à Nancy avec plus de force encore qu'à Metz.

L'appel au principe de la solidarité nationale se rencontre notamment dans le mémoire que présentèrent, en janvier 1816, les fabricants et commerçants de drap de Nancy, Lunéville et Toul ⁽⁵⁶⁾. Ils y exposaient que leurs livraisons formaient un total de 742.000 francs de marchandises, et que les acomptes versés en compensation n'atteignaient que 184.000 francs. « L'insuffisance des ressources, ajoutaient-ils, contraignait même l'administration à des actes d'une injustice aussi grave qu'involontaire. Mise dans l'impuissance de disposer de fonds proportionnés à la masse de la dette, elle s'est vue forcée à réduire cette dette, quoique déjà une première fois liquidée par

(54) *Ibid.*, arrêté et proclamation du 4 septembre 1815.

(55) Arch. dép. Meurthe, Conseil général, 4 juin 1816.

(56) Arch. dép. Meurthe, 97 R, Mémoire imprimé, 17 janvier 1816,

elle, au niveau des sommes qui lui étaient assignées pour l'éteindre ». On était arrivé à fixer des prix inférieurs à ceux du commerce, et à les réduire encore de 10 %. « Ce système, concluait enfin le mémoire, qui n'est autre que celui de la banqueroute, a été, de fait et presque chaque année, suivi par le gouvernement qui a précédé la Restauration, sans que cependant le gouvernement ait jamais osé le consacrer par des lois ou par des décrets positifs. Mais un pareil système pourrait-il être adopté sous le gouvernement de Louis XVIII ? Le doute seul serait injurieux. Il doit donc paraître certain que Sa Majesté, en affectant, ainsi qu'il a été dit, ce qui restait à recouvrer des contributions extraordinaires de 1813 et de 1814 n'avait eu que l'intention de créer un premier, mais non unique moyen de paiement, relativement à des dettes dont, alors, le montant ne pouvait être et n'est même pas connu ». Les négociants de Nancy faisaient donc un pressant appel au Roi et aux Chambres. S'il leur était pénible d'imposer de nouvelles charges à la France, pouvaient-ils méconnaître « que les malheurs communs doivent peser sur tous » ? La véhémence de cette protestation, appuyée sur l'article 2 de la Charte, laissait prévoir que la liquidation des dettes de 1814 et de 1815 serait plus longue et plus difficile en Meurthe qu'elle ne l'avait été en Moselle : elle montre que dans deux départements voisins, envahis à la même date, traversés par des effectifs comparables, la situation était loin de se présenter sous des aspects identiques ; elle explique que les solutions adoptées n'aient pas été les mêmes.

Tandis que la liquidation des dettes de 1814 s'effectuait sans heurts dans la Moselle, la commission de la Meurthe ne se résignait pas aux solutions que lui avait indiquées la lettre ministérielle du 4 février 1815⁽⁵⁷⁾. On lui avait prescrit de réduire les créances au montant des fonds disponibles, soit à 1.560.000 francs au maximum. Or, lors de sa session de juin 1816, le Conseil général répétait qu'elles atteignaient le chiffre de 2.429.000 francs. Il affirmait que le département ne pouvait faire aucun sacrifice nouveau, et en appelait à la générosité du Roi. Il ne pouvait se résigner à se contenter des centimes extraordinaires de 1813 et de 1814, et suppliait le gouvernement de comprendre les dettes départementales dans l'arriéré. La commission chercha ensuite à faire prévaloir l'idée d'une imposition extraordinaire qui aurait été perçue dans chacune des communes frappées de réquisitions, et qui aurait permis d'en rembourser le montant intégral⁽⁵⁸⁾. Elle refusait d'approuver le système gouvernemental de liquidation partielle, et, encore en 1817, elle maintenait le chiffre de 1.472.000 francs pour les créances des fournisseurs, de 944.000 pour les dépenses des communes, soit un total de 2.416.000 francs⁽⁵⁹⁾.

(57) *Ibid.*, lettre du ministre de l'Intérieur, 4 février 1815.

(58) Arch. dép. Meurthe, 114 R. Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet, 28 février 1817.

(59) Arch. dép. Meurthe, R 408, 27 novembre 1817, 20 janvier 1818.

Le ministre de l'Intérieur intervint alors à nouveau, et par une lettre du 25 octobre 1817 il déclara inadmissibles les projets de la commission⁽⁶⁰⁾. Après compensation des réquisitions et de la taxe extraordinaire du 11 mars 1814, il ne restait plus à la Meurthe, sur les centimes réservés au paiement des créances de la première invasion, que 426.000 francs en valeurs d'arriéré. D'autre part, le département ne pouvait espérer qu'un secours de 300.000 à 400.000 francs sur les 6 millions prévus pour cet objet par l'ordonnance du 3 juillet 1817. Il était donc nécessaire, ajoutait le ministre, de réduire considérablement les créances, en éliminant toutes celles dont le montant n'atteignait pas 20 francs, en compensant les autres avec la contribution extraordinaire dont l'annulation n'avait jamais été prononcée, en révisant tous les travaux précédents.

La commission se réunit le 27 novembre pour examiner la lettre ministérielle⁽⁶¹⁾. Elle considéra qu'il était impossible de réduire légitimement les créances des fournisseurs qui avaient conclu des marchés, qu'il était juste de leur assimiler les marchandises livrées par des corporations de marchands ou d'artisans. Mais elle se rappela tout à coup que l'emprunt de 300.000 francs de janvier 1814 avait été assimilé à la taxe extraordinaire, qu'il n'était pas remboursable, et que les 134.000 francs qui n'avaient pas servi à compenser les centimes de 1813 et de 1814 devaient être considérés comme une charge de guerre. Elle accepta aussi de rejeter les sommes modiques, de ne pas tenir compte des centimes, d'arrondir les chiffres aux dizaines de francs, de retrancher les liquidations faites au nom des communes. On arriva donc à réduire les créances à la somme de 1.177.000 francs, en observant que le département perdrait ainsi la moitié de ce qui lui était dû. Mais, le 20 janvier 1818, la commission déclara solennellement que toute réduction nouvelle était impossible. En conséquence, elle supplia une fois de plus le gouvernement de venir en aide aux régions envahies, en mettant à la disposition des départements occupés le restant des centimes extraordinaires de 1813 et 1814 perçus dans le reste de la France.

Le travail achevé en janvier 1818 servit de base à la liquidation définitive des créances de la première invasion. Le gouvernement finit par mettre à la disposition du département une somme de 1.164.000 francs en valeurs d'arriéré, sur lesquelles la perte variait de 15 à 18 %. En 1820, le préfet, dans le rapport qu'il présenta au Conseil général, put annoncer que l'opération était enfin terminée⁽⁶²⁾. Il reconnaissait qu'il avait été nécessaire de choisir les créances qui seraient privilégiées et d'en écarter beaucoup d'autres, d'une valeur de 1.252.000 francs. Ces dernières concernaient surtout les vivres, les fourrages, qui avaient été livrés au nom des villages par un grand

(60) Arch. dép. Meurthe, 114 R. Lettre du ministre de l'Intérieur au préfet, 25 octobre 1817.

(61) Arch. dép. Meurthe, R 408, 27 novembre 1817.

(62) Arch. dép. Meurthe, Conseil général, 1820, rapport du préfet.

nombre de fournisseurs. Il légitimait la distinction qui avait été établie en montrant que les cultivateurs n'avaient livré qu'une partie de leurs revenus, de leurs récoltes, tandis que les négociants avaient contribué avec leurs capitaux. La liquidation n'en restait pas moins fort éloignée d'avoir compensé toutes les charges : elle demeurait encore plus incomplète que dans la Moselle, d'autant plus que les contributions extraordinaires établies en 1814 par les Alliés avaient été exceptées du remboursement. Les fournisseurs s'en étaient seuls tirés sans grandes pertes, ou même parfois avec bénéfice, car la plupart des marchés avaient été conclus à des taux avantageux.

Les dettes de 1815 furent encore plus longues à régler. Une première commission, nommée après la promulgation de la loi du 28 avril 1816, avait entrepris le travail, et, en janvier 1818, elle avait constaté qu'il restait à acquitter 1.726.000 francs de créances, sur un total de plus de 9 millions ⁽⁶³⁾. Mais cette première commission se sépara sans avoir abouti à un règlement définitif. Une ordonnance royale du 17 décembre 1818 prescrivit alors la formation d'une seconde commission qui serait chargée de réviser tout ce que la précédente avait fait, avec l'assistance d'un délégué de chaque arrondissement ⁽⁶⁴⁾. Dès leur deuxième réunion, le 3 février 1819, les commissaires précisèrent leur volonté de n'admettre que les fournitures légalement requises et suffisamment justifiées ⁽⁶⁵⁾. « L'on ne peut comprendre dans la liquidation, disaient-ils, les subsistances, denrées et fourrages, fournies par les communes et consommées par les troupes qui y logeaient, parce que ces fournitures font partie des frais de logement qui ne peuvent être réclamés ». Ils faisaient remarquer que les charges les plus onéreuses avaient pesé sur les villes — contrairement à ce qui s'était passé dans les places fortes de la Moselle, Longwy excepté — parce que les troupes y avaient été plus nombreuses, et les états-majors fort exigeants, et pourtant « les habitants n'avaient jamais été admis à réclamer aucune indemnité pour ces sortes de fournitures qui souvent excédaient leurs moyens ». « Il serait injuste, ajoutaient-ils, et très préjudiciable au département d'admettre en paiement les nombreuses réclamations faites collectivement par les communes rurales pour des subsistances et des denrées qu'elles ont livrées aux troupes momentanément cantonnées en passant sur leur territoire ». Ces livraisons restaient donc une suite inévitable des malheurs de la guerre. La commission décida également de rejeter un grand nombre de petites créances. Elle faisait observer que les communes avaient pu acquitter en fournitures les deux tiers des contributions extraordinaires de 1815. La commission décida donc de limiter la liquidation aux réquisitions faites pour l'approvisionnement des magasins régulièrement établis.

Le travail de révision entrepris en 1819 allait réduire la dette

(63) Arch. dép. Meurthe, 130 R, 24 décembre 1821.

(64) *Ibid.*, 18 janvier 1819.

(65) *Ibid.*, 3 février 1819.

départementale. Mais les commissaires n'en restaient pas moins convaincus qu'un secours du gouvernement était nécessaire⁽⁶⁶⁾. Ils rappelaient au ministre que la Meurthe avait été traversée par toute l'armée russe et par les contingents bavarois, que la disette de 1816 l'avait sévèrement éprouvée, que la stagnation du commerce, l'absence de débouchés pour les vins, rendaient ses charges plus lourdes que par le passé. Ils affirmaient qu'un supplément d'impôts de 100 ou 200.000 francs excéderait les moyens de la plupart des contribuables. Ils avaient espéré obtenir le remboursement d'une somme de un million dépensée après le 1^{er} décembre 1815, mais l'irrégularité des pièces comptables laissait peu de chances au département, qui ne pouvait compter que sur la générosité du gouvernement.

La situation de la Meurthe resta difficile jusqu'en 1819. Encore l'année précédente, le Conseil général s'était élevé vivement contre l'idée qu'il pût y avoir une dette départementale⁽⁶⁷⁾ : l'existence d'un fonds commun entre tous les départements indiquait que les charges financières ne pouvaient être que nationales, que la division créée en 1790 n'était qu'un moyen de répartir l'action de l'Etat. Cette remarque était d'ailleurs parfaitement fondée, puisque les départements n'avaient pas à cette époque de personnalité civile, puisque le ministère leur interdisait d'assurer leurs bâtiments et ne permettait pas à la Caisse des dépôts et consignations de servir un intérêt aux fonds placés par les préfets. S'appuyant sur cette doctrine, le Conseil général ne voulait en aucun cas consentir à une imposition locale analogue aux centimes additionnels établis en Moselle.

Mais la situation s'améliora au cours des années suivantes, d'abord parce que le principe de laisser à la charge des communes tout ce qui n'avait pas été versé aux magasins de Nancy et de Lunéville réduisit les sommes à payer, puis parce que l'ordonnance du 7 avril 1819 accorda un secours de 200.000 francs⁽⁶⁸⁾. Le ministère de la Guerre consentit enfin à verser 858.000 francs qu'il devait pour des fournitures postérieures à la paix. La vente des denrées qui restaient dans les magasins donna encore quelques milliers de francs, et l'on arriva ainsi à une liquidation à peu près complète. Dès la session de 1820, le préfet pouvait constater que les voies et moyens de règlement étaient enfin assurés. En mars 1821, de nouveaux versements du ministère de la Guerre avaient définitivement assaini la situation, et, au mois de décembre de cette même année, la commission put tenir ses dernières réunions et se féliciter des résultats obtenus⁽⁶⁹⁾. Aucun nouvel impôt n'avait été établi dans la Meurthe depuis 1815. Il est vrai que les contributions extraordinaires de cette époque avaient donné 1.574.000 francs en numéraire, et que 1.679.000 francs que les contribuables devaient au même titre avaient été compensés

(66) *Ibid.*, 15 février 1819.

(67) Arch. dép. Meurthe, Conseil général, 17 juin 1818.

(68) *Ibid.*, 1820, rapport du préfet.

(69) Arch. dép. Meurthe, 130 R, 24 décembre 1821.

par des réquisitions. C'était donc un total de 3.253.000 francs que le département se trouvait avoir fourni, et cette somme était très supérieure au montant des centimes additionnels qu'avaient payés les Mosellans après 1815. Dans un département comme dans l'autre, la liquidation restait en fait incomplète, quoique les procédés employés eussent été très différents.

Le travail d'ensemble était terminé, mais il restait encore à régler la question d'un rôle de taxes extraordinaires qui avait été dressé en 1815 par un sous-préfet de Château-Salins pour indemniser les communes et les propriétaires qui avaient fourni au delà de ce qu'exigeait l'équité⁽⁷⁰⁾. La perception en avait continué en 1816, jusqu'au jour où certains contribuables protestèrent contre cette opération illégale. La commission décida en 1820 qu'il y avait lieu de la reprendre. Les controverses à ce sujet durèrent pendant toute l'année 1821, et même pendant une grande partie de l'année suivante. On fit un nouveau travail de répartition des 74.000 francs qui avaient été alloués à cet arrondissement, et comme il n'y avait plus de commission pour l'approuver, c'est au Conseil général qu'il fut soumis en 1822⁽⁷¹⁾. Mais le règlement de cette affaire compliquée ne marqua pas la fin de toute controverse sur les dettes de 1814 et de 1815 : on vit encore se produire des réclamations de 22 communes de l'arrondissement de Sarrebourg qui se prétendaient lésées dans la liquidation de la première invasion⁽⁷²⁾.

Conclusion

Envahis successivement en 1814 et en 1815, les départements de l'Est ne furent définitivement libérés de l'occupation étrangère qu'en novembre 1818⁽⁷³⁾. Mais la période qui s'était écoulée depuis la signature du second traité de Paris n'avait plus comporté, pour les populations, les charges qui les avaient écrasées lors de l'entrée des Alliés en France, lors de la retraite du gros de leurs troupes. Cantonnés ou casernés, les soldats prussiens et bavarois s'étaient, dans l'ensemble, bien conduits. Les entrepreneurs généraux du ministère les avaient ravitaillés, et les habitants avaient reçu des indemnités de logement et de chauffage. Le fardeau avait été lourd pour l'Etat français, mais du moins avait-il été supporté par l'ensemble du pays, et non par les seuls départements occupés, au nombre de sept. On comprend que, dans ces conditions, les rapports entre les autorités françaises et les chefs alliés aient pu être assez bons. Il n'est pas étonnant que telle municipalité de la Moselle ait donné aux soldats prussiens un témoignage de bonne conduite, en leur offrant, lors de

(70) *Ibid.*, 23 mars 1820.

(71) Arch. dép. Meurthe, Conseil général, 5 septembre 1822.

(72) Arch. dép. Meurthe, 114 R. Pétition du 8 novembre 1822.

(73) Voir notre thèse principale, I, chapitre IX, paragraphe 1.

l'évacuation, un litre de vin par homme. Le ministre de l'Intérieur n'avait-il pas prescrit aux préfets et aux sous-préfets de recevoir à leur table les généraux alliés, lors de leur départ ? ⁽⁷⁴⁾

Mais, au moment de la libération du territoire, les charges financières résultant de l'invasion étaient loin d'être liquidées. Il ne fallut pas moins de sept années pour arriver à un règlement définitif des dettes de 1814 et de 1815. L'analyse détaillée de la procédure qui fut suivie dans la Moselle et dans la Meurthe permet d'attirer l'attention sur l'importance et sur la complexité des opérations financières qui furent alors effectuées dans chaque département : les charges de 1815 s'élevèrent, en effet, à 495 millions de francs pour l'ensemble du territoire ⁽⁷⁵⁾. Les régions du Nord-Est avaient été plus lourdement frappées que les autres : dans le tableau des dettes départementales, le Bas-Rhin vient immédiatement après la Seine, avec 31 millions ; la Meurthe occupe le 7^e rang, avec 19 millions, et la Moselle le 11^e, avec 12 millions. La Meuse et les Vosges eurent respectivement 10 et 8 millions de dettes. Ces chiffres ne concernent que les charges départementales, et, pour la plus grande partie, ils ne figurèrent jamais au budget de l'Etat. Des impositions locales, des taxes de guerre d'un caractère exceptionnel, permirent d'éteindre peu à peu les dettes admises à liquidation : mais l'exemple des opérations accomplies à Metz et à Nancy montre que la collectivité refusa d'indemniser les habitants de toutes leurs dépenses, pour les réquisitions de 1814 comme pour celles de 1815. Les pertes dues aux événements de la guerre ne furent pas davantage intégralement compensées, puisque le gouvernement de la Restauration s'en tint au principe des secours à accorder aux sinistrés. Les indemnités attribuées à Longwy et à Chénières furent fort loin de couvrir les dégâts, et restèrent bien inférieures à celles qu'envisageait le décret impérial du 9 avril 1815 ⁽⁷⁶⁾.

Il ne semble pourtant pas que le caractère incomplet des mesures de liquidation prises au lendemain de 1815 ait suscité dans les régions envahies une protestation unanime. Les Conseils généraux se plaignirent, à Metz comme à Nancy, de l'abandon où le gouvernement les laissait, et ils firent plusieurs fois, et toujours en vain, appel à l'idée de la solidarité nationale. Mais l'opinion publique ne paraît pas s'en être particulièrement émue. Certes, les départements de l'Est manifestaient une froideur évidente à l'égard de la Restauration, mais les rapports des préfets, du moins en Moselle, ne mentionnent jamais

(74) Arch. dép. Moselle, R 418. Circulaire du ministre de l'Intérieur du 4 novembre 1818. Un crédit de 6.000 francs fut ouvert au préfet de la Moselle pour ses réceptions, mais 750 francs seulement furent dépensés.

(75) ANDRÉ (R.), ouvrage cité, p. 164, tableau des dettes départementales.

(76) Le décret du 9 avril 1815 était de la part de Napoléon une réaction contre l'insuffisance des mesures prises par la Restauration : son titre II décidait en effet que la moitié des fonds de la caisse de l'Extraordinaire seraient affectés à des secours pour la reconstruction des habitations détruites l'année précédente en Alsace, Lorraine et Champagne. Chaque propriétaire d'une maison ruinée devait toucher 50 % de sa valeur.

les difficultés et les lenteurs de la liquidation parmi les causes de mécontentement. Cette indifférence apparente de l'opinion tient peut-être au fait que les réquisitions avaient surtout pesé sur les campagnes, et que les résistances au gouvernement du Roi se manifestaient plutôt dans les villes, particulièrement dans cette place forte de Metz qui n'avait jamais été souillée par l'envahisseur, et qui, matériellement, avait peu souffert.

Mais si les protestations collectives semblent très rares, les réclamations individuelles se retrouvent nombreuses dans les dossiers des archives (77). C'est un cultivateur qui réclame une indemnité pour pertes de chevaux, un capitaine retraité qui demande à être remboursé des 473 francs qu'il a dépensés en 1814 pour approvisionner Metz. Ce sont les maréchaux-ferrants de Forbach qui se plaignent de n'avoir touché que 1.119 francs, alors qu'ils ont perdu trois fois davantage. Les pépiniéristes messins tentèrent en vain d'obtenir une compensation pour leurs plantations rasées par ordre de l'autorité militaire : les ministères de l'Intérieur et de la Guerre se les renvoyèrent de l'un à l'autre pendant plusieurs années, et le maréchal Gouvion Saint-Cyr finit par leur répondre que, leurs établissements ayant été construits sans l'autorisation du Génie, leurs plaintes n'étaient pas fondées. Encore en 1821, on ne savait si les services de la Guerre accepteraient de payer les fournitures faites aux corps francs levés en 1815, et il fallut un arrêt du Conseil d'Etat pour les y contraindre. On rencontre des pétitions rédigées dix et vingt ans après l'invasion. Le ministre de l'Intérieur leur adressait, d'ailleurs, toujours la même réponse : aucun crédit n'était prévu depuis longtemps pour les réclamations de cet ordre. C'est ainsi que les Phalbourgeois ne se lassèrent pas de demander le paiement des 20.615 francs qui leur étaient dus pour les bestiaux livrés pendant le blocus de 1814. Encore en novembre 1830, Thiers, alors secrétaire d'Etat à l'Intérieur, répondait à leur fondé de pouvoirs que les délais de réclamation pour des affaires antérieures à 1816 avaient pris fin depuis huit ans, et que le gouvernement de Louis-Philippe ne pouvait rien pour eux (78).

Mais si la liquidation des charges de 1814 et de 1815 fut incomplète, si elle fut effectuée lentement et d'une manière variable d'un département à l'autre (79), il faut reconnaître qu'elle fut organisée aussi avantageusement que possible pour les intérêts de l'Etat. En refusant de s'engager dans la voie, périlleuse pour les finances nationales, d'un nivellement général des charges, le baron Louis et le comte Corvetto firent preuve de sagesse, au détriment des particuliers. En confiant à des commissions de notables, formées de grands propriétaires ennemis des centimes additionnels, le soin de fixer le

(77) Arch. Nat., F5 II Moselle 21.

(78) Arch. dép. Meurthe, 114 R. Lettre de Thiers, 25 novembre 1830.

(79) Cf. la circulaire de Lainé, 10 juin 1816, citée par ANDRÉ (R.), ouvrage cité, p. 158.

montant des créances, en laissant à chaque département sa dette particulière, les Chambres de la Restauration pouvaient être assurées qu'un esprit de stricte économie présiderait à la liquidation. Le prodigieux rétablissement financier dont furent témoins les premières années du règne de Louis XVIII, aurait été rendu plus difficile si l'Etat avait voulu se montrer plus généreux. Les principes qui présidèrent à la liquidation de 1815 ne furent certes pas aussi justes que ceux qui, sous la Révolution, avaient dicté la loi de 1793 sur la réparation intégrale des dommages, et qui, un siècle plus tard, présidèrent à la reconstruction de nos régions dévastées : mais leur éloignement de tout esprit démagogique fut du moins avantageux à l'Etat, en des circonstances qui auraient rendu périlleuse une solution plus équitable mais moins prudente.

VU, LE 17 MARS 1932.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris :*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,

*Le Recteur
de l'Académie de Paris :*

CHARLETY.

Index des noms de personnes

- Alexandre I^{er}, 20, 44, 60, 84, 85.
Alopeus (Comte d'), gouverneur de la Lorraine, 13, 14, 17, 19, 20, 24, 28, 33, 34, 35, 44, 84, 85.
Andlau (Baron d'), gouverneur de Franche-Comté, 13, 17.
Andlau (d'), sous-préfet, 39.
Artois (Comte d'), 11, 20, 25, 34.
Augier (Baron), député, 60.
Barante (de), secrétaire général à l'Intérieur, 58.
Barrault, notaire à Thionville, 76.
Barclay de Tolly, feld-maréchal russe, 46, 84.
Baste de la Bastide, député, 56.
Beausire (de), conseiller général, 64, 70.
Becquey, député, 60.
Belchamps (de), propriétaire à Metz, 2.
Belliard, général, 39, 40.
Berry (Duc de), 63, 64, 66, 67.
Bertrand, fournisseur, 72.
Beugnot (Comte), commissaire à l'Intérieur, 12, 15, 23, 56.
Blucher, maréchal prussien, 5, 9, 11, 13, 25.
Bonald (de), député, 59.
Bouville (de), député, 57.
Bourrienne, député, 56.
Brenet, député, 58.
Brugelmann, officier russe, 14.
Bulow (de), général prussien, 42, 47, 74.
Carnot, ministre de l'Intérieur, 39.
Cazenave, député, 26.
Chasset, sénateur, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 18.
Chédeaux, négociant, 10.
Colchen, sénateur, 16.
Colomb, député, 60.
Corbière (Comte de), député, 55, 56, 59, 60.
Corvetto (Comte), ministre des Finances, 51, 55, 56, 58, 59, 79, 92.
Couturier, subdélégué à Bouzonville, 14, 15.
Damas (Comte de), gouverneur de Lorraine, 20.
Dejean (Comte), pair de France, 80.
Delbreil d'Escorbiac, député, 50.
Delcroix, fondé de pouvoirs, 24, 27.
Dubouchage, député, 60.
Dudon, conseiller d'Etat, 58, 59.
Duvergier de Hauranne, député, 59.
Essen, général russe, 45.
Everling, fournisseur, 72, 73.
France (de), propriétaire à Metz, 69.
Galhau (de), propriétaire à Sarrelouis, 52.
Gandilh, député, 57, 59.
Garçon Israël, fournisseur, 72.
Garnier (Comte), pair de France, 61.
Gérard, général, 37.
Goubault, fondé de pouvoirs, 81, 82, 83.
Goujon, fournisseur, 72.
Gouvion-Saint-Cyr, maréchal, 92.
Gräzenstein (de), intendant prussien, 12, 13, 14, 15, 16, 22.
Grenier, général, 52.
Grouchy, général, 16.
Haas, fournisseur, 32.
Halter et Dietz, fournisseur, 73.
Hayem (Israël), fournisseur, 30.
Helmstatt (Comte d'), propriétaire à Morhange, 53.
Henri IV, 37.
Hesse (Prince de), général prussien, 15, 40.
Hettier, fournisseur, 32.
Hugo, général, 11, 12, 43, 66.
Hunolstein (Comte d'), propriétaire à Hombourg, 51, 53.
Huyn de Vernéville, conseiller général, 64.
Hyde de Neuville, député, 60.
Jacquinot, sous-préfet, 22, 65.
Jakovitz, député, 60.
Jadelot, conseiller de préfecture, 70.
Jauffret (Mgr), évêque de Metz, 51.
Jobal (de), propriétaire à Metz, 9, 10.
Kellermann, maréchal, 4, 5, 10, 25.
Kersaint (Comte de), préfet de la Meurthe, 36.
Kister (Baron), général, 82.
Lachadenède (Baron), préfet de la Moselle, 40, 41, 42, 44, 47, 48, 50, 51, 64, 65, 66, 68, 69, 73, 79.
Ladoucette (Baron), préfet de la Moselle, 4, 37, 39.
Lainé, ministre de l'Intérieur, 76, 77, 92.
Lambert, magistrat, 64, 65.
Langeron (Comte de), général russe, 46, 71, 78, 79.
Lapointe, colonel, 9.
Lasalle (de), propriétaire à Sarrelouis, 52.
Latanchère, conseiller général, 70.
Liébault, subdélégué de Faulquemont, 14.
Liéven (Comte), général russe, 46.
Louis (Baron), ministre des Finances, 10, 27, 28, 32, 49, 54, 92.

- Louis XVIII, 11, 37, 47, 60, 61, 63, 86.
 Maillefert, magistrat, 48.
 Marchant, intendant de la Grande Armée, 5, 6, 16.
 Marchant (Baron), maire de Metz, 8, 9, 51.
 Marionnelz (de), maire de Gorze, 46.
 Marmont, maréchal, 5, 6, 16, 21, 65.
 Marquardt (de), intendant prussien, 17, 18, 19, 20.
 Mayer-Lévy, fournisseur, 72, 73.
 Mercy-Argenteau (Comte de), propriétaire à Preutin, 52.
 Michel David, fournisseur, 72, 73.
 Michon, conseiller de préfecture, 84, 85.
 Milleret, receveur général, 83.
 Mique, maire et préfet à Nancy, 17, 19, 33, 34, 35.
 Mollien (Comte), ministre du Trésor, 1, 4, 5, 39.
 Montalivet (Comte de), ministre de l'Intérieur, 14.
 Montesquiou (de), ministre de l'Intérieur, 22, 27, 29, 34, 35, 36, 86.
 Muller, général hessois, 24.
 Napoléon I^{er}, 12, 37, 38.
 Néron, brasseur, 52.
 Ney, maréchal, 21.
 Paillot des Loges, député, 60.
 Paixhans, fournisseur, 37, 69.
 Paravicini (Comte), colonel russe, 44, 45, 46, 47.
 Pasquier (Baron), ministre d'Etat, 56, 58, 60.
 Pierson, fournisseur, 37.
 Pinodier, conseiller de préfecture, 17, 18, 19.
 Possel, receveur général, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 24, 27, 28, 32, 51.
 Reneauld, général, 52.
 Riboud, député, 26, 29.
 Riboutté, agent d'affaires, 77, 83.
 Richelieu (Duc de), 73.
 Rolland, notaire, 9.
 Rouget (Comte de), député, 56.
 Roux de Laborie, député, 58.
 Royer-Collard, député, 56, 57, 59.
 Saget, juge de paix, 45, 46, 47.
 Samuel Dalsace, fournisseur, 73.
 Seiler, manufacturier, 53.
 Seillière, manufacturier, 29, 32.
 Sémellé, général, 9.
 Serre (de), député, 58.
 Simon, pépiniériste, 30, 65.
 Simon, négociant à Sarrebruck, 72.
 Stumm, maître de forges, 53, 72.
 Talleyrand (Prince de), 16.
 Teissier, conseiller de préfecture, 12.
 Thibault d'Hellimer, propriétaire, 53.
 Thielmann, général prussien, 42, 47.
 Thiers, 92.
 Tinseau (de), conseiller de préfecture, 70, 79.
 Tocqueville (Comte de), préfet de la Moselle, 44, 54, 68, 75, 76, 77, 79, 80, 81, 82.
 Turmel (de), maire de Metz, 64, 74.
 Vaublanc (de), préfet de la Moselle, ministre de l'Intérieur, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 37, 79.
 Vieuville (Comtesse de la), propriétaire à Villerupt, 52.
 Villèle (Comte de), député, 58, 59.
 Villeroi (de), propriétaire à Sarrelouis, 52.
 Wendel (François de), maître de forges, 2, 52, 53, 64, 80.
 Wolff-Bloch, fournisseur, 72, 73.
 Wrède (Prince de), maréchal bavarois, 43, 84.
 Ziethen, feld-maréchal prussien, 44.

Index des noms de lieux ⁽¹⁾

- Allemagne, 49, 60.
 Alsace, 91.
 Angleterre, 56.
 Antilly, canton de Vigy, 74.
 Ariège (Département de l'), 50.
 Audun-le-Roman (Canton d'), 14, 41, 67.
 Augny, canton de Metz, 48.
 Aube (Département de l'), 4, 50, 60.
 Barrois, 13, 44.
 Belgique, 38.
 Bionville, canton de Boulay, 47.
 Bitch, chef-lieu de canton, 6, 26, 27, 39, 41.
 Blamont, Meurthe, 22.
 Borny, canton de Metz, 15.
 Boulay, chef-lieu de canton, 25, 45, 46.

(1) Pour faciliter la localisation des communes de la Moselle, nous avons indiqué à quel canton elles appartenait. Il faut noter que les cantons de Relling et de Sarrelouis ont été annexés à la Prusse en 1815, que celui de Tholey l'avait été dès 1814. La majeure partie de l'ancien arrondissement de Briey fait partie, depuis 1871, de la Meurthe-et-Moselle.

- Boulay (Canton de), 43, 46.
 Bouzonville, chef-lieu de canton, 14, 15.
 Briey, 12, 14, 24, 46, 72, 73, 74.
 Briey (Arrondissement de), 13, 14, 31, 39, 45, 48, 50, 52, 54, 64, 67, 68, 82.
 Briey (Canton de), 67.
 Cattenom, chef-lieu de canton, 31, 75.
 Cattenom (Canton de), 72.
 Chambière (Ile), 48.
 Champagne, 67, 91.
 Château-Salins (Arrondissement de), 18, 90.
 Cheminot, canton de Verny, 46.
 Chénières, canton de Longwy, 43, 64, 67, 68, 91.
 Conflans, chef-lieu de canton, 22.
 Conflans (Canton de), 67.
 Cosnes, canton de Longwy, 67.
 Courcelles-Chaussy, canton de Pange, 42.
 Custrin, Prusse, 23.
 Dieuze, Meurthe, 38.
 Eblange, canton de Boulay, 82.
 Faulquemont, chef-lieu de canton, 14, 45, 46.
 Faulquemont (Canton de), 43.
 Forbach, chef-lieu de canton, 46, 48, 92.
 Franche-Comté, 13.
 Gand, Belgique, 37.
 Geislautern, canton de Sarrelouis, 38.
 Gironde (Département de la), 50.
 Glogau, Prusse, 23.
 Goin, canton de Verny, 31, 45, 46.
 Gorze, chef-lieu de canton, 42, 46.
 Gorze (Canton de), 45, 74.
 Gravelotte, canton de Gorze, 46.
 Grigy, canton de Metz, 15.
 Grimont (Château de), canton de Metz, 7, 69.
 Ham (Haute- et Basse-), canton de Thionville, 31.
 Hayange, canton de Thionville, 46.
 Hellimer, canton de Gros-Tenquin, 53.
 Hettange-Grande, canton de Cattenom, 15.
 Hinckange, canton de Boulay, 75.
 Hombourg, canton de Metzervisse, 31, 51.
 Jarny, canton de Conflans, 74.
 Jouy-aux-Arches, canton de Gorze, 46.
 Königsacker, canton de Metzervisse, 46.
 Longuyon, chef-lieu de canton, 38, 74.
 Longuyon (Canton de), 14, 41, 43, 67, 78.
 Longwy, chef-lieu de canton, 6, 12, 39, 40, 41, 42, 45, 54, 62, 64, 67, 72, 74, 80, 88, 91.
 Longwy (Canton de), 14, 21, 42, 43, 44, 48, 67, 78, 80, 84.
 Lorquin, Meurthe, 22.
 Lorraine, 13, 20, 44, 91.
 Lorraine allemande, 42, 66.
 Lunéville, Meurthe, 85, 89.
 Lunéville (Arrondissement de), 18.
 Luxembourg, 12, 13.
 Magdebourg, 23, 30.
 Maizières, canton de Metz, 31.
 Marne (Département de la), 4.
 Marne (Département de la Haute-), 12.
 Mars-la-Tour, canton de Gorze, 21, 32.
 Marsal, Meurthe, 83.
 Mayence, 23.
 Mécleuves, canton de Verny, 46.
 Metz, 2, 3, 4, 5 à 11, 12, 19, 21, 25, 27, 30, 32, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 47, 48, 51, 52, 53, 64, 65, 68, 69, 76, 81, 83, 85, 91, 92.
 Metz (Arrondissement de), 13, 14, 50, 51, 52, 64, 65, 83.
 Metz (Environs de), 42, 44, 45, 48, 84.
 Metzervisse (Canton de), 14, 53.
 Meurthe (Département de la), 11, 4, 12, 16 à 22, 33 à 36, 38, 45, 50, 60, 83 à 90, 91.
 Meuse (Département de la), 4, 91.
 Mey, canton de Metz, 15.
 Montigny-lès-Metz, 75.
 Montmédy, Meuse, 12.
 Morhange, canton de Gros-Tenquin, 53.
 Moselle (rivière), 48.
 Moselle (Département de la), 11, 12 à 16, 19, 22 à 33, 35, 36, 37 à 55, 54, 58, 63 à 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91.
 Mouterhouse, canton de Bitche, 53.
 Nancy, 9, 11, 13, 16, 17, 19, 21, 35, 44, 83, 84, 85, 89, 91.
 Nancy (Arrondissement de), 18.
 Nassau, 42, 58, 71.
 Ormeschwiller, canton de Volmunster, 68.
 Ouest (Région de l'), 60.
 Pange, chef-lieu de canton, 46.
 Paris, 10, 12, 26, 52, 76, 81, 82.
 Pays Messin, 51.
 Peltre, canton de Verny, 46.
 Phalsbourg, Meurthe, 17, 21, 83, 92.
 Pierrepont, canton de Longuyon, 29.
 Pont-à-Mousson, Meurthe, 12, 45, 46.
 Preutin, canton d'Andun, 52.
 Prusse, 14.
 Relling, chef-lieu de canton, 30.
 Relling (Canton de), 14, 43, 54.
 Rhin (Département du Bas-), 91.
 Rhin (Département du Haut-), 8.
 Richemont, canton de Thionville, 15.
 Rodemack, canton de Cattenom, 39, 40.
 Russie, 28.
 Saint-Avold, chef-lieu de canton, 46, 82.
 Saint-Louis, canton de Bitche, 53.
 Saône (Département de la Haute-), 17.
 Sarralbe, chef-lieu de canton, 38.
 Sarre (Département de la), 8, 38, 41, 44, 72.
 Sarrebourg, Meurthe, 84.
 Sarrebourg (Arrondissement de), 18, 90.
 Sarrebruck, 38, 41, 47, 71, 72.
 Sarreguemines, 12, 14, 15, 21, 22, 27, 30, 43, 45, 53, 85.
 Sarreguemines (Arrondissement de), 13, 14, 22, 30, 31, 42, 43, 50, 53, 64, 65, 66, 72, 80, 82.
 Sarreguemines (Canton de), 43.
 Sarrelouis, 6, 12, 25, 39, 41, 52, 83.
 Sarrelouis (Canton de), 14, 43, 54.
 Saverne, Bas-Rhin), 80.
 Schwerdorf, canton de Bouzonville, 77.

- Sedan, 44.
 Seine (Département de la), 91.
 Sierck, chef-lieu de canton, 15, 39.
 Sierck (Canton de), 14, 15, 43.
 Silly-sur-Nied, canton de Pange, 68.
 Soissons, 61.
 Tarn-et-Garonne (Département du), 50.
 Thionville, 6, 11, 12, 15, 27, 30, 39, 40,
 41, 42, 43, 52, 66, 72, 77, 83.
 Thionville (Arrondissement de), 13, 14,
 50, 51, 52, 53, 54, 64, 82.
 Thionville (Canton de), 16, 21, 42, 72.
 Tholey (Canton de), 14.
 Torgau, Prusse, 23.
 Toul, Meurthe, 17, 83, 85.
 Toul (Arrondissement de), 18.
 Vallières, canton de Metz, 15.
 Vantoux, canton de Metz, 15.
 Vaux, canton de Gorze, 38.
 Verdun, 12, 48.
 Verny (Canton de), 45.
 Vesoul, 34.
 Vigy, chef-lieu de canton, 74.
 Vigy (Canton de), 14.
 Villersrupt, canton de Longwy, 52.
 Vosges (Département des), 17, 38, 91.
 Vosges, 22, 84.
 Yonne (Département de l'), 4.
 Yutz (Haute- et Basse-), canton de
 Thionville, 43, 64, 66, 67.

Index des collectivités

- Alliés, 6, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19,
 20, 21, 22, 23, 25, 28, 30, 31, 33, 34,
 35, 36, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47,
 48, 56, 64, 70, 71, 72, 73, 77, 78, 84,
 85, 88, 90.
 Armée de Silésie, 6.
 Assemblée nationale (1871), 63.
 Assemblée législative (1792), 62.
 Bavares, 42, 48, 71, 85, 89, 90.
 Chambre des députés, 25, 26, 27, 29, 49,
 50, 55 à 63, 75, 86, 92.
 Chambre des pairs, 61.
 Conseil d'Etat, 21, 28, 69, 72, 92.
 Conseil général de la Meurthe, 19, 20,
 33, 34, 35, 84, 85, 86, 87, 89, 90, 91.
 Conseil général de la Moselle, 3, 4, 37,
 50, 54, 64, 70, 76, 78, 79, 80, 91.
 Convention nationale, 26, 62.
 Division militaire (3^e), 4, 5, 6, 7, 9, 11,
 24, 27, 37.
 Garde nationale, 4, 22, 25, 36, 38, 40.
 Gardes d'honneur, 2, 7, 36.
 Hessois, 15, 16, 22, 24, 29.
 Ministère de la Guerre, 4, 33, 39, 42, 43,
 67, 70, 71, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 89,
 90, 92.
 Prussiens, 16, 17, 21, 22, 40, 41, 42, 43,
 44, 47, 48, 53, 54, 67, 68, 71, 72, 74,
 77, 78, 90.
 Régie des Droits réunis, 9, 13, 25, 26, 69.
 Russes, 15, 17, 21, 22, 40, 41, 42, 43, 44,
 45, 46, 47, 48, 49, 60, 67, 71, 72, 74,
 81, 84, 85, 89.



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos et bibliographie.	I
--	---

PREMIÈRE PARTIE

La première invasion et les tentatives de liquidation en 1814

I Les dernières mesures financières de l'Empire . .	1
II Le premier blocus de Metz.	5
III La première invasion en Moselle.	12
IV La première invasion dans la Meurthe.	16
V Les premières tentatives de liquidation en Moselle	22
VI La commission de liquidation de la Moselle avant les Cent Jours	28
VII Les premières tentatives de liquidation dans la Meurthe	33

DEUXIÈME PARTIE

L'invasion de 1815 et la liquidation définitive

I Les Cent Jours en Moselle.	37
II L'invasion de 1815 en Moselle.	40
III La Contribution extraordinaire de cent millions. .	49
IV Le problème de la liquidation devant les Chambres	55
V La répartition du secours de onze millions. . . .	63
VI La liquidation en Moselle après les Cent Jours . .	69
VII Le règlement des créances en Moselle	75
VIII La seconde invasion et la liquidation définitive dans la Meurthe	83
Conclusion.	90
Index des noms de personnes.	95
Index des noms de lieux.	96
Index des collectivités	98



